



DIRECTION DES GRANDS PROJETS

APPENDICE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

RENOUVELLEMENT DU SAID ITR

Dernière mise à jour : 2015-10-04

État : Ébauche

SRT : REB-11

Version : 0.4

N° de document : 42071

SGDDI :

Classification : Protégé A

REGISTRE DES MODIFICATIONS

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION	1
1.1 GÉNÉRALITÉS	1
1.2 EXIGENCE GÉNÉRALE	1
1.3 ORGANISATION DU DOCUMENT	2
1.4 OBJET DU DOCUMENT	2
1.5 PUBLIC CIBLE	3
1.6 NORMES DE CONFORMITÉ ET RÉFÉRENCES	3
1.6.1 DOCUMENTS FAISANT PARTIE DU PRÉSENT EDT	3
1.6.2 RÉFÉRENCES	4
1.6.3 PROCESSUS DE MAINTENABILITÉ	4
1.7 ÉLÉMENTS À FOURNIR	4
1.7.1 ENTREPRENEUR	4
1.7.2 GRC	7
1.8 PRÉCISION SUR LA TERMINOLOGIE	8
1.9 BILINGUISME	8
1.10 SÉCURITÉ	9
1.11 CONTRAINTES	11
1.12 RESPECT DES ÉCHÉANCES DES PRODUITS LIVRABLES	12
1.13 GARANTIE	12
2. CONTEXTE	13
2.1 GÉNÉRALITÉS	13
3. EXIGENCE	21
3.1 GÉNÉRALITÉS	21
3.2 ÉLÉMENTS CLÉS À LIVRER	21
3.2.1 RENOUVELLEMENT DES ENVIRONNEMENTS DE PRODUCTION ET D'ESSAIS DU SAID	26
3.2.2 RENOUVELLEMENT DE TRANSCODER	27
3.2.3 RENOUVELLEMENT DU SSV ET DES ENVIRONNEMENTS D'ESSAIS	28
3.2.4 GDEL (REMPLACEMENT D'ELMO)	29
3.2.5 FORMATION	30
3.2.6 SOUTIEN CONTINU	30
3.2.7 CRF	31
3.2.8 CONVERSION	32
4. APERÇU DE L'APPROCHE DU RENOUVELLEMENT	33
4.1 OBJECTIF	33
4.2 APPROCHE GLOBALE	33
4.3 ÉLÉMENTS CLÉS LIÉS AU CHANGEMENT	34
4.4 ACCEPTATION PAR LA GRC	35
4.5 ÉTAPES DE LA MISE EN ŒUVRE	36

5.	EXIGENCES MINISTÉRIELLES ET DE GESTION DE L'ENTREPRENEUR	38
5.1	OBJECTIF.....	38
5.2	PLANIFICATION ET CONTRÔLE.....	38
5.2.1	GÉNÉRALITÉS	38
5.2.2	GESTION DES SOUS-TRAITANTS.....	38
5.3	ORGANISATION DE L'ENTREPRENEUR	38
5.3.1	STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DE L'ENTREPRENEUR	38
5.3.2	PROMOTEUR EXÉCUTIF	39
5.3.3	POINT DE CONTACT UNIQUE	39
5.3.4	TECHNOLOGIE ET PROCESSUS	39
5.4	MESURES DE SÉCURITÉ	39
6.	RENOUVELLEMENT DES ENVIRONNEMENTS DE PRODUCTION ET D'ESSAIS DU SAID	40
6.1	OBJECTIF.....	40
6.2	COMPOSANTES EFG.....	40
6.3	EXIGENCES COMMUNES AUX ENVIRONNEMENTS	40
6.3.1	GÉNÉRALITÉS	40
6.3.2	FONCTIONNALITÉ	40
6.3.3	EXTENSIBILITÉ DE L'ÉQUILIBRE DE LA CHARGE AVEC CISCO ACE	41
6.3.4	SAUVEGARDE, RESTAURATION ET RÉCUPÉRATION	41
6.3.5	CONNECTIVITÉ SAN	42
6.3.6	HAUTE DISPONIBILITÉ.....	42
6.3.7	SIGNALEMENT PAR PROTOCOLE SNMP	42
6.3.8	ANALYSE ANTIVIRUS MCAFEE.....	42
6.3.9	WINDOWS SERVER UPDATE SERVICES (WSUS)	43
6.3.10	AUTRES MISES À NIVEAU LOGICIELLES ET DU SE	43
6.3.11	UNIFORMITÉ DES ENVIRONNEMENTS.....	43
6.3.12	PORT SPÉCIAL SSH	44
6.4	EXIGENCES COMMUNES AUX ENVIRONNEMENTS D'ESSAIS	44
6.4.1	GÉNÉRALITÉS	44
6.4.2	PRISE EN CHARGE DE MULTIPLES ENVIRONNEMENTS DU SNS	44
6.5	EXIGENCES PARTICULIÈRES AUX ENVIRONNEMENTS D'ESSAIS	45
6.5.1	DEVTEST SAID.....	45
6.5.2	QCS SAID.....	45
6.6	EXIGENCES DE L'ENVIRONNEMENT DE PRODUCTION.....	46
6.6.1	GÉNÉRALITÉS	46
6.6.2	EXIGENCES LIÉES À LA CAPACITÉ ET À LA PERFORMANCE	46
6.6.3	HAUTE DISPONIBILITÉ.....	46

6.7	PEAP	47
7.	RENOUVELLEMENT DE TRANSCODER	48
7.1	OBJECTIF	48
7.2	COMPOSANTES EFG	48
7.3	EXIGENCES COMMUNES AUX SYSTÈMES DE TRANSCODAGE	48
7.3.1	GÉNÉRALITÉS	48
7.3.2	FONCTIONNALITÉ.....	48
7.3.3	ANALYSE ANTIVIRUS MCAFEE	49
7.3.4	WSUS.....	49
7.4	PEAP	49
8.	RENOUVELLEMENT DU SSV DES TROIS ENVIRONNEMENTS D'ESSAIS.....	50
8.1	OBJECTIF	50
8.2	COMPOSANTES EFG	50
8.3	EXIGENCES COMMUNES AUX ENVIRONNEMENTS	50
8.3.1	GÉNÉRALITÉS	50
8.3.2	FONCTIONNALITÉ.....	51
8.3.3	EXTENSIBILITÉ DE L'ÉQUILIBRE DE LA CHARGE AVEC CISCO ACE	51
8.3.4	SAUVEGARDE, RESTAURATION ET RÉCUPÉRATION	51
8.3.5	CONNECTIVITÉ SAN	51
8.3.6	HAUTE DISPONIBILITÉ	52
8.3.7	SIGNALEMENT PAR PROTOCOLE SNMP	52
8.3.8	BALAYAGE DE L'ANTIVIRUS MCAFEE	52
8.3.9	WINDOWS SERVER UPDATE SERVICES (WSUS).....	52
8.3.10	AUTRES MISES À JOUR DE SE ET DE LOGICIELS	52
8.3.11	UNIFORMITÉ DES ENVIRONNEMENTS	53
8.3.12	PORT SPÉCIAL SSH.....	53
8.4	EXIGENCES COMMUNES AUX ENVIRONNEMENTS D'ESSAIS.....	53
8.4.1	GÉNÉRALITÉS	53
8.5	EXIGENCES PROPRES AUX ENVIRONNEMENTS D'ESSAIS	54
8.5.1	QCS DU SSV	54
8.6	EXIGENCES PROPRES À L'ENVIRONNEMENT PROD	54
8.6.1	GÉNÉRALITÉS	54
8.6.2	EXIGENCES EN MATIÈRE DE RENDEMENT ET DE CAPACITÉ	54
8.6.3	HD	55
8.7	PEAP	55
9.	GDEL.....	56
9.1	OBJECTIF	56

10. FORMATION	57
10.1 OBJECTIF.....	57
11. MISES À NIVEAU CONTINUES DU SE, DES LOGICIELS ET DES VIRUS	58
11.1 OBJECTIF.....	58
11.2 CONTEXTE.....	58
11.3 BESOIN.....	58
11.3.1 EV DE LA SDSM	58
11.3.2 FRÉQUENCE ET CALENDRIER DES MISES À NIVEAU	59
11.3.3 BALAYAGE DE L'ANTIVIRUS DES FICHIERS DAT ET POLITIQUES	59
12. CRF.....	60
12.1 GÉNÉRALITÉS.....	60
12.2 EXIGENCES LIÉES À LA CRF	60
13. CONVERSION DE DONNÉES	62
13.1 OBJECTIF.....	62
13.2 PROCESSUS DE CONVERSION DES DONNÉES.....	63
13.3 DÉTAILS SUR LA CONVERSION DES DONNÉES.....	64
13.4 EXIGENCES SUPPLÉMENTAIRES VISANT LES DECADECTYLOGRAMMES	66
13.5 EXIGENCES SUPPLÉMENTAIRES VISANT LE FICHIER DES TRACES NON IDENTIFIÉES (TNI).....	66
13.6 MÉTHODE DE CONVERSION DES DONNÉES.....	67
13.7 PISTE DE VÉRIFICATION DE LA CONVERSION DE DONNÉES	68
13.8 PRÉPARATION OPÉRATIONNELLE.....	69
13.9 CONTRÔLE ET ASSURANCE DE LA QUALITÉ.....	69
14. EXIGENCES LIÉES AUX DOCUMENTS.....	71
14.1 OBJECTIF.....	71
15. CALENDRIER ET PLAN DES PRODUITS LIVRABLES GLOBAUX	72
15.1 APERÇU	72
15.2 LPLE ET ÉTABLISSEMENT DU CALENDRIER DES PRODUITS LIVRABLES	72
PIÈCE JOINTE A-1 – PRODUITS LIVRABLES	76
PRODUIT LIVRABLE 1 – CPC	76
PRODUIT LIVRABLE 2 – REAT.....	78
PRODUIT LIVRABLE 3 – PMORS	80
PRODUIT LIVRABLE 4 – PEA	85
PRODUIT LIVRABLE 5 – REA.....	90
PRODUIT LIVRABLE 6 – PEAP.....	94
PRODUIT LIVRABLE 7 – REAP	99
PRODUIT LIVRABLE 8 – DCS.....	102
PRODUIT LIVRABLE 9 – MISE À NIVEAU CONTINUE DES LOGICIELS ET DU SE (MNCLS)	108
PRODUIT LIVRABLE 10 — LOGICIELS ET DOCUMENTS	112
PIÈCE JOINTE A-2 – DÉFINITIONS.....	113
PIÈCE JOINTE A-3 – SIGLES ET ACRONYMES	117

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1: ARCHITECTURE GÉNÉRALE ACTUELLE DE L'ITR	14
FIGURE 2: ARCHITECTURE GÉNÉRALE DE L'ITR DE L'ENSEMBLE DE LA SOLUTION DE RENOUVELLEMENT DU SAID	23

1. INTRODUCTION

1.1 GÉNÉRALITÉS

1. Afin de prendre en charge des exigences ultérieures prévues en matière de traitement des données biométriques d'ITR, la GRC doit renouveler le SAID existant et ses sous-systèmes connexes. L'EDT et les documents connexes et de conformité décrivent les exigences à satisfaire dans le cadre du renouvellement du SAID et de ses sous-systèmes.
2. En plus de renouveler le SAID et ses sous-systèmes, la GRC a besoin d'étendre ses capacités de traitement afin qu'ils prennent en charge une augmentation significative du volume d'empreintes digitales traitées et de nouvelles capacités de traitement de données biométriques (p. ex., la reconnaissance faciale).
3. Les exigences de l'EDT et des documents connexes seront utilisées par le Canada pour sélectionner un entrepreneur qui renouvellera le SAID existant et ses sous-systèmes.
4. Conformément aux modalités du contrat découlant du présent EDT, l'entrepreneur doit fournir les biens et services décrits dans la présente, lesquels permettront à la GRC de continuer d'assurer un traitement efficace et sécurisé par le SAID pour l'ITR.

1.2 EXIGENCE GÉNÉRALE

1. Cette exigence comprend le renouvellement du SAID et de ses sous-systèmes au moyen d'une solution commerciale. Cette solution doit être configurable afin de prendre en charge les exigences liées au SAID et aux sous-systèmes. La solution du SAID ITR inclut toutes les capacités du SAID et du SSV et les postes de travail, les imprimantes, les appareils photo et les numériseurs du SAID utilisés par le personnel de la GRC pour tous les types d'analyse dactyloscopique et les systèmes de transcodage distants utilisés par les principaux services canadiens de police pour effectuer des enquêtes dactyloscopiques menées sur des lieux de crime. En plus de renouveler toutes les capacités existantes du SAID ITR, l'entrepreneur doit offrir une capacité de gestion des dossiers d'empreintes latentes (GDEL) et une capacité de reconnaissance faciale. L'ensemble de la solution de renouvellement du SAID doit donc inclure le renouvellement de la solution SAID ITR existante et les nouvelles fonctions liées au SAID requises pour satisfaire à l'ensemble des exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes.
2. Sont compris le remplacement, la mise à niveau et la réutilisation de l'ensemble des composantes et des sous-systèmes dans l'environnement de production et les trois environnements d'essais.
3. Le remplacement, la mise à niveau et la réutilisation du matériel, du SE et des logiciels des environnements d'essais doivent permettre d'utiliser les environnements pour tester efficacement toutes les fonctionnalités de l'environnement de production.
4. Cette exigence inclut le soutien et la maintenance de tous les environnements afin d'assurer un environnement opérationnel sécurisé au sein de l'infrastructure de la GRC et de Services partagés Canada (SPC).

5. De la formation sur les IU doit être offerte aux utilisateurs pour l'ensemble de la solution de renouvellement du SAID. Le soutien et la maintenance continus de toutes les composantes du SAID sont aussi inclus.
6. Cette exigence inclut également la conversion de toutes les données utilisées par la solution du SAID ITR existante. L'entrepreneur doit convertir les données dans un format compatible avec la solution qu'il propose.

1.3 ORGANISATION DU DOCUMENT

1. La structure du document permet à l'entrepreneur de bien assimiler les exigences générales globales avant d'assimiler les exigences détaillées de chaque élément clé qu'il doit satisfaire. Sauf indication contraire, l'entrepreneur doit satisfaire à toutes les exigences générales et détaillées énoncées dans l'EDT, les annexes et les pièces jointes.
2. Voici un aperçu de la structure du document.
 - a. Appendice A :
 - i. Documents de conformité à respecter
 - ii. Éléments à fournir (entrepreneur et GRC-SPC)
 - iii. Architecture générale de l'ITR dans le contexte
 - iv. Exigences générales et éléments clés à fournir
 - v. Exigences générales techniques
 - vi. Exigences en matière de soutien continu
 - vii. Tous les livrables attendus
 - b. Annexe A : Architecture actuelle de l'ITR, du SAID et du SSV
 - c. Annexe B : Exigences détaillées du SAID
 - d. Annexe C : Exigences détaillées des systèmes de transcodage
 - e. Annexe D : Exigences détaillées du SSV
 - f. Annexe E : Exigences détaillées de la GDEL
 - g. Annexe F : EFG que l'entrepreneur peut utiliser
 - h. Annexe G : Flux de travaux du traitement SNS qui nécessitent une interaction avec le SAID
 - i. Annexe H : Critères d'évaluation utilisés (sélection du soumissionnaire retenu)

1.4 OBJET DU DOCUMENT

1. L'objet du présent EDT est de présenter les exigences fonctionnelles, techniques, de gestion, de soutien et de maintenance de la GRC liées aux exigences de l'ensemble de la solution de renouvellement du SAID que doit livrer l'entrepreneur.

2. Les exigences de la présente et des pièces jointes seront utilisées par le Canada pour sélectionner un entrepreneur, lequel devra installer, configurer et rendre entièrement fonctionnel la solution renouvelée du SAID ITR et en assurer le soutien, et ce, conformément aux exigences indiquées dans la présente.
3. Le présent document comprend les exigences à respecter afin que la GRC et les services de police nationaux et étrangers puissent traiter efficacement tous les types de transmission reçus par l'ITR. Sont décrites en détail les exigences fonctionnelles et techniques, les exigences relatives aux spécifications, à la performance et à la capacité de l'interface et les exigences en matière qualité, de sécurité, de disponibilité, d'intégrité, de formation, de conversion, de mise en œuvre et de soutien que l'entrepreneur doit respecter.

1.5 PUBLIC CIBLE

1. La présente s'adresse à tous les entrepreneurs intéressés et capables de fournir les produits et services nécessaires pour satisfaire à l'ensemble des exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes.

1.6 NORMES DE CONFORMITÉ ET RÉFÉRENCES

1.6.1 DOCUMENTS FAISANT PARTIE DU PRÉSENT EDT

1. Les documents suivants font partie intégrante du présent EDT. L'entrepreneur doit proposer une solution qui satisfait au contenu de tous les documents listés dans la sous-section **Error! Reference source not found.**
 - Document des contrôle d'interface – SAID (DCI SAID) (rév. 1.0 H), (SGDDI n° 42520, 42567, 42799);
 - Description du mécanisme de transport par service Web (SGDDI n° 42594)¹;
 - DCI NIST des SNP de la GRC pour les contributeurs externes en matière d'immigration 2.1.0 / 2.1.1 (DCI NIST-SNO) (SGDDI n° 37234 et n° 41064);
 - Spécifications de l'interface du sous-système de vérification de la BIOMÉTRIE POUR LES RÉSIDENTS TEMPORAIRES (SGDDI n° 42538) ;
 - DCI NIST-SNP 177 à l'intention des contributeurs externes (SGDDI n° 18730);
 - DCI NIST-SNP 178 à l'intention des contributeurs externes (SGDDI n° 42798);

¹ Ces documents sont cotés Protégé A et ils pourront être obtenus la Journée de l'industrie, une fois que les fournisseurs intéressés auront signé l'entente de confidentialité.

- *Information Technology Laboratory ANSI NIST-ITL 1-2011* de l'American National Standards Institute National Institute of Standards and Technology (janvier 2014 ou version ultérieure) (la solution de l'entrepreneur doit prendre en charge la mise à jour 2013 du document ANSI NIST-ITL 1-2011);
- Electronic Biometric Transmission Specification (EBTS) Type-9;
- Architecture technique de transfert sécurisé de fichiers ITR (SGDDI n° 39435) (fournie après la signature de l'entente de confidentialité) .

1.6.2 RÉFÉRENCES

1. Les documents suivants ont été utilisés pour élaborer l'EDT :
 - *TRB Verification RCMP Web Service-Front End Technical Design* (Services Web de vérification BRT de la GRC – Conception technique initiale) (SGDDI n° 38422);

1.6.3 PROCESSUS DE MAINTENABILITÉ

1. La GRC-SPC utilise un processus de gestion des déploiements et des changements éprouvé. L'entrepreneur doit respecter la politique en matière de gestion des changements de la GRC-SPC :
<http://infoweb.rcmp-grc.gc.ca/cio/so/ops/oirs/private/cm/cm.htm>
2. Sur demande, la GRC fournira à l'entrepreneur une copie imprimée du contenu de la page susmentionnée.

1.7 ÉLÉMENTS À FOURNIR

1. Cette section décrit les éléments que l'entrepreneur doit fournir et les éléments correspondants que la GRC doit fournir. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive, mais bien d'un outil qui permet à l'entrepreneur de bien comprendre la portée des exigences sans avoir à examiner tous les documents inclus dans l'EDT et de déterminer s'il souhaite donner suite à cette DDP. L'entrepreneur doit fournir tous les biens et services requis pour satisfaire à l'ensemble des exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes.

1.7.1 ENTREPRENEUR

1.7.1.1 Sont inclus

1. Le matériel, le SE, les logiciels et tous les autres livrables (à l'exception des EFG) nécessaires au renouvellement du SAID, des systèmes de transcodage, du SSV et de la GDEL, de manière à respecter les exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes et les exigences de la GRC en matière de sécurité des postes de travail et des serveurs dans tous les environnements :
 - a. Développement et essais (DEVTEST),
 - b. Contrôle de la qualité Systest (QCS),
 - c. Maintenance et certification (MAINT),

- d. Production (PROD),
- e. Reprise après sinistre (DR,

Remarque : « Logiciel » désigne l'ensemble des pilotes, des applications et des logiciels tiers et tout autre logiciel requis par l'entrepreneur pour offrir une solution qui satisfait aux exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes;

2. Toutes les modifications logicielles et matérielles requises à l'EFG pour satisfaire aux exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes. L'entrepreneur doit détailler son utilisation de l'EFG dans le cadre de la solution proposée;
3. Les essais afin de s'assurer du bon fonctionnement des fonctionnalités de l'entrepreneur entre les différentes composantes (de l'entrepreneur, de la GRC et d'ITR);
4. Les essais de performance pour vérifier que la solution renouvelée satisfait à l'ensemble des exigences en matière de performance et de capacité énoncées dans l'EDT et les documents connexes;
5. De la formation sur tous les volets de l'IU de toutes les composantes de l'entrepreneur;
6. La conversion de toutes les données existantes du SAID et des sous-systèmes dans un format compatible avec la solution proposée de l'entrepreneur de manière à satisfaire à toutes les exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes;
7. Des capacités de reconnaissance faciale (CRF) conformes aux exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes;
8. Une gestion du personnel de l'entrepreneur, des tâches et des processus qui garantit la rapidité et l'efficacité de l'exécution de tous les travaux décrits dans l'EDT et les documents connexes;
9. Tous les autres produits livrables et services requis pour satisfaire aux exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes.

1.7.1.2 Dépendances de l'entrepreneur

1. L'ITR est un système entièrement opérationnel basé sur les DCI listés dans l'EDT. La solution de l'entrepreneur doit respecter les DCI et s'y conformer. L'ITR peut être utilisé pour tester la solution de l'entrepreneur en fonction des DCI. Il n'existe donc aucune dépendance envers l'application ITR de la GRC pour mettre à l'essai les fonctionnalités existantes.
2. Toutes les nouvelles fonctionnalités prises en charge par la solution de l'entrepreneur (p. ex., la GDEL) doivent respecter les DCI et satisfaire aux exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes.
3. Toutes les composantes (y compris les modifications aux composantes existantes) de l'entrepreneur requises pour satisfaire aux exigences doivent être fournies par l'entrepreneur et toutes ces composantes (nouvelles ou modifiées) doivent réussir les évaluations de la vulnérabilité (EV) de la Sous-direction de la sécurité ministérielle (SDSM) de la GRC avant d'être connectées au réseau de la GRC.

4. L'entrepreneur doit effectuer les travaux décrits dans l'EDT et les documents connexes selon un échéancier convenu par l'entrepreneur et la GRC. La GRC établira un calendrier de projet dans lequel seront inscrites les activités à réaliser de l'entrepreneur et de la GRC-SPC. Le renouvellement de toutes les capacités du SAID, de Transcoder, du SSV et de la GDEL (y compris les postes de travail, les imprimantes, les appareils photo et les numériseurs du SAID) doit cependant être entièrement mis en œuvre dans tous les environnements d'essais et de production dans les six (6) mois qui suivent l'adjudication du contrat à moins d'indication contraire aux présentes. L'environnement de production inclut la mise en œuvre des sites primaire (PR) et de reprise après sinistre (DR). Consultez la sous-section [1.12](#) (Respect des échéances des produits livrables) pour obtenir de plus amples renseignements sur le calendrier des travaux à réaliser dans le cadre du présent EDT.

1.7.1.3 Outils et processus de gestion de la configuration de l'entrepreneur

1. L'entrepreneur doit utiliser des outils et des processus de gestion de la configuration pour maintenir les changements apportés aux logiciels et à la configuration pendant la toute la durée du contrat découlant du présent EDT. Ces outils et processus doivent être inclus dans la réponse à l'EDT et suffisamment détaillés pour présenter une méthode efficace et éprouvée de gérer les configurations et les logiciels propres à la GRC qui font partie de la solution proposée de l'entrepreneur.

1.7.1.4 Documents de l'entrepreneur

1. L'entrepreneur doit fournir un document de conception détaillé qui explique tous les volets de sa solution et qui décrit comment la conception et l'architecture satisfont aux exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes. La description d'élément de données (DED) DO-01 « Logiciels et documents » (section **Error! Reference source not found.**), décrit les documents à fournir pendant la durée du contrat découlant de cette DDP. La DO-01 peut servir de ligne directrice quant aux éléments que l'entrepreneur doit fournir en réponse à cette DDP. Il incombe à l'entrepreneur d'inclure, dans sa réponse à la DDP, les documents requis pour démontrer que toutes les exigences sont satisfaites. Les documents fournis permettront au gouvernement du Canada (GC) d'évaluer la solution proposée.

1.7.1.5 Mise au banc d'essai

1. La mise au banc d'essai doit avoir lieu en Amérique du Nord (c.-à-d. au Canada ou aux États-Unis continentaux) à un endroit proposé par l'entrepreneur et convenu par la GRC.
2. Les mises au banc d'essai prendront environ une semaine par soumissionnaire, et la cinquième journée de chaque mise au banc d'essai sera réservée à la réduction et à l'analyse des données, à la reprise des essais (seulement dans des circonstances exceptionnelles) et à toute mesure administrative nécessaire.
3. Il incombe à l'entrepreneur de créer et de fournir la configuration du banc d'essai de la solution proposée qui sera utilisée lors de la mise au banc d'essai.
4. L'entrepreneur recevra la série de données de référence et le premier essai doit commencer 30 jours ouvrables après le prochain jour ouvrable.

5. Les soumissionnaires présenteront leurs procédures de mise au banc d'essai détaillées à l'agent d'approvisionnement de TPSGC responsable de l'ITR au plus tard quinze (15) jours avant la date prévue de la mise au banc d'essai. L'équipe d'évaluation va examiner les procédures de mise au banc d'essai du concessionnaire et le concessionnaire recevra de la rétroaction seulement le premier jour de la mise au banc d'essai. Ce calendrier d'exécution et d'autres détails connexes feront l'objet d'une discussion plus poussée avec les soumissionnaires qui parviendront à l'étape de la mise au banc d'essai.
6. Si le Canada détermine, au cours de la mise au banc d'essai, que la solution proposée par le soumissionnaire ne répond pas aux exigences obligatoires de l'invitation à soumissionner, le proposition du soumissionnaire sera déclarée non recevable et rejetée.
7. Le Canada peut, après toute démonstration, réduire la note attribuée au soumissionnaire pour toute exigence cotée, si la mise au banc d'essai ne permet pas de valider la note attribuée au soumissionnaire en fonction de la proposition écrite. La note du soumissionnaire ne sera en aucun cas augmentée à la suite d'une démonstration durant la mise au banc d'essai.
8. Si un soumissionnaire n'est pas prêt à entreprendre la mise au banc d'essai à la date et à l'heure prévues, celle-ci sera considérée comme ayant échoué. Un report de la mise au banc d'essai ne pourra être envisagé que si le soumissionnaire n'est pas prêt en raison de circonstances indépendantes de sa volonté (p. ex. une catastrophe naturelle, une guerre, du terrorisme ou une panne de courant généralisée) et dans un tel cas, TPSGC pourrait établir un calendrier révisé en fonction de la situation.

1.7.1.6 Exclusions

1. Il n'y aucune exigence relative au renouvellement ou au remplacement des serveurs ou des postes de travail du sous-système de conversion numérique (SSCN).

1.7.2 GRC

1.7.2.1 Sont inclus

1. Les serveurs EFG et les postes de travail SAID/Transcoder de la GRC récemment acquis par l'entremise d'une offre à commandes principale et nationale (OCPN) du GC, de même que les numériseurs à plat des systèmes de transcodage existants. L'annexe F décrit toutes les composantes fournies à titre d'EFG;
2. Les dispositifs réseau Cisco, notamment les commutateurs de niveau 3 et les commutateurs empilables. Les commutateurs de niveau 3 comprennent le module Application Control Engine (ACE) pour équilibrer la charge, un point d'arrêt SSL et la communication HTTP synchrone entre la GRC-SPC et la solution SSV de l'entrepreneur;
3. L'infrastructure de sécurité des communications;
4. Les services McAfee ePolicy Orchestrator (ePo) et le logiciel client McAfee au besoin;
5. Une infrastructure de communications internes/externes;
6. Du stockage sur le réseau SAN;

7. De l'espace et des branchements dans la salle de serveurs;
8. Des bâtis dans la salle de serveurs de la GRC et le câblage entre les bâtis et les commutateurs réseau;
9. Le soutien technique à l'installation;
10. La fonctionnalité SNS, y compris toutes les capacités d'interface basées sur les DCI;
11. La gestion de projet du projet global (qui comprend les activités de l'entrepreneur). La GRC-SPC utilise un processus de gestion des déploiements éprouvé qui sera respecté dans l'ensemble de la solution de renouvellement du SAID;
12. La coordination de l'accès de l'entrepreneur aux experts en la matière (EM);
13. Le pouvoir d'approbation que requiert l'entrepreneur en matière de prise de décision, d'approbation et de signatures.

1.8 PRÉCISION SUR LA TERMINOLOGIE

1. L'expression « toute mise à jour logicielle ou du SE effectuée dans le cadre de la réalisation des travaux liés à l'EDT doit réussir une EV de la SDSM » et les expressions similaires sur les EV constituent une exigence sur le niveau de risque acceptable dans le cadre de l'exploitation de toutes les composantes dans l'infrastructure de la GRC. Cela ne signifie pas que toutes les vulnérabilités relevées doivent être corrigées, mais bien qu'elles doivent être corrigées à un niveau acceptable aux fins d'approbation par la SDSM. Seule la SDSM de la GRC peut définir ce qui constitue un niveau de risque acceptable. Le nom des outils et des applications utilisés par la SDSM pour cerner les vulnérabilités peut être remis à l'entrepreneur, au besoin. Les EV peuvent être effectuées dès que l'entrepreneur a une composante mise à niveau ou remplacée configurée pour la livraison finale afin de s'assurer que les vulnérabilités sont relevées dès que possible pendant le processus de mise en œuvre. On peut ainsi apporter rapidement les corrections nécessaires.
2. Dans le contexte du présent EDT, on entend par « composante » toute partie identifiable de la solution de l'entrepreneur requise pour assurer une solution entièrement fonctionnelle qui satisfait à toutes les exigences de l'EDT et des documents connexes. On trouve parmi les composantes les serveurs, les postes de travail, les imprimantes, les numériseurs, les appareils photo, les bases de données, les micrologiciels et tous les dispositifs ou produits requis pour livrer l'ensemble de la solution de renouvellement du SAID.

1.9 BILINGUISME

1. L'IU de l'ensemble de la solution de renouvellement du SAID de l'entrepreneur doit être livrée en français canadien et en anglais canadien. L'entrepreneur doit décrire la mise en œuvre architecturale des langues dans la solution.
2. Les deux langues n'ont pas à s'afficher simultanément, mais l'utilisateur doit pouvoir ouvrir une session en français ou en anglais.
3. L'ensemble de la solution de renouvellement du SAID présente une équivalence fonctionnelle dans les deux langues officielles (français canadien et anglais canadien), conformément aux normes du GC. L'ensemble de la solution de renouvellement du SAID doit respecter les lois et politiques ci-après :

- a. *Politique concernant l'utilisation des langues officielles sur les réseaux informatiques* (<http://www.tbs-sct.gc.ca/archives/hrpubs/ol-lo/uoletoc-fra.asp>);
- b. *Loi sur les langues officielles* (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/o-3.01/>).
4. Le logiciel doit, au besoin, prendre en charge les caractères spéciaux et accentués pour la saisie de données en français (voir le DCI externe du NIST des SNP.)
5. Les raccourcis doivent tenir compte de la langue utilisée (par exemple, « N » pour « Next » devient « S » pour « Suivant »).
6. Le logiciel doit respecter les usages canadiens en matière d'orthographe tant en français qu'en anglais (p. ex., « colour » plutôt que « color »).
7. L'ensemble de la solution de renouvellement du SAID doit permettre aux utilisateurs de choisir la langue d'affichage par défaut dans leur profil.
8. L'ensemble de la solution de renouvellement du SAID doit utiliser des codes courants non liés à la langue pour que le système tienne automatiquement compte de la sélection d'une nouvelle description à partir d'une valeur des tableaux de codes lorsqu'un fichier est édité dans une langue et qu'il est ensuite visualisé ou édité dans l'autre langue.
9. Les DCI de la section [1.6](#) (*Normes de conformité et références*) contiennent les valeurs de code applicables à chaque champ de saisie.
10. L'ensemble de la solution de renouvellement du SAID doit inclure une description en anglais et en français de chaque valeur des tableaux de codes.
11. L'ensemble de la solution de renouvellement du SAID doit afficher la description associée à une valeur des tableaux de codes dans la langue présélectionnée par l'utilisateur.
12. Les valeurs affichées extraites des tableaux de codes ne changent pas en fonction de la langue sélectionnée, mais la description des valeurs connexes change.

1.10 SÉCURITÉ

1. Le SAID ITR et les sous-systèmes fonctionnent dans un environnement Protégé B du GC. L'entrepreneur doit posséder l'expérience nécessaire à l'exploitation et à la prise en charge du SAID dans un environnement Protégé B.
2. Les produits logiciels et les documents à livrer sont cotés Protégé A. L'entrepreneur doit posséder l'expérience du traitement de livrables cotés Protégé A. Tout échange de logiciels ou de documents liés au SAID entre les ressources de l'entrepreneur situées dans les locaux de la GRC et ses ressources externes doit s'effectuer sur un portail sécurisé fourni par l'entrepreneur. De même, tout échange de documents ou de logiciels liés au SAID entre les ressources de la GRC-SPC et les ressources externes de l'entrepreneur doit s'effectuer sur un portail sécurisé fourni par l'entrepreneur.
3. Toutes les ressources de l'entrepreneur sur place se verront attribuer un compte de messagerie Protégé A de la GRC-SPC. Ce compte doit être utilisé pour tous les échanges de courriels liés au SAID. Presque toutes les communications liées à l'ITR ou au SAID sont cotées au moins Protégé A; les comptes de messagerie de l'entrepreneur doivent seulement être utilisés lorsque la communication n'est manifestement pas de nature sensible.

4. La Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS), incluse dans la DDP, tient compte de la classification des données traitées et du traitement des documents par l'entrepreneur.
5. Pour des raisons de sécurité, tout l'équipement fourni par l'entrepreneur (à l'exception des systèmes de transcodage) doit se trouver physiquement dans les locaux de la GRC et être utilisé exclusivement par les ressources de l'entrepreneur et de la GRC-SPC dans lesdits locaux. Les systèmes de transcodage doivent seulement être utilisés dans les locaux de la GRC ou de services d'application de la loi approuvés par la GRC (avec connexion sécurisée aux fins de communication vers l'ITR).
6. En de rares occasions, une connexion sécurisée temporaire peut être établie avec les locaux externes l'entrepreneur pour que les ressources sur place puissent obtenir de l'aide technique. Les ressources de soutien sur place de l'entrepreneur doivent exécuter les tâches quotidiennes, fournir des services de dépannage et résoudre tous les problèmes, en plus de réaliser les tâches nécessaires au déploiement des nouvelles versions des logiciels par l'entremise du processus de déploiement dans l'environnement de production. Les ressources sur place de l'entrepreneur devraient donc rarement avoir besoin d'un accès à distance. Lorsque les ressources de soutien sur place de l'entrepreneur ne peuvent pas satisfaire aux besoins techniques prévus, le personnel technique de l'entrepreneur doit se rendre sur place.
7. PC Duo est le mécanisme approuvé de la GRC pour prendre en charge les dispositifs des organismes externes (p. ex., les systèmes de transcodage). L'ensemble de la solution de renouvellement du SAID doit aussi prendre en charge l'utilisation de PC Duo au besoin.
8. La protection matérielle, la confidentialité et la protection de l'intégrité des données, des systèmes et des applications de la GRC ont une importance primordiale pour la GRC. Les lois et règlements fédéraux, comme la *Politique sur la sécurité du gouvernement*, la *Loi sur l'accès à l'information*, la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et la *Loi sur les secrets officiels* énoncent des critères précis en matière de protection de l'infrastructure et de l'information. L'entrepreneur doit respecter ces exigences de sécurité en plus des exigences de sécurité décrites dans l'EDT. L'entrepreneur doit collaborer avec la GRC pour s'assurer que ces exigences sont respectées.
9. L'entrepreneur doit obtenir les attestations de sécurité pour son personnel conformément aux règles de la SDSM de la GRC. Tous les entrepreneurs, ouvriers qualifiés, fournisseurs et membres du personnel de soutien doivent détenir une autorisation d'accès avant d'établir le calendrier des travaux à effectuer au centre de données. Les gestionnaires, les superviseurs et le personnel qui ont accès aux salles d'ordinateurs avec leur carte-photo de circulation doivent s'assurer de prendre toutes les mesures nécessaires afin de se conformer à cette politique. Le défaut de se conformer à cette exigence sera considéré comme un manquement à la sécurité et sera consigné conséquemment. Il est interdit d'emmener des personnes non habilitées (y compris des membres de la famille) au centre de données, que se soit pour une visite ou pour toute autre raison. L'entrepreneur doit obtenir la cote de sécurité de niveau « Très secret » de la GRC pour au moins deux membres de son personnel ou il sera jugé non conforme et le contrat sera résilié. Consultez la LVERS incluse dans l'EDT pour obtenir de plus amples renseignements.

1.11 CONTRAINTES

1. La présente section décrit les contraintes liées au présent EDT. L'entrepreneur doit les examiner et confirmer son acceptation dans la soumission proposée.
2. Les technologies renouvelées ou remplacées qui font partie de la solution proposée de l'entrepreneur doivent être couvertes par le soutien et la maintenance offerts par celui-ci. C'est-à-dire qu'une fois acceptées et après la période de garantie, les technologies renouvelées ou remplacées sont incluses dans les activités de soutien et de maintenance de l'entrepreneur décrites dans l'EDT.
3. L'entrepreneur doit comprendre et appliquer le processus de gestion des changements de la GRC (y compris le processus de gestion des changements du Bureau d'aide, le processus d'installation et le processus de promotion du déploiement) dans les différents environnements vers l'environnement de production. Le document sur la gestion du changement ([1.6.3](#)) et l'annexe A du présent EDT (Architecture actuelle) décrivent le processus que doit respecter l'entrepreneur. Il s'agit du même processus actuellement utilisé dans le SNS de l'ITR, le SAID, Transcoder, le SSV et les autres composantes de l'ITR. Dans le cadre de ce processus, l'entrepreneur doit produire les documents requis pour assurer un déploiement efficace (étapes de la mise en œuvre, observations sur le plan de mise en œuvre du déploiement d'ITR, liste de contrôle de l'installation, etc.).
4. Au besoin, la GRC créera des autorisations de modifications auprès du Bureau d'aide pour les activités réalisées dans le cadre de l'EDT. L'entrepreneur doit créer toutes les données et tous les documents requis pour les registres de modifications et les registres d'activités, comme décrit dans l'EDT et le processus de gestion du changement de la GRC.
5. L'entrepreneur doit informer la GRC de tout élément qui pourrait améliorer les solutions globales demandées dans l'EDT ou l'efficacité de la mise en œuvre des solutions. La GRC assume la responsabilité exclusive de décider d'utiliser les suggestions présentées par l'entrepreneur.
6. Aucun changement ne peut être apporté aux flux de travaux existants, sauf indication contraire dans l'EDT ou les documents connexes. Le SNS est entièrement opérationnel et prend déjà en charge les flux de travaux ayant une séquence d'activités précise. Tous les changements aux DCI requis pour prendre en charge la solution proposée de l'entrepreneur doivent être définis et approuvés par la GRC avant que l'entrepreneur soumette sa proposition. Les seuls changements aux DCI que la GRC pourrait prendre en considération touchent les nouvelles fonctionnalités. La GRC assume la responsabilité exclusive de décider si les changements aux DCI sont considérés comme acceptables.
7. La GRC est responsable de monter les serveurs sur des bâtis, de déplacer physiquement les serveurs montés sur bâti dans d'autres bâtis au besoin et de fournir l'alimentation et la connectivité réseau requises pour les serveurs.
8. L'alimentation électrique au site DR est limitée. Les besoins en alimentation de la solution de remplacement du SAID ne doivent pas excéder les besoins actuels par plus de dix (10) pour cent. Consultez l'annexe F pour obtenir les spécifications en matière de consommation d'électricité des serveurs actuels.

1.12 RESPECT DES ÉCHÉANCES DES PRODUITS LIVRABLES

1. L'entrepreneur doit fournir le personnel et les ressources nécessaires à la réalisation de tous les produits livrables conformément au calendrier principal du projet de l'EDT de l'ensemble de la solution de renouvellement du SAID convenu (CPP – DD PM-01). Le CPP général, inclus dans la présente, comprend les échéanciers estimés au cours desquels la mise en œuvre initiale du renouvellement du SAID doit être terminée. L'entrepreneur doit recevoir une approbation écrite de la GRC avant de soumettre sa proposition s'il compte dépasser l'échéancier défini de mise en œuvre du renouvellement du SAID ou la proposition sera jugée non conforme.
2. La réalisation de tous les produits livrables associés à l'EDT en temps opportun est d'une importance capitale pour la GRC. L'entrepreneur doit fournir des ressources qui possèdent un niveau très élevé de qualifications et d'expérience afin de s'assurer de la réalisation de tous les produits livrables en temps voulu.
3. Tous les produits livrables doivent être réalisés à temps de manière à respecter les processus d'examen, de mise à jour, d'acceptation et d'approbation requis pour l'approbation officielle des solutions entièrement opérationnelles, et ce, conformément au CPP. La seule exception à cet échéancier touche les activités de mise à niveau continue des logiciels et du SE, lesquelles doivent être fournies une fois tous les autres travaux du présent EDT réalisés, et ce, jusqu'à la fin du contrat découlant de la présente DDP, y compris toutes les années d'option dont se prévaut la GRC.
4. Tous les documents livrables fournis à la GRC découlant du présent EDT sont considérés comme des ébauches jusqu'à leur acceptation par la GRC. La période d'examen et d'approbation de la GRC pour chaque produit livrable est indiquée dans la section 15, [Calendrier et plan des produits livrables globaux](#).

1.13 GARANTIE

1. Les prix et les taux établis dans la réponse de l'entrepreneur sont des prix fermes tout compris, ne peuvent être soumis qu'à un réajustement à la baisse et doivent au moins inclure les pièces de rechange et la main-d'œuvre pour une période de garantie d'un (1) an pour tout ce qui n'est pas un EFG et toutes les modifications apportées aux EFG. Cette période de garantie d'un an commencera après l'acceptation et l'approbation finales par la GRC.

2. CONTEXTE

2.1 GÉNÉRALITÉS

1. L'ITR est la solution utilisée par les Services canadiens d'identification criminelle en temps réel (SCICTR) pour maintenir le dépôt national des empreintes digitales des criminels, des réfugiés, des résidents temporaires (immigration) et des employés de la GRC. L'ITR prend en charge les transmissions des différents corps de polices, des ministères, des organismes assurant des services de triage sécurisés et des organes judiciaires internationaux aux fins de vérification des casiers judiciaires. L'ITR prend en charge le traitement complexe des empreintes latentes incriminées pour les employés de la DG de la GRC et le personnel des principaux services de police du pays. L'ITR prend également en charge la réception de mises à jour de casiers judiciaires et de dossiers d'immigration. De plus, l'ITR permet d'effectuer des vérifications aux fins de l'immigration aux points d'entrée canadiens afin de vérifier l'identité d'une personne sollicitant l'entrée au Canada.
2. Le SAID et les sous-systèmes connexes fournissent des capacités essentielles à l'ITR. L'interface entre les composantes du SAID et l'ITR est définie dans les DCI.
3. Le diagramme ci-dessous illustre une vue d'ensemble du SAID et des sous-systèmes dans l'architecture actuelle de l'ITR. L'annexe A décrit en détail l'architecture actuelle de l'ITR, du SAID et du SSV.

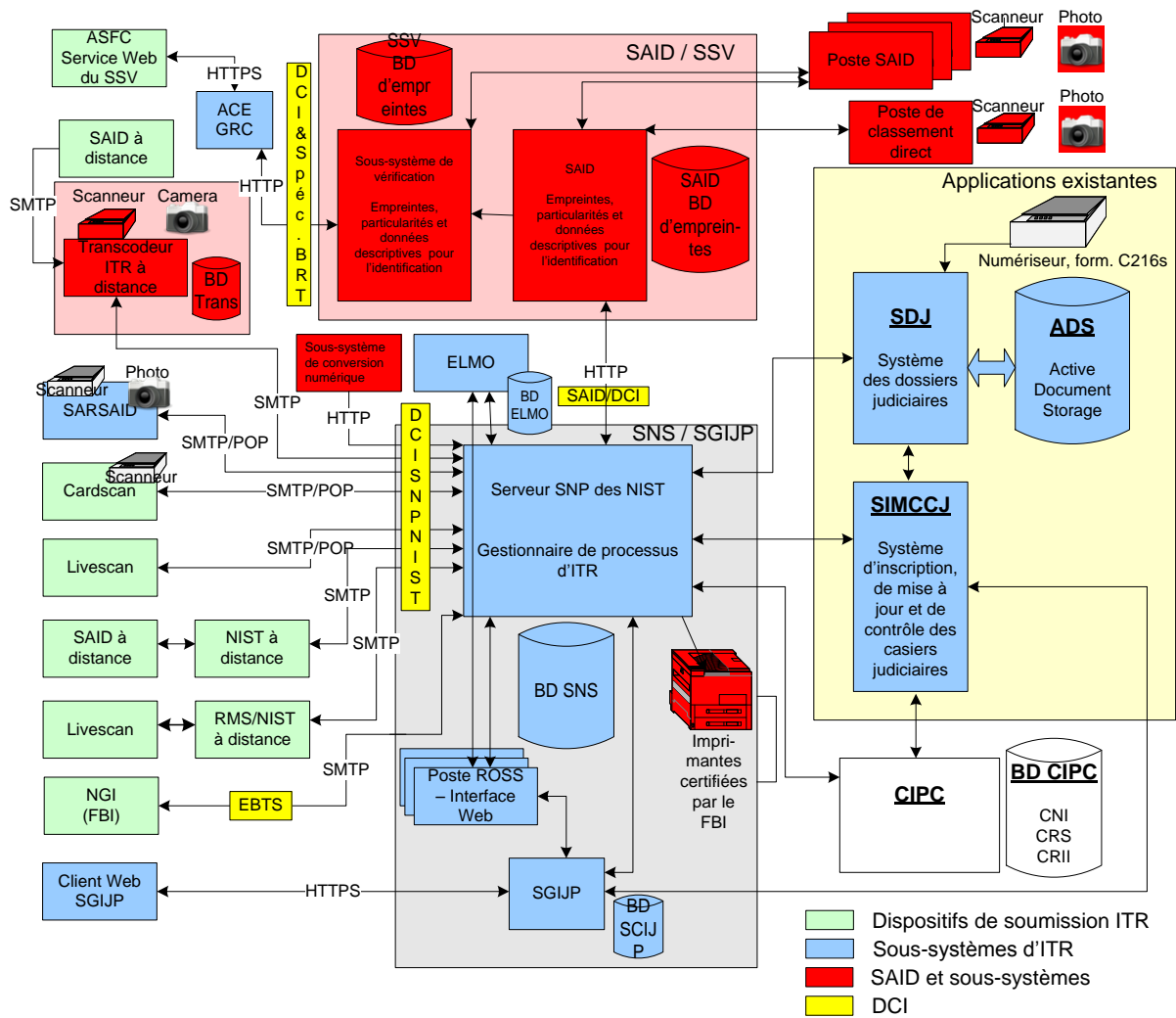


Figure 1 : Architecture générale actuelle de l'ITR

CBSA VSS Web Service	Services Web SSV de l'ASFC
HTTPS	HTTPS
RCMP ACE	ACE de la GRC
HTTP	HTTP
TRB ICD&Spec	DCI et spéc. BRT
VSS	SSV
Finger Print DB	BD empreintes digitales
AFIS/VSS	SAID/SSV
Verification Subsystem	SSV
Fingerprints, Minutia and descriptor data for Matching	Données des empreintes, des particularités et des descripteurs aux fins

	de correspondance
AFIS Fingerprints, Minutia and descriptor data for Matching	SAID Données des empreintes, des particularités et des descripteurs aux fins de correspondance
AFIS Finger Print DB	DB d'empreintes digitales du SAID
AFIS Workstation	Poste de travail SAID
Scanner	Numériseur
Camera	Appareil photo
Direct Filling Workstation	Poste de travail d'inscription direction
Scanner	Numériseur
Camera	Appareil photo
SMTP	SMTP
Scanner	Numériseur
RTID Remote Transcoder	Système de transcodage distant ITR
Camera	Appareil photo
Trans DB	BD trans.
Scanner	Numériseur
Camera	Appareil photo
RAFIAS	RAFIAS
Cardsan	CardScan
Scanner	Numériseur
Livescan	LiveScan
Remote AFIS	SAID distant
Livescan	LiveScan
FBI NGI	NGI du FBI
CJIM Web Client	Client Web MIJP
SMTP/POP	SMTP/POP
SMTP	SMTP
Paper Conversion Subsystem	SSCN
HTTP	HTTP
SMTP/POP	SMTP/POP
SMTP/POP	SMTP/POP

SMTP	SMTP
Remote NIST	NIST distant
SMTP	SMTP
RMS/Remote NIST	RMS/ NIST distant
EBTS	EBTS
SMTP	SMTP
HTTPS	HTTPS
ELMO	ELMO
ELMO DB	BD ELMO
HTTP	HTTP
AFIS ICD	DCI SAID
NPSNIST ICD	DCI NIST-SNP
NNS/DJIM	SNS/MIJP
NPS-NIST Server	SNS
RTID Workflow Manager	Gestionnaire flux des travaux ITR
NNS DB	BD SNS
ROSS Workstation Web Interface	Interface Web de postes de travail ROSS
FBI Certified Printers	Imprimantes certifiées par le FBI
CJIM	MIJP
CJIM DB	BD MIJP
Legacy Apps	Applications existantes
Scan Paper C218s	Numériser C218
CHS Criminal History System	SDJ Système des dossiers judiciaires
ADS Active Document Storage	ADS Active Document Storage
CREMMS Criminal Records Entry Maintenance Monitoring System	SIMCCJ Système d'inscription, de mise à jour et de contrôle des casiers judiciaires
CPIC	CIPC
CPIC DB CNI CRS	BD CIPC FJN REE

CRII	CRII
RTID Submission Devices	Dispositifs de transmission ITR
RTID Subsystems	Sous-systèmes ITR
AFIS & AFIS Subsystems	SAID et sous-systèmes SAID
ICDs	DCI

4. Vous trouverez ci-dessous une description générale des dispositifs et des sous-systèmes illustrés dans le diagramme de l'architecture générale actuelle de l'ITR.

a. Dispositifs de transmission vers l'ITR :

- i. Les appareils CardScan, les appareils LiveScan, les serveurs NIST distants et les systèmes de gestion des dossiers (SGD) envoient des transmissions vers l'ITR, conformément au DCI NIST-SNP 1.7.7/1.7.8 ou au DCI NIST-SNP BRT 2.1.0/2.1.1 (contributeurs externes). Ces dispositifs de transmission peuvent appartenir à des organismes externes ou à la GRC et être exploités par ces organismes ou la GRC. Par exemple, la GRC possède un contrat distinct dans le cadre d'une OCPN pour acheter des appareils LiveScan et CardScan. Ces appareils envoient des transmissions vers l'ITR par protocole SMTP et reçoivent des réponses par protocole de courriel SMTP ou POP;
- ii. Le service Web du SSV de l'ASFC envoie des transmissions vers l'ITR, conformément au DCI NIST-SNP BRT 2.1.0/2.1.1 (contributeurs externes) et au Spécifications de l'interface du sous-système de vérification BRT (voir la section [1.6](#)). Ce service Web du SSV est la propriété de l'ASFC et exploité celle-ci. Ce service Web du SSV établit une connexion système à système avec l'ITR par l'entremise d'une session SSL et « publie » des paquets NIST, conformément au DCI NIST-SNP BRT 2.1.0/2.1.1 (contributeurs externes). La session SSL se déroule sur une connexion sécurisée fournie par la GRC-SPC (chiffrement double);
- iii. Le Système d'accès régional au Système automatisé d'identification dactyloscopique (SARSAID) permet aux détachements de la GRC de transmettre des images d'empreintes latentes vers l'ITR, conformément au DCI NIST-SNP. Ces images sont traitées avec le SAID par des analystes des empreintes latentes spécialisés en enquêtes où des empreintes sont relevées sur les lieux du crime. Semblables aux appareils CardScan, les appareils du SARSAID peuvent aussi être utilisés pour faire des recherches de casiers judiciaires à partir des empreintes digitales d'une personne et pour récupérer des renseignements sur les empreintes digitales ou le casier judiciaire, conformément au DCI NIST-SNP;
- iv. Des dispositifs de transmission vers l'ITR sont situés partout au pays et à l'étranger. Ces dispositifs sont connectés à l'ITR au moyen d'une connexion sécurisée établie entre la GRC-SPC et l'organisme contributeur.

b. Sous-systèmes de l'ITR :

- i. Le SNS est le gestionnaire des processus de l'ITR et sert de point de convergence à presque toutes les activités de l'ITR. Le SNS valide tous les paquets NIST entrants afin de s'assurer qu'ils respectent les différents DCI de l'ITR et prennent en charge la communication entre la plupart des sous-systèmes ITR (voir la figure 1). On peut accéder à l'IU du SNS par l'entremise d'un portail sécurisé sur le poste de travail ROSS GRC-SPC dans les locaux de la GRC;
 - ii. Le système ELMO (*Electronic Maintenance Monitoring Operations*) est le système de gestion des dossiers d'empreintes latentes de la GRC qui interagit avec le SNS pour prendre en charge les transmissions d'empreintes latentes du SARSAID. L'IU ELMO fonctionne sur le poste de travail ROSS GRC-SPC, inclut un accès à la base de données ELMO sur un serveur SQL GRC-SPC et comprend quelques capacités prises en charge par l'entremise d'un interfaçage avec SNS. Le traitement SARSAID/ELMO/SNS/SAID est habituellement appelé traitement centralisé des empreintes latentes puisque l'analyse des empreintes est effectuée centralement à la DG de la GRC;
 - iii. L'ancienne application Système des antécédents judiciaires et le Système de stockage des documents actifs assurent la gestion de l'information liée aux casiers judiciaires traitée dans le cadre des opérations ITR ou connexe à celles-ci. Le Système d'inscription et de mise à jour et de contrôle des casiers judiciaires (SIMCCJ) est le système de saisie utilisé pour tenir à jour l'information sur les casiers judiciaires gérée par le CIPC;
 - iv. Cisco ACE de la GRC-SPC est un module du commutateur Cisco de niveau 3 qui prend en charge l'établissement d'une connexion SSL avec authentification client pour l'interface Web du SSV de l'ASFC, l'équilibre des charges et d'autres capacités;
 - v. Le système Modernisation de l'information de justice pénale (MIJP) et son client Web MIJP offre un mécanisme de traitement des jugements associés aux accusations criminelles déjà traitées avec ITR;
 - vi. Les sous-systèmes ITR sont situés dans deux centres de données au Canada. L'architecture de sécurité de ses sous-systèmes est assurée par la GRC et SPC.
- c. Le SAID et ses sous-systèmes :
- i. Le SAID est la capacité automatisée de traitement des empreintes digitales ITR. Les transactions entre le SAID et le SNS sont basées sur le DCI des sous-systèmes internes du SAID (voir section [1.6](#));
 - ii. Les postes de travail du SAID interfaçent directement avec le SAID pour prendre en charge toutes les activités des utilisateurs liées au SAID. Les postes de travail du SAID sont situés à la DG de la GRC;
 - iii. Les systèmes de transcodage distants sont aussi des dispositifs de transmission vers l'ITR, mais ils font partie de la solution SAID. Les systèmes de transcodage distants envoient des transmissions vers l'ITR conformément au DCI NIST-SNP (voir la section 1.6). À quelques exceptions près, les systèmes de transcodage sont la propriété de la GRC et gérés par celle-ci. Quelques sites ont acquis des systèmes supplémentaires utilisés comme dispositifs de saisie secondaire par l'entremise du système de transcodage principal. L'ITR interface avec un seul système de transcodage de la GRC par site. Le système envoie des transmissions vers l'ITR et reçoit des transmissions de celui-ci par protocole

SMTP. Les systèmes, basés sur un poste de travail du SAID aux caractéristiques particulières, peuvent prendre en charge l'analyse d'empreinte latentes. Il s'agit donc de postes de travail SAID distants capables d'interfacer avec le SNS. Les opérateurs du système de transcodage sont des analystes des empreintes latentes de services de police autres que la GRC spécialisés en enquêtes où des empreintes digitales ou palmaires sont relevées sur les lieux du crime. Semblables aux appareils CardScan, les systèmes de transcodage peuvent aussi être utilisés pour faire des recherches de casiers judiciaires à partir des empreintes digitales d'une personne et pour récupérer des dossiers d'empreintes digitales, conformément au DCI NIST des SNP. Les systèmes doivent aussi permettre de recevoir directement des empreintes digitales ou palmaires envoyées par un SAID distant afin de permettre aux principaux services de police d'utiliser le système pour chercher dans la base de données ITR s'ils sont incapables d'identifier les empreintes latentes dans leur propre base de données SAID. Le coordonnateur de la recherche du réseau distant (CRRD) de la GRC utilise un système de transcodage pour donner de la formation aux services de police autres que la GRC et les aider à utiliser le système par l'entremise de séances interactives à distance PC Duo. Le traitement Transcoder/SNS/SAID/ELMO est habituellement appelé « traitement distant des empreintes latentes » puisque l'analyse des empreintes digitales ou palmaires est effectuée à distance dans les locaux des services de police. Les correspondances positives à partir de recherches inversées confirmées par le traitement distant des empreintes sont consignées dans ELMO par le personnel du CRRD. Les services de police sont responsables de gérer les dossiers de traitement distant des empreintes latentes qu'ils traitent. Les services de police n'ont pas accès à ELMO. Veuillez noter qu'avec la solution GDEL prévue dans le cadre de la présente DP, toutes les identifications à distance seront consignées automatiquement (veuillez vous reporter aux exigences applicables à la GDEL);

- iv. Le SSV est utilisé pour vérifier l'identité d'un étranger qui cherche à entrer au Canada. Avant son arrivée ses empreintes digitales sont reçues de l'ITR, puis elles sont utilisées aux fins de comparaison avec les empreintes saisies au point d'entrée de l'ASFC son arrivée au Canada. Il s'agit d'une recherche un à un au moyen du numéro d'identification de l'immigrant (NII) fourni à l'individu lorsque sa demande d'entrée au Canada a été traitée par l'ITR. Le SSV valide le paquet reçu par rapport au DCI NIST-SNP BRT 2.1.0/2.1.1 (contributeurs externes) et effectue une recherche un à un par rapport aux empreintes fournies précédemment par la personne qui cherche à entrer au Canada. La performance est une exigence essentielle du SSV. Le temps de réponse de bout en bout est actuellement de moins de quatre (4) secondes (où bout en bout est défini comme le moment où les services Web de l'ASFC envoient le premier octet de donnée pour établir une session SSL avec le module ACE de la GRC. Ce temps de réponse inférieur à quatre (4) secondes comprend tout temps d'attente lié à la connexion de l'ASFC avec la GRC. La partie du traitement entre ACE et le SSV dont le SSV s'occupe dure moins de trois (3) secondes (habituellement 2,5 secondes). Ce temps de réponse inférieur à trois (3) secondes est mesuré entre le moment où ACE envoie l'information au SSV et le moment où ACE reçoit la réponse complète du SSV. Le SSV renouvelé doit effectuer les demandes de vérification SSV en moins de trois secondes;

Nota : Les détails sur le volume et la performance du SSV se trouvent à l'annexe D. Veuillez cependant noter que l'architecture SSV de l'environnement de production inclut quatre (4) nœuds et que le temps de traitement moyen de la solution de renouvellement du SAID doit être inférieur à 0,5 seconde. Le SSV de l'environnement de production actuel, dans des conditions de fonctionnement normales, traite 21 demandes de vérification en moins de 10 secondes;

- v. Le SSCN du SAID est en cours d'élimination et sera mis hors service avant la date prévue de livraison du renouvellement du SAID. Il est utilisé pour traiter les transmissions papier envoyées à la GRC. Il ne faut donc pas en tenir compte dans la réponse au présent EDT;
- vi. Les imprimantes SAID utilisées avec l'ITR doivent être certifiées par le FBI;
- vii. Les numériseurs utilisés par les systèmes de transcodage et par les postes de travail SAID de classement et de numérisation directs pour saisir des images qui peuvent être soumises à l'ITR doivent être certifiés par le FBI;
- viii. Les appareils photo des postes de travail SAID servent à numériser les NCD et les ID de document pour recevoir et certifier une transmission papier;
- ix. Le SAID et les sous-systèmes sont situés dans deux centres de données au Canada. L'architecture de sécurité du SAID et des sous-systèmes est assurée par la GRC-SPC.

Nota : Des appareils photo distincts, exclus de la portée du présent EDT, sont utilisés pour saisir les images latentes. Ces images sont transférées manuellement au système de transcodage avant l'envoi d'une soumission.

3. EXIGENCE

3.1 GÉNÉRALITÉS

1. Les sous-sections suivantes décrivent les exigences générales que la solution de renouvellement du SAID doit satisfaire. Les exigences détaillées de chacun des principaux éléments livrables sont décrites dans les annexes en pièce jointe.
2. L'entrepreneur doit fournir l'ensemble des logiciels de l'entrepreneur, des SE, des logiciels tiers, de la configuration et tout autre élément requis pour créer des solutions d'environnements d'essais et de production entièrement opérationnelles qui fonctionnent de la façon décrite dans l'EDT et les documents connexes.

3.2 ÉLÉMENTS CLÉS À LIVRER

1. Les quatre (4) éléments clés que l'entrepreneur doit livrer dans le cadre de l'EDT sont le SAID, Transcoder, le SSV et la GDEL (en remplacement d'ELMO). La solution de l'entrepreneur doit fonctionner efficacement à même l'architecture de sécurité ITR actuelle, laquelle sera présentée au cours de la conférence des fournisseurs prévue. L'architecture de sécurité ne sera pas présentée dans l'EDT; seule une description générale est incluse. L'entrepreneur possède ainsi suffisamment de renseignements pour déterminer son intérêt et sa capacité à répondre à l'EDT. L'entrepreneur doit également offrir de la formation et du soutien continu pour tous les éléments clés.
2. La solution de l'entrepreneur doit être capable de fournir des CRF pouvant être intégrées dans sa solution SAID. Cette CRF intégrée doit fonctionner efficacement dans l'architecture de sécurité actuelle de l'ITR.
3. L'entrepreneur doit également convertir toutes les données SAID, Transcoder, SSV et ELMO vers un format compatible avec l'ensemble de sa solution de renouvellement du SAID.
4. La solution de renouvellement du SAID proposée par l'entrepreneur doit prendre en charge l'ensemble de l'architecture actuelle (annexe A). L'architecture réseau/de sécurité de la GRC ne doit donc pas être modifiée pour prendre en charge une conception SAID/Transcoder/SSV/GDEL inefficace ou moins sécurisée. La solution SAID/Transcoder/SSV/GDEL doit pouvoir remplacer la solution existante. Cette capacité de remplacer toute composante liée au SAID (en fonction des DCI) est un concept fondamental de l'ITR. La solution de renouvellement du SAID doit satisfaire aux exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes en fonction de l'architecture de la GRC en place (détaillée dans l'EDT). Si le renouvellement du SAID utilise différents ports internes dans l'architecture réseau/de sécurité existante, cette différence serait considérée acceptable dans la mesure où elle ne crée aucune vulnérabilité inacceptable aux yeux de la SDSM de la GRC. Seule la GRC peut déterminer si un volet de la solution proposée par l'entrepreneur crée une vulnérabilité.

5. Dans le cadre de la maintenance des systèmes de la GRC, tous les postes de travail SAID/Transcoder et de nombreux serveurs du SAID ont récemment été remplacés par l'entremise d'OCPN du GC. Ces postes de travail et ses serveurs sont des EFG dans l'EDT du renouvellement du SAID et sont listés à l'annexe F. Les postes de travail EFG du SAID/Transcoder utilisent le SE Windows 7 et l'IU proposée par l'entrepreneur pour ces postes utilisés par des analystes des empreintes SAID/Transcoder doivent fonctionner sous Windows 7 ou Windows 10. Même s'il n'est pas obligatoire d'utiliser les serveurs EFG, l'entrepreneur peut les utiliser pour mettre en œuvre sa solution. Tous les coûts associés à des serveurs supplémentaires et la mise à niveau des serveurs ou des postes de travail EFG pour satisfaire aux exigences techniques, fonctionnelles ou de performance du présent EDT relèveront exclusivement de l'entrepreneur et doivent être mentionnés dans la proposition de l'entrepreneur. L'entrepreneur doit également expliquer comment l'EFG sera utilisé de concert avec ses composantes. La GRC doit approuver toute modification ou mise à niveau apportée à toute composante EFG. Tous les serveurs et postes de travail nouveaux ou modifiés doivent obtenir l'approbation de la SDSM, sinon la proposition sera jugée non conforme. Toute modification proposée doit être soumise aux fins d'approbation avant la date de clôture de la présente DDP.
6. L'entrepreneur est responsable de la prise en charge et de la maintenance de l'EFG lié au SAID, à Transcoder, au SSV ou au SSCN; il doit notamment s'occuper des mises à niveaux et des pièces de rechange du fournisseur du SE/du matériel en vertu du contrat de soutien de l'OCPN. Le fournisseur du SAID ITR existant exécute ces tâches en vertu du contrat actuel. Les détails sur le soutien sont fournis plus loin dans le présent EDT. L'entrepreneur est aussi responsable du soutien et de la maintenance pour toutes les nouvelles composantes fournies afin de satisfaire aux exigences du présent EDT.
7. Le diagramme ci-dessous illustre une vue d'ensemble du SAID et des sous-systèmes connexes qui doivent être inclus dans l'ensemble de la solution de renouvellement du SAID. Parmi les différences notables par rapport à l'architecture actuelle de l'ITR, on trouve le remplacement du système de gestion de dossiers ELMO de la GRC et l'élimination du SSCN. L'ensemble de la solution de renouvellement du SAID doit inclure une capacité de GDEL qui remplacera ELMO. Le SSCN est en cours de mise hors service; il ne faut donc pas en tenir compte dans l'EDT. Les sous-sections ci-dessous décrivent brièvement chacun des éléments clés de l'ensemble de la solution de renouvellement du SAID qui doit être livré par l'entrepreneur en vertu du présent EDT. Les exigences détaillées de tous les éléments clé sont décrites dans les annexes en pièce jointe.

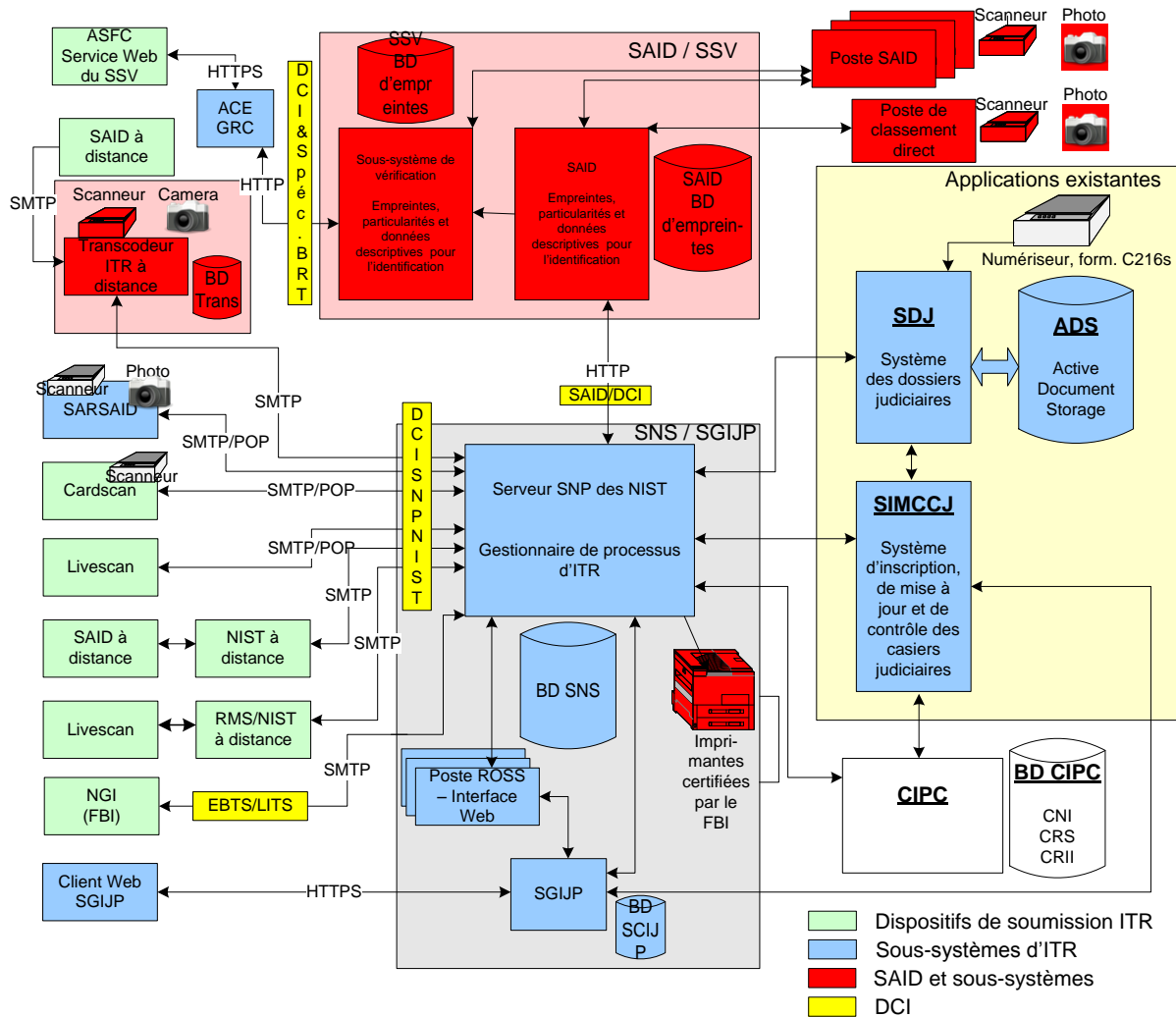


Figure 2 : Architecture générale de l'ITR de l'ensemble de la solution de renouvellement du SAID

CBSA VSS Web Service	Services Web SSV de l'ASFC
HTTPS	HTTPS
RCMP ACE	ACE de la GRC
HTTP	http
TRB ICD&Spec	DCI et spéc. BRT
VSS	SSV
Finger Print DB	BD empreintes digitales
AFIS/VSS	SAID/SSV
Verification Subsystem	SSV
Fingerprints, Minutia and descriptor data for Matching	Données des empreintes, des particularités et des descripteurs aux fins

	de correspondance
AFIS Fingerprints, Minutia and descriptor data for Matching	SAID Données des empreintes, des particularités et des descripteurs aux fins de correspondance
AFIS Finger Print DB	DB d'empreintes digitales du SAID
Latent Case Management	GDEL
AFIS Workstation	Poste de travail SAID
Scanner	Numériseur
Camera	Appareil photo
Direct Filling Workstation	Poste de travail d'inscription direction
Scanner	Numériseur
Camera	Appareil photo
SMTP	SMTP
Scanner Camera	Appareil photo numériseur
RTID Remote Transcoder	Système de transcodage distant ITR
Trans DB	BD trans.
Camera	Appareil photo
RAFIAS	RAFIAS
Cardsan	CardScan
Scanner	Numériseur
Livescan	LiveScan
Remote AFIS	SAID distant
Livescan	LiveScan
FBI NGI	NGI du FBI
CJIM Web Client	Client Web MIJP
SMTP	SMTP
SMTP/POP	SMTP/POP
SMTP	SMTP
Remote NIST	NIST distant
SMTP	SMTP
RMS/Remote NIST	RMS/ NIST distant
EBTS/LITS	EBTS/LITS

SMTP	SMTP
ETTPS	HTTPS
NPSNIST ICD	DCI NIST-SNP
HTTP	HTTPS
AFIS ICD	DCI SAID
NNS/CJIM	SNS/MIJP
NPS-NIST Server	SNS
RTID Workflow Manager	Gestionnaire flux des travaux ITR
NNS DB	BD SNS
ROSS Workstation Web Interface	Interface Web de postes de travail ROSS
FBI Certified Printers	Imprimantes certifiées par le FBI
CJIM	MIJP
CJIM DB	BD MIJP
Legacy Apps	Applications existantes
Scan Papier C216s	Numériser C218
CHS Criminal History System	SDJ Système des dossiers judiciaires
ADS Active Document Storage	ADS Active Document Storage
CREMMS Criminal Records Entry Maintenance Monitoring System	SIMCCJ Système d'inscription, de mise à jour et de contrôle des casiers judiciaires
CPIC	CIPC
CPIC DB CNI CRS CRII	BD CIPC FJN REE CRII
RTID Submission Devices	Dispositifs de transmission ITR
RTID Subsystems	Sous-systèmes ITR
AFIS & AFIS Subsystems	SAID et sous-systèmes SAID
ICDs	DCI

3.2.1 RENOUELEMENT DES ENVIRONNEMENTS DE PRODUCTION ET D'ESSAIS DU SAID

1. Le renouvellement du SAID doit comprendre les éléments ci-après :
 - a. les serveurs, les postes de travail et les numériseurs nécessaires pour satisfaire à toutes les exigences énoncées dans l'EDT en matière d'environnements de production et d'essais;
 - b. la conversion de la base de données SAID existante vers la base de données de l'entrepreneur;
 - c. des capacités de classement et de numérisation directes afin de prendre en charge les exigences spéciales (p. ex., des empreintes qui doivent être classées directement dans le SAID);
 - d. la prise en charge d'une capacité de classement synchronisé pendant la transition, où le SAID de l'entrepreneur doit prendre en charge la réception de transmissions électroniques du SNS et leur traitement intégral sans envoyer une réponse au SNS. Cela permettre aux deux solutions du SAID de fonctionner en parallèle jusqu'au transfert final sans incidence sur le fonctionnement de l'environnement de production de l'ITR;
 - e. des imprimantes certifiées par le FBI;
 - f. des appareils photo en appui au traitement des transmissions antérieures et aux autres exigences en vertu de l'EDT et les documents connexes;
 - g. Tout autre élément requis pour satisfaire entièrement aux exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes.
2. L'environnement de production du SAID doit fonctionner sous une configuration à deux centres de données qui permet le basculement du site PR de la GRC au site DR. La solution de renouvellement du SAID doit être entièrement fonctionnelle avec une capacité de 50 % au site DR dans les huit heures suivant le basculement. Consultez l'annexe A pour obtenir de plus amples renseignements sur l'architecture dans laquelle le renouvellement du SAID doit fonctionner efficacement lors d'un basculement vers le site DR et les exigences en matière de basculement énoncées dans l'EDT et les documents connexes.
3. Les serveurs des environnements d'essais doivent être configurés de manière similaire ou identique à ceux de l'environnement de production. Ils doivent donc prendre en charge les mêmes SE, logiciels, bases de données et configurations utilisés dans l'environnement de production, ce qui permettra de tester efficacement toutes les capacités du SAID de l'entrepreneur et de recréer des problèmes liés à la production dans l'environnement d'essais. Consultez l'annexe A pour obtenir de plus amples renseignements sur la manière d'utiliser les différents environnements d'essais et sur les capacités qui doivent exister dans ces derniers.
4. L'entrepreneur est responsable de fournir les logiciels nécessaires pour satisfaire à toutes les exigences énoncées dans l'EDT et pour configurer les serveurs dans un environnement opérationnel approuvé par la SDSM qui réussira l'EV de la SDSM.
5. L'entrepreneur est responsable de fournir les logiciels nécessaires pour satisfaire à toutes les exigences décrites dans l'EDT et pour configurer sur les postes de travail SAID EFG un SE approuvé par la SDSM qui réussira l'EV de la SDSM.

6. Tous les serveurs des environnements d'essais et de production doivent être tenus à jour au moyen des mises à jour SE et des fichiers DAT et des politiques antivirus les plus récents. La maintenance des mises à jour les plus récentes des serveurs Windows doit s'effectuer à partir des WSUS automatisés de la GRC et d'ePO. La solution de l'entrepreneur doit interfacer avec les données reçues de WSUS et d'ePO et les traiter automatiquement ou utiliser des interventions manuelles pour effectuer les mises à jour dans les cinq (5) jours suivant la réception de correctifs Windows, de fichiers DAT et de politiques antivirus. Tous les serveurs qui ne sont pas sous Windows doivent être maintenus au moyen de processus automatisés ou manuels en fonction des correctifs de sécurité, des fichiers DAT et des politiques antivirus requis par la GRC dans les cinq (5) jours suivants la réception des données ou de l'information sur les correctifs envoyées par la GRC.
7. Tous les postes de travail SAID des environnements de production et d'essai doivent être tenus à jour au moyen des plus récentes mises à jour offertes pour le SE et les fichiers DAT et les politiques antivirus. Cette maintenance doit s'effectuer à partir des WSUS et d'ePO. La solution de l'entrepreneur doit interfacer avec les données reçues des WSUS et d'ePO et les traiter automatiquement sans intervention manuelle.

Nota : Le nom et la version des outils utilisés pour effectuer les EV seront fournis sur demande.

3.2.2 RENOUVELLEMENT DE TRANSCODER

1. Le renouvellement de Transcoder doit inclure les logiciels, les postes de travail et les numériseurs Transcoder requis pour prendre en charge toutes les exigences énoncées dans l'EDT dans l'environnement de production et les trois (3) environnements d'essais.
2. Transcoder consiste en un poste de travail du SAID envoyé aux services de police autres que la GRC partout au pays. Il permet à ses services d'utiliser la base de données ITR pour exécuter presque toutes les tâches que peut effectuer un analyste des empreintes latentes de la GRC qui utilise un poste de travail SAID.
3. Transcoder doit interfacer avec ITR en fonction du DCI NIST-SNP et communiquer avec ITR sur un lien de communication sécurisé SMTP bidirectionnel.
4. L'IU de Transcoder doit être identique ou très similaire à celle des postes de travail du SAID et permettre aux analystes d'empreintes des services autres que la GRC de traiter des empreintes de lieux de crime sans aide du personnel de la GRC.
5. Les systèmes de transcodage doivent :
 - a. inclure les fonctions requises décrites dans l'EDT et les annexes;
 - b. inclure un numériseur pour numériser des empreintes latentes;
 - c. permettre la transmission d'empreintes latentes saisies au moyen des appareils photo des services de police vers l'ITR.
6. Le système de transcodage doit être capable de recevoir des dossiers IAFIS de type 9 conformes au format EBTS. Dans ITR, cela renvoie à l'interface dorsale de Transcoder qui permet aux principaux services de police d'envoyer des transmissions par Transcoder. Ces transmissions dorsales doivent automatiquement être reçues par Transcoder, converties d'un dossier de type 9 à une recherche d'empreintes latentes et transmises à l'ITR conformément au DCI NIST-SNP. Ces services possèdent leur propre SAID et ne transmettent habituellement à l'ITR que les empreintes latentes introuvables dans leur SAID.

7. Les services de police utilisent le protocole SMTP pour communiquer avec l'interface dorsale de Transcoder. Les systèmes de transcodage doivent prendre en charge la transmission de dossiers IAFIS de type 9 par les services de police avec le protocole SMTP. Il n'est pas nécessaire que le système réponde à l'interface dorsale du service de police; il s'agit d'une communication unidirectionnelle. Le service de messagerie de Transcoder doit cependant prendre en charge le protocole SMTP, y compris accuser réception du courriel pour le serveur SMTP du service de police : « smtp ok 250 ».
8. Transcoder doit prendre en charge le protocole SMTP bidirectionnel entre le système de transcodage et l'ITR.
9. La solution de l'entrepreneur doit inclure la conversion des bases de données actuelles de Transcoder vers la base de données Transcoder de l'entrepreneur.
10. L'entrepreneur doit fournir les logiciels requis nécessaires pour satisfaire à toutes les exigences énoncées dans l'EDT et configurer les systèmes de transcodages EFG avec un SE approuvé par la SDSM qui réussira l'EV de la SDSM.
11. Tous les systèmes de transcodage des environnements de production et d'essais doivent être tenus à jour : les mises à jour SE et les fichiers DAT et les politiques antivirus les plus récents doivent être installés. La maintenance des mises à jour les plus récentes doit s'effectuer à partir des WSUS automatisés et d'ePO. La solution de l'entrepreneur doit interfacer avec les données reçues des WSUS et d'ePO et les traiter automatiquement sans intervention manuelle.

3.2.3 RENOUVELLEMENT DU SSV ET DES ENVIRONNEMENTS D'ESSAIS

1. Le SSV est dédié à établir des correspondances un à un en appui à la vérification biométrique des empreintes digitales d'un résident temporaire reçues d'un point d'entrée de l'ASFC afin de valider l'identité d'une personne.
2. Le renouvellement du SSV doit inclure tous les serveurs pour satisfaire à toutes les exigences énoncées dans l'EDT pour l'environnement de production et les trois (3) environnements d'essais.
3. La solution de l'entrepreneur doit inclure la conversion des bases de données existantes du SSV vers la base de données SSV de l'entrepreneur.
4. Le SSV doit être capable de fonctionner indépendamment du SAID.
5. La solution de l'entrepreneur doit inclure la production de rapports de rapprochement et de synchronisation (au moins une fois par semaine) qui permettent de vérifier l'uniformité entre les sites du SSV et entre le SSV et le SAID,
6. Le SSV de l'environnement de production doit fonctionner sous une configuration à deux centres de données qui permet l'utilisation automatique du site DR si le site PR ne fonctionne pas. Le SSV de l'environnement de production doit comprendre au moins deux (2) nœuds par site afin de s'assurer que le SSV fournit les capacités de haute disponibilité (HD) intrasite et intersites requises. Consultez l'annexe A pour obtenir de plus amples renseignements sur l'architecture dans laquelle le renouvellement du SAID doit fonctionner efficacement lors d'un basculement vers le site DR et les exigences en matière de basculement énoncées dans l'EDT et les documents connexes.

7. Les serveurs des environnements d'essais doivent être configurés de manière similaire ou identique à ceux de l'environnement de production. Ils doivent donc prendre en charge les mêmes SE, logiciels, bases de données et configurations utilisés dans l'environnement de production, ce qui permettra de tester efficacement toutes les capacités du SSV de l'entrepreneur et de recréer des problèmes liés à la production dans l'environnement d'essais. Consultez l'annexe A pour obtenir de plus amples renseignements sur la manière d'utiliser les différents environnements d'essais et sur les capacités qui doivent exister dans ces derniers.
8. L'entrepreneur est responsable de fournir les logiciels nécessaires pour satisfaire à toutes les exigences énoncées dans l'EDT et de configurer les serveurs SSV dans un environnement opérationnel approuvé par la SDSM qui réussira l'EV de la SDSM.
9. L'entrepreneur est responsable de fournir les logiciels nécessaires pour satisfaire à toutes les exigences de l'EDT et pour configurer les postes de travail SAID EFG de manière à ce qu'ils prennent en charge l'IU du SSV dans un SE approuvé par la SDSM qui réussira l'EV de la SDSM.
10. Tous les serveurs des environnements d'essais et de production doivent être tenus à jour au moyen des mises à jour SE et des fichiers DAT et des politiques antivirus les plus récents. La maintenance des mises à jour les plus récentes des serveurs Windows doit s'effectuer à partir des WSUS automatisés de la GRC et d'ePO. La solution de l'entrepreneur doit interfacer avec les données reçues des WSUS et d'ePO et les traiter automatiquement ou permettre des interventions manuelles pour effectuer les mises à jour dans les cinq (5) jours suivant la réception de correctifs Windows, de fichiers DAT et de politiques antivirus. Les serveurs qui ne sont pas sous Windows doivent être maintenus au moyen de processus automatisés ou manuels en fonction des correctifs de sécurité, des fichiers DAT et des politiques antivirus requis par la GRC dans les cinq (5) jours suivants la réception des données ou de l'information sur les correctifs envoyées par la GRC.

3.2.4 GDEL (REMPLACEMENT D'ELMO)

1. L'entrepreneur doit fournir une capacité de GDEL entièrement fonctionnelle et intégrée à son SAID. Les utilisateurs du SAID/de la GDEL doivent pouvoir passer simplement de la GDEL au SAID pour envoyer une demande de recherche d'empreinte à partir de la GDEL tout en exécutant les autres capacités requises énoncées dans l'EDT.
2. Les utilisateurs de la GDEL et du SAID sont les mêmes utilisateurs qui doivent utiliser la fenêtre SAID pour effectuer des tâches dans la GDEL ou le SAID. L'exécution d'activités GDEL fait partie des tâches quotidiennes d'un analyste des empreintes latentes du SAID. La capacité de GDEL préférée est une capacité intégrée au SAID. L'IU serait ainsi normalisée pour les utilisateurs de la GDEL et du SAID et les capacités disponibles ne seraient pas offertes en double dans la GDEL et le SAID.
3. La solution de l'entrepreneur doit inclure la conversion des bases de données SQL ELMO existantes vers les bases de données GDEL de l'entrepreneur.
4. La GDEL doit respecter la méthodologie *Analysis, Comparison, Evaluation and Verification (ACE-V)* du *Scientific Working Group on Friction ridge Analysis, Study and Technology (SWGFAST)*.
5. L'entrepreneur doit prouver la capacité de la GDEL/du SAID à prendre en charge la méthodologie ACE-V du SWGFAST par l'entremise du traitement GDEL/SAID et des documents générés dans le cadre dudit traitement.

6. La GDEL doit interfacer avec le SNS d'ITR conformément au DCI du SAID. Le DCI du SAID existant inclut des transactions utilisées pour la communication entre le SAID et le SNS. Certaines de ces transactions ont été modifiées dans le cadre du présent EDT afin de permettre la communication des données GDEL entre le SNS et le SAID/la GDEL.

3.2.5 FORMATION

1. L'entrepreneur doit offrir de la formation sur tous les volets de l'ensemble de la solution de renouvellement du SAID qui touchent les utilisateurs. La formation inclut au minimum :
 - a. l'IU des empreintes latentes et des empreintes décadactylaires du SAID;
 - b. l'IU de Transcoder;
 - c. l'IU du SSV;
 - d. l'IU de la fonction GDEL;
 - e. le classement et la numérisation directs;
 - f. toutes les capacités de production de rapports pour toutes les IU;
 - g. tous les rapports des traitements (rapprochement et synchronisation).
2. La section 10 décrit les exigences détaillées en matière de formation que l'entrepreneur doit satisfaire.

3.2.6 SOUTIEN CONTINU

1. L'entrepreneur doit fournir au moins une (1) ressource sur place de manière permanente à la DG de la GRC à Ottawa.
2. Cette ressource doit être disponible sur place pendant les heures de bureau de la GRC (de 8 h à 17 h, HNE).
3. La ressource sur place doit :
 - a. offrir du soutien pour tous les serveurs, postes de travail, processus et composantes SAID/Transcoder/SSV/GDEL nécessaires au fonctionnement efficace du SAID et des sous-systèmes;
 - b. prendre en charge les environnements de production et d'essais avec un minimum d'aide des ressources hors site de l'entrepreneur afin de garantir une résolution rapide de tout problème survenant dans l'un ou l'autre des environnements;
 - c. être disponible de 6 h à 22 h, sept jours sur sept, y compris les jours fériés, afin d'offrir du soutien téléphonique pour les problèmes liés à l'environnement de production;
 - d. s'assurer que les situations exceptionnelles (congrés, rendez-vous, maladie) sont coordonnées de manière à ce qu'au moins une (1) ressource de l'entrepreneur soit disponible sur place pour prendre en charge les environnements du SAID durant les heures de bureau de la GRC.;
 - e. répondre dans un délai d'une (1) heure en cas de problème lié à l'environnement de production ou d'essais durant les heures de travail sur place;

- f. répondre dans un délai de deux (2) heures suivant la réception d'un avis de la GRC signalant un problème lié à l'environnement de production ou d'essais, en dehors des heures normales de travail;
 - g. offrir des services téléphoniques illimités pour la maintenance et le soutien du logiciel et du matériel;
 - h. fournir une stratégie et un plan de mise en œuvre de programme de correctifs conformes aux normes de la GRC et du GC afin de maintenir les serveurs et les postes de travail SAID/Transcoder/SSV/GDEL à un niveau qui atténue efficacement tous les risques à un niveau acceptable. La section 11 décrit les exigences détaillées du programme de correctifs que l'entrepreneur doit satisfaire.
4. L'entrepreneur doit fournir un service d'assistance technique en anglais au moyen d'une ligne téléphonique sans frais 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, toute l'année. Le numéro sans frais doit être fourni dans les quinze (15) jours suivant l'attribution du contrat. La prestation du service d'assistance téléphonique de l'entrepreneur doit être assurée par des ressources qualifiées qui sont en mesure de répondre aux questions, de résoudre les problèmes, de donner des conseils au sujet de problèmes liés à tous les livrables ainsi qu'aux questions concernant l'installation et l'intégration se rapportant au SAID, à Transcoder, au SSV ou au SSCN faisant partie de la solution installée à la GRC.

3.2.7 CRF

- 1. L'entrepreneur doit prendre en charge une CRF qui peut être intégrée à la solution de renouvellement du SAID qu'il propose.
- 2. La CRF n'a pas à être mise en œuvre dans le cadre de la portée de l'acquisition initiale du renouvellement du SAID. La CRF est considérée comme une exigence ultérieure qui sera mise en œuvre une fois les exigences obligatoires de la solution de renouvellement du SAID mises en œuvre.
- 3. La section **Error! Reference source not found.** décrit les exigences détaillées de la CRF que l'entrepreneur doit satisfaire au moment de présenter sa soumission.

3.2.8 CONVERSION

1. L'entrepreneur doit convertir toutes les données utilisées par le SAID et les sous-systèmes dans un format compatible avec la solution qu'il propose.
2. La conversion doit être effectuée dans les locaux de la GRC à même l'architecture de sécurité de la GRC-SPC.
3. L'entrepreneur doit fournir un plan et une stratégie généraux avec sa proposition dans lesquels il explique :
 - a. comment sera effectuée la conversion;
 - b. les outils et/ou les processus qu'il utilisera pour effectuer la conversion;
 - c. quand la conversion sera terminée;
 - d. toutes les répercussions sur les données SAID actuelles ou le format des données.
4. La section **Error! Reference source not found.** décrit les exigences détaillées de la conversion que l'entrepreneur doit satisfaire.

4. APERÇU DE L'APPROCHE DU RENOUVELLEMENT

4.1 OBJECTIF

1. Cette section présente un aperçu de l'approche attendue par la GRC. On y décrit ce qui doit être accompli dans l'ensemble de la solution de renouvellement du SAID et comment les sections suivantes du présent document présentent des détails précis propres à chaque élément clé de l'ITR qui sera renouvelé.

4.2 APPROCHE GLOBALE

1. Le système comporte actuelle trois environnements d'essais (DEVTEST, QCS et MAINT) et un environnement de production. Le renouvellement du SAID doit remplacer, mettre à niveau ou réutiliser tous les serveurs, postes de travail et systèmes de transcodage de tous les environnements de manière à satisfaire à toutes les exigences du présent EDT et des documents connexes, et ce, dans tous les environnements.
2. Un environnement d'essais ITR distinct sera créé pour la solution de renouvellement du SAID (ci-après « environnement SAID-renouvelé »). L'entrepreneur doit l'utiliser de la même manière qu'il utiliserait l'environnement MAINT : tester l'installation initiale de tout matériel neuf ou de SE, logiciels ou bases de données mis à niveau sur place afin de mettre à l'essai l'intégration à ITR avant la livraison à la GRC.
3. L'environnement SAID-renouvelé doit être utilisé par l'entrepreneur pour vérifier que tous les volets de la solution de renouvellement du SAID satisfont à toutes les exigences fonctionnelles, techniques, d'interface et de traitement dans un environnement d'essais, y compris la prise en charge des spécifications d'interface et les DCI. Le PEAP et le REAP déterminent le minimum que l'entrepreneur doit fournir pour prouver que sa solution du SAID satisfait à toutes les exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes.
4. Une fois que l'entrepreneur aura vérifié que tous les éléments de l'ensemble de la solution de renouvellement du SAID satisfont à toutes les exigences en matière d'interface et de traitement de l'ITR, la GRC commencera les essais d'acceptation sur place dans l'environnement SAID-renouvelé. Ces tests incluent la mise à l'essai de toutes les fonctionnalités d'ITR par l'équipe d'essais de l'ITR.
5. Une fois que la GRC aura approuvé la solution de renouvellement du SAID dans l'environnement SAID-renouvelé, la solution de renouvellement du SAID suivra le processus de diffusion d'ITR ou le processus de diffusion modifié convenu par la GRC dans le PMORS de l'entrepreneur.

6. Pour maximiser la souplesse d'utilisation de l'EFG par l'entrepreneur, il est possible de procéder à l'essai du système et du QCS dans la configuration parallèle de l'environnement de production de l'entrepreneur. De cette façon, les environnements de DEVTEST et de QCS peuvent demeurer tels quels jusqu'à l'acceptation définitive. L'entrepreneur peut utiliser l'EFG des environnements d'essai pour configurer l'environnement de production parallèle à condition que la GRC ait un environnement qui permet de prendre en charge la production existante jusqu'au transfert à la solution de renouvellement du SAID, de Transcoder et du SSV. De plus, l'entrepreneur peut configurer un environnement de production initial qui permet de prendre en charge partiellement les besoins de production, avec une capacité de production d'au moins cinquante pour cent (50 %) pour les volumes de 2019, puis de réutiliser les serveurs de production existants après le transfert afin d'atteindre une pleine capacité (100 %).
7. Le plan de mise en œuvre du renouvellement du SAID (PMORS) (DED AR-01) est le produit livrable qui fait office de pierre d'assise pour l'exécution de tous les volets de l'EDT. Il doit être terminé et approuvé par la GRC avant que les travaux des éléments clés puissent être entamés afin de s'assurer que la stratégie de mise en œuvre la plus efficace et rentable puisse être élaborée, puis approuvée par la GRC. Ce produit livrable établit l'approche et la stratégie et le plan globaux qui expliquent la mise en œuvre de chaque élément clé. C'est là l'occasion pour l'entrepreneur d'expliquer comment l'ensemble de la solution de renouvellement du SAID sera mise en œuvre dans l'architecture de sécurité de la GRC/de SPC.
8. Le PEAP est basé sur la stratégie et le plan définis dans le PMORS. Le PEAP comprend les activités d'installation, les étapes de la mise en œuvre et les essais détaillés à réaliser à chaque site et dans chaque environnement afin de s'assurer que les remplacements, les mises à niveau et les réutilisations sont efficacement mis en œuvre conformément à la stratégie et au plan du PMORS.
9. Dans le cadre du processus de diffusion normal, toutes les étapes applicables de la mise en œuvre élaborées par l'entrepreneur dans le PEAP seront utilisées par la GRC et inclus dans le plan de mise en œuvre du déploiement d'ITR à chaque site et dans chaque environnement.

4.3 ÉLÉMENTS CLÉS LIÉS AU CHANGEMENT

1. L'entrepreneur doit tenir compte de la relation entre chaque élément clé. Les dépendances entre tous les éléments clés doivent être relevées pour formuler un PMORS qui permet de réaliser efficacement tous les travaux requis dans le cadre de l'EDT afin de minimiser les répercussions sur les environnements d'essais ITR et de production.
2. L'entrepreneur doit fournir une justification claire de la séquence d'activités qui minimise le nombre d'interruptions des opérations ITR des environnements d'essais et de production. Tous les détails des activités et des calendriers découlant du PMORS doivent être fournis à la GRC aux fins d'inclusion dans le CPC.
3. Les changements (remplacements, mises à niveau et réutilisations) apportés à l'environnement d'essais doivent figurer dans le PMORS afin qu'il soit possible de suivre le processus de diffusion établi par la GRC pour toutes les versions à la suite du transfert à la solution de renouvellement du SAID, de Transcoder et du SSV.

4. Les mises à niveau à Transcoder doivent être entièrement mises à l'essai et approuvées dans les environnements d'essais avant de mettre l'environnement de production à niveau. De plus, la mise à niveau de Transcoder dans l'environnement de production doit être coordonnée avec les organismes qui utilisent les systèmes de transcodage afin de réduire au minimum les répercussions sur les opérations des organismes distants et les CRRD.
5. Les mises à niveau des postes de travail doivent être entièrement testées et approuvées avant la mise à niveau des postes de travail de l'environnement de production. Des postes de travail existants seront alloués pour l'environnement SAID-renouvelé et pour l'environnement de production parallèle du renouvellement du SAID.
6. L'environnement QCS doit être utilisé pour tester toutes les capacités de HD de la solution de renouvellement du SAID de l'entrepreneur. La GRC sera responsable des essais effectués dans l'environnement QCS. L'entrepreneur doit configurer et mettre en œuvre l'environnement QCS afin de prendre en charge toutes les exigences liées à la HD et à l'environnement QCS énoncées dans l'EDT et les documents connexes. De plus, tous les scénarios de l'environnement de production doivent pouvoir être mis à l'essai dans l'environnement QCS (à moins d'avoir l'autorisation écrite de la GRC).
7. Toutes les capacités de HD qui peuvent seulement être testées dans l'environnement de production doivent être clairement indiquées dans la proposition de l'entrepreneur et préapprouvées par écrit par la GRC afin d'être des nuances d'essais de HD acceptables.
8. La solution de renouvellement du SAID doit fonctionner dans l'environnement de production, dans les sites PR et DR, en parallèle avec le SAID existant. Après vérification par la GRC que la solution de renouvellement du SAID prend entièrement en charge toutes les exigences de l'EDT et des documents connexes, le SAID existant sera désactivé et la solution de renouvellement du SAID, de Transcoder et du SSV deviendra le système d'enregistrement du traitement du SAID. Ces activités de déploiement pour rendre la solution de renouvellement du SAID, de Transcoder et du SSV fonctionnelle dans l'environnement de production seront effectuées pendant une interruption des services ITR au cours d'une fin de semaine. La durée précise de cette interruption doit être indiquée dans le PMORS et le PEAP avec des justifications pour chaque étape du plan de mise en œuvre. Tous les éléments qui permettent d'assurer l'intégrité des opérations d'ITR doivent être indiqués par l'entrepreneur.

4.4 ACCEPTATION PAR LA GRC

1. Les essais d'acceptation de la GRC commenceront une fois que l'entrepreneur aura réussi à démontrer que les composantes remplacées, mises à niveau ou réutilisées sont entièrement opérationnelles. Le REAP doit être rempli afin de garder des traces du bon fonctionnement des composantes.
2. Chaque élément clé de l'EDT doit être accepté de manière distincte ou groupée avec d'autres éléments, selon la stratégie et le plan élaborés dans le PEAP; toutefois, ce n'est qu'une fois que la solution de renouvellement du SAID, de Transcoder et du SSV dans l'environnement de production aura pris en charge tous les secteurs clés existants, qu'il sera possible de commencer les opérations parallèles.

3. L'acceptation de la GRC doit s'effectuer par étapes. Après le processus de déploiement d'ITR, ou le processus de déploiement d'ITR convenu par la GRC, le système fera l'objet d'une mise à l'essai, suivie d'un essai dans l'environnement QCS, et l'acceptation finale s'effectuera dans l'environnement de production.
4. La méthode d'acceptation principale serait la mise à l'essai de toutes les fonctionnalités d'ITR et du SAID afin de s'assurer que la solution de renouvellement du SAID de l'entrepreneur satisfait à toutes les exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes. De plus, toutes les capacités de HD seront testées dans l'environnement QCS ou, sur approbation préalable de la GRC, dans l'environnement de production. L'EDT et les documents connexes déterminent les essais minimums de HD qui doivent pouvoir être effectués dans l'environnement QCS. Il est préférable que toutes les capacités de HD puissent être testées dans ce dernier.
5. Au besoin, l'entrepreneur peut examiner la pleine portée des essais existants utilisés par la GRC.

4.5 ÉTAPES DE LA MISE EN ŒUVRE

1. La mise en œuvre des exigences doit comprendre deux étapes distinctes dans l'acquisition initiale associée à la DDP de renouvellement du SAID :
 - a. le renouvellement de tous les sous-systèmes liés au SAID, y compris le SAID, Transcoder et le SSV. Sont également incluses toutes les activités d'installation, de mise en œuvre, d'intégration, de conversion, d'interopérabilité et de mise en marche nécessaires pour l'ensemble de la portée des travaux énoncés dans l'EDT qui s'appliquent à ces éléments clés. Cette première étape comprend la livraison d'une solution de renouvellement du SAID, de Transcoder et du SSV entièrement fonctionnelle qui prend entièrement en charge les exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes;
 - b. le remplacement d'ELMO par la GDEL, qui comprend également toutes les activités d'installation, de mise en œuvre, d'intégration, de conversion, d'interopérabilité et de mise en marche nécessaires pour l'ensemble de la portée des travaux énoncés dans l'EDT qui s'appliquent à cet élément clé ainsi que toute autre exigence qui n'est pas précisément associée à l'un des secteurs clés indiqués dans l'EDT et dans les documents connexes. Cette deuxième étape comprend la livraison d'une capacité GDEL entièrement fonctionnelle qui prend entièrement en charge les exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes.
2. Aux fins de clarté, ces deux étapes incluent les activités d'installation, de mise en œuvre, d'intégration, de conversion, d'interopérabilité et de mise en marche nécessaires pour tous les environnements tout en respectant le processus de déploiements du DPI de la GRC ou le processus convenu par la GRC qui est décrit dans le PMORS.
3. Toute la formation requise dans le cadre de l'acquisition initiale sera donnée à la première ou à la deuxième étape.

4. Il est préférable que la mise en œuvre de la prise en charge de l'ensemble de caractéristiques étendu (EFS) soit terminée le plus rapidement possible après la deuxième étape. L'EFS doit cependant être mis en œuvre dans les deux ans suivant l'attribution du contrat. Cette mise en œuvre doit permettre la rétrocompatibilité vers toutes les données existantes au moment de la mise en œuvre ou la conversion vers l'EFS d'une manière acceptable aux yeux de la GRC. Dans le cadre de cette mise en œuvre, l'entrepreneur doit définir une stratégie pour que l'EFS remplace la norme actuelle IAFIS de type 9 et la norme ANSI INCITS 378-2004. Cette stratégie doit être incluse dans la proposition de l'entrepreneur et sera considérée comme faisant partie de l'évaluation qui détermine la prise en charge d'EFS.
5. La CRF sera mise en œuvre à une date ultérieure (à déterminer). La solution de l'entrepreneur doit cependant prendre en charge les CRF afin que la GRC puisse utiliser cette capacité biométrique supplémentaire par l'entremise d'un seul et même fournisseur.

5. EXIGENCES MINISTÉRIELLES ET DE GESTION DE L'ENTREPRENEUR

5.1 OBJECTIF

1. Cette section décrit les exigences ministérielles et de gestion générales que l'entrepreneur doit satisfaire. L'annexe I décrit les exigences détaillées qui doivent être satisfaites par celui-ci.

5.2 PLANIFICATION ET CONTRÔLE

5.2.1 GÉNÉRALITÉS

1. L'entrepreneur doit identifier les membres clés de son équipe qui seront responsables de répondre aux demandes et de gérer le contrat. L'entrepreneur doit fournir un curriculum vitae qui décrit les qualifications et l'expérience pertinentes de chaque personne sélectionnée.

5.2.2 GESTION DES SOUS-TRAITANTS

1. Pour les éléments des travaux requis définis dans l'EDT, les annexes et appendices et les documents de conformation qui sont donnés à des sous-traitants, l'entrepreneur doit s'assurer que toutes les modalités et exigences pertinentes liées aux travaux et décrites dans le contrat sont acceptées et comprises par les sous-traitants. L'entrepreneur conserve l'entière responsabilité de tous les travaux attribués dans le cadre du contrat qui découle de la présente DDP.
2. L'entrepreneur doit s'assurer que toutes les ententes de sous-traitance sont approuvées par la GRC et que la gestion des sous-traitants est transparente pour le chargé de projet de la GRC.
3. L'entrepreneur sera responsable de l'ensemble des travaux, des activités et des décisions du sous-traitant et doit s'assurer que toutes les exigences applicables du contrat qui découlent du présent EDT sont transmises à tous les sous-traitants.

5.3 ORGANISATION DE L'ENTREPRENEUR

5.3.1 STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DE L'ENTREPRENEUR

1. L'entrepreneur doit fournir un diagramme organisationnel et le texte connexe qui décrit l'organisation proposée pour satisfaire aux exigences du présent contrat. Cette description doit, au minimum, comprendre les éléments suivants :
 - a. les ressources proposées et leurs qualifications;
 - b. les rôles et les responsabilités de chaque ressource;
 - c. les rapports hiérarchiques, y compris les rapports entre les ressources et la haute direction dont ils relèvent;
 - d. les points d'interface entre les ressources de l'entrepreneur et celles de la GRC, dont un promoteur exécutif et un point de contact unique.

5.3.2 PROMOTEUR EXÉCUTIF

1. L'entrepreneur doit identifier un promoteur exécutif dont la responsabilité globale consiste à respecter les modalités du contrat. Le promoteur exécutif doit posséder l'autorité d'approbation et de décision finale de l'entrepreneur en ce qui a trait au contrat qui découlera du présent EDT. Il doit résoudre directement les problèmes liés au contrat au nom de l'entrepreneur. La structure organisationnelle doit illustrer que le promoteur exécutif détient l'autorité finale. S'il n'est pas l'autorité finale, le poste de cadre supérieur qui représente l'autorité ultime doit être indiqué, de même que les types de décisions qui doivent être acheminés vers celle-ci.

5.3.3 POINT DE CONTACT UNIQUE

1. L'entrepreneur doit identifier un point de contact unique qui sera affecté au contrat découlant du présent EDT et qui aura l'autorité et la responsabilité de donner suite directement ou indirectement aux demandes relatives au contrat et aux demandes de rapports et d'effectuer les tâches associées à l'EDT et aux documents connexes.
2. Le point de contact unique et toutes les ressources proposées de l'entrepreneur qui interagissent directement avec la GRC doivent posséder de bonnes compétences en communications écrite et orale.

5.3.4 TECHNOLOGIE ET PROCESSUS

1. L'entrepreneur doit décrire tous les outils et les processus qu'il utilisera pour effectuer les tâches requises dans le cadre du contrat.

5.4 MESURES DE SÉCURITÉ

1. L'entrepreneur doit appliquer des procédures de sécurité pour protéger les données sensibles qui peuvent être vues ou traitées dans le cadre des activités de l'EDT. Ces procédures doivent être conformes à la LVERS et à l'EDT.
2. L'entrepreneur doit s'assurer que les ressources qui contrôlent l'information sensible fournie, traitée ou élaborée dans le cadre des activités du contrat qui découlera de l'EDT ou qui y ont accès possèdent la cote de sécurité requise.
3. L'entrepreneur qui veut visiter les locaux de la GRC doit en faire la demande auprès du chargé de projet une fois la demande de permis de visite « DMAS-DSS 1810 » approuvée. Chaque demande de permis de visite doit :
 - a. être fournie au moins 10 jours ouvrables avant la date voulue aux fins d'approbation;
 - b. comprendre le but de la visite, les membres du personnel de l'entrepreneur concernés et la cote de sécurité de chaque personne.

6. RENOUVELLEMENT DES ENVIRONNEMENTS DE PRODUCTION ET D'ESSAIS DU SAID

6.1 OBJECTIF

1. La présente section décrit les exigences générales fonctionnelles et techniques liées au remplacement, à la mise à niveau et à la réutilisation de toutes les composantes des environnements de production et d'essais du SAID. Elles doivent être remplacées, réutilisées ou mises à niveau de manière à entièrement satisfaire à toutes les exigences de l'environnement de production énoncées dans l'EDT et les documents connexes. Les exigences détaillées qui doivent être satisfaites par la solution de renouvellement du SAID de l'entrepreneur sont décrites à l'annexe B.

6.2 COMPOSANTES EFG

1. L'annexe F comprend une liste de tous les EFG qui peuvent être utilisés par l'entrepreneur. La proposition de l'entrepreneur doit expliquer comment chaque composante EFG sera modifiée et/ou utilisée de concert avec toutes les composantes de l'entrepreneur afin de fournir la solution de renouvellement du SAID. L'entrepreneur doit inclure l'utilisation de ces composantes dans le PMORS et le PEAP.
2. L'entrepreneur doit s'assurer de l'efficacité avec laquelle les modifications sont exécutées. Il doit également s'assurer que les modifications peuvent être terminées pendant la période d'interruption normale (ITR de l'environnement de production). La GRC doit approuver la méthode avec laquelle toute modification est apportée aux composantes EFG, de même que le moment choisi pour effectuer la modification.

6.3 EXIGENCES COMMUNES AUX ENVIRONNEMENTS

6.3.1 GÉNÉRALITÉS

1. La présente section décrit les exigences générales fonctionnelles et techniques courantes qui doivent être prises en charge dans tous les environnements (production et essai). Consultez l'annexe A pour en savoir davantage sur l'utilisation actuelle des environnements du SAID. Ces exigences actuelles en matière d'architecture du SAID qui doivent être prises en charge sont des capacités indépendantes des fournisseurs, de sorte que les environnements d'essais ITR de la GRC puissent fonctionner efficacement et que les exigences fonctionnelles et techniques de l'environnement de production du SAID soient testées.

6.3.2 FONCTIONNALITÉ

1. L'environnement de production doit prendre en charge toutes les exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes. Tous les environnements d'essais doivent inclure toutes les fonctionnalités offertes dans l'environnement de production (sauf indication contraire dans l'EDT).

6.3.3 EXTENSIBILITÉ DE L'ÉQUILIBRE DE LA CHARGE AVEC CISCO ACE

1. Pour des raisons de sécurité, de performance, d'extensibilité et d'équilibre de la charge, la GRC a mis en œuvre la commutation de contenu à l'aide du modèle de 4 à 7 couches OSI avec équilibre de la charge et prise en charge de la traduction d'adresses de réseau (TAR) par l'entremise des dispositifs réseau Cisco configurés avec des modules ACE. Cet équilibre de la charge permet aux demandes d'application et de service d'être dirigées vers un serveur virtuel, puis distribuées vers de multiples serveurs gérés par l'équilibre de la charge. La TAR permet aux adresses IP des vrais serveurs d'être cachées et transparentes par rapport au demandeur. La TAR traduit l'adresse IP utilisée dans la demande vers les adresses IP réelles des vrais serveurs. Cette combinaison de services permet d'envoyer des demandes vers une adresse IP virtuelle, de cacher la vraie adresse IP et de nettement améliorer la performance par la création d'un environnement extensible. Cette capacité est aussi utilisée pour diriger des demandes en fonction du contenu vers le serveur approprié. L'équilibre de la charge au niveau du réseau inclut par défaut le basculement intersites et intrasite au niveau du réseau. Il s'agit d'exigences essentielles qui doivent être prises en charge par la solution de renouvellement du SAID de l'entrepreneur pour satisfaire aux exigences de l'EDT.
2. La solution de renouvellement du SAID de l'entrepreneur doit prendre en charge la capacité d'utiliser la technologie Cisco ACE de la GRC afin de pouvoir équilibrer la charge vers les serveurs de l'entrepreneur qui offrent la HD intrasite et intersites.
3. Les serveurs SAID doivent permettre d'envoyer des réponses aux adresses IP réelles définies dans ACE destinées aux serveurs de la GRC.
4. La solution de renouvellement du SAID de l'entrepreneur doit aussi prendre en charge le basculement intersites au niveau du réseau qui permet de poursuivre les opérations du serveur DR du SAID en case de panne au site PR.
5. Cet équilibre des charges et ces capacités de HD doivent être mis en œuvre dans les environnements PROD et QCS. L'environnement QCS doit aussi prendre en charge tous les scénarios possibles de l'environnement de production (à moins d'avoir l'approbation écrite de la GRC).
6. Les techniques précises de l'équilibre de la charge requises dans la solution de renouvellement du SAID de l'entrepreneur doivent être expliquées dans la proposition de l'entrepreneur.
7. Tous les détails sur le module ACE de la GRC peuvent être fournis sur demande, mais ils sont accessibles en ligne.
8. L'annexe A comprend une description détaillée des exigences qui doivent être prises en charge par chaque environnement du SAID.

6.3.4 SAUVEGARDE, RESTAURATION ET RÉCUPÉRATION

1. Les environnements d'essais et de production de la solution de renouvellement du SAID de l'entrepreneur doivent prendre en charge la copie de sauvegarde, la restauration et la récupération au moyen des installations de sauvegarde, de restauration et de récupération Tivoli de la GRC. Chaque environnement doit être configuré de manière à créer une copie de sauvegarde selon un calendrier régulier établi conformément aux lignes directrices de la GRC.

6.3.5 CONNECTIVITÉ SAN

1. L'annexe A décrit l'architecture actuelle du SAID, laquelle comprend la connectivité SAN des environnements PROD et QCS. L'environnement QCS de la solution de renouvellement du SAID de l'entrepreneur doit prendre en charge la connectivité SAN, laquelle est configurée de manière similaire ou identique à la connectivité dans l'environnement de production afin de s'assurer que l'environnement QCS peut être utilisé pour tester tous les scénarios possibles de l'environnement de production. De plus, les solutions PROD et QCS de l'entrepreneur doivent utiliser les capacités de sauvegarde, de récupération et de restauration SAN par l'entremise de la technologie SAN de plateforme de stockage virtuelle (PSV) des systèmes de données Hitachi (SDH) de la GRC (avec copie conforme). Comme les autres environnements du SAID, les environnements PROD et QCS doivent utiliser les installations de sauvegarde, de restauration et de récupération Tivoli de la GRC pour les données qui ne sont pas stockées sur le SAN.

6.3.6 HAUTE DISPONIBILITÉ

1. L'environnement QCS doit être configuré de façon à inclure suffisamment de composantes (comme dans l'environnement de production), afin de pouvoir tester toutes les capacités de HD de l'environnement de production dans l'environnement QCS. Consultez l'annexe A pour obtenir une description détaillée des exigences que chaque environnement du SAID doit prendre en charge.

6.3.7 SIGNALEMENT PAR PROTOCOLE SNMP

1. Les serveurs de l'entrepreneur dans tous les environnements doivent prendre en charge le signalement par protocole SNMP vers la solution de surveillance de systèmes Spectrum/eHealth de la GRC. Les serveurs qui ne peuvent pas prendre en charge le signalement par protocole SNMP doivent être préapprouvés par écrit par la GRC avant de soumettre une réponse à l'EDT, ou la proposition sera jugée non conforme.
2. Le signalement par protocole SNMP doit comprendre des capacités de surveillance automatisée (au niveau du système, du matériel et des applications logicielles) qui génèrent des alertes SNMP lorsque des défaillances SNMP matérielles ou logicielles sont détectées. Le signalement par protocole SNMP doit au moins comprendre les défaillances touchant l'utilisation de la mémoire, l'utilisation de l'UC, l'utilisation du disque, les processus clés et le matériel.

6.3.8 ANALYSE ANTIVIRUS MCAFEE

1. Les serveurs de l'entrepreneur dans tous les environnements doivent inclure l'analyse antivirus McAfee. Elle doit préférablement être intégrée à ePO, mais, au minimum, l'entrepreneur doit effectuer une mise à jour régulière des fichiers DAT d'une manière approuvée par la GRC et inclure un historique consigné des mises à jour dans la gestion de la configuration.
2. Tous les postes de travail SAID de l'entrepreneur dans tous les environnements doivent inclure ePO pour recevoir automatiquement les mises à jour des politiques et des fichiers DAT. Ces mises à jour seront exécutées automatiquement selon un calendrier déterminé par la GRC. La solution de l'entrepreneur doit pouvoir prendre en charge les mises à jour automatiques ePO de la GRC.

3. Il existe trois conteneurs ePO distincts pour les environnements de production et d'essais. Il doit être possible d'ajouter n'importe quel poste de travail dans un conteneur ePO. Les nouvelles politiques peuvent être mises à l'essai sur des postes de travail SAID donnés afin d'éliminer les répercussions potentielles des nouvelles politiques qui auraient une incidence sur le fonctionnement des postes de travail SAID. Les politiques définies dans ces conteneurs pour les postes de travail SAID doivent être déterminées par l'entremise du processus de déploiement normal, avec mise à l'essai du SAID dans chaque environnement d'essais avant le déploiement dans l'environnement de production.

6.3.9 WINDOWS SERVER UPDATE SERVICES (WSUS)

1. Tous les serveurs Windows de l'entrepreneur, dans tous les environnements, doivent inclure les mises à jour régulières du SE Windows et prendre part aux WSUS de la GRC. Les mises à jour des serveurs ne sont pas installées automatiquement afin de réduire l'incidence potentielle sur les opérations de l'environnement de production; l'entrepreneur doit cependant s'assurer que les serveurs Windows sont mise à jour dans le délai défini par la GRC. Ce délai est habituellement de trois semaines à partir de la date de réception de la mise à jour. La GRC peut cependant changer ce délai en fonctions de décisions stratégiques.
2. Tous les postes de travail SAID de l'entrepreneur, dans tous les environnements, doivent inclure les mises à jour régulières du SE Windows et prendre part aux WSUS de la GRC. Les mises à jour des postes de travail Windows sont installées automatiquement. La solution de postes de travail SAID de l'entrepreneur doit prendre en charge la réception et le traitement automatiques des mises à jour WSUS.

6.3.10 AUTRES MISES À NIVEAU LOGICIELLES ET DU SE

1. Outre les mises à jour automatisées WSUS du SE, toutes les autres mises à jour doivent être effectuées conformément au document DED OU-01, « Mise à jour continue ».

6.3.11 UNIFORMITÉ DES ENVIRONNEMENTS

1. Tous les environnements d'essais doivent être configurés de manière uniforme, à l'exception des différences logicielles attendues en raison du processus de déploiement normal et des paramètres de configuration uniques à un environnement. L'entrepreneur doit donc s'assurer que le SE, les logiciels, les fichiers DAT et les politiques antivirus et tous les autres volets de chaque composante de chaque environnement sont uniformes en vertu de la fonction offerte par la composante. Par exemple, tous les serveurs Web des environnements d'essais de l'entrepreneur doivent utiliser des versions uniformes du SE et des logiciels tiers (et qui sont aussi uniformes avec l'environnement de production), à moins que le SE ou qu'un logiciel tiers soit en cours de mise à niveau.
2. Les environnements QCS et PROD ont des capacités de HD qui requièrent une configuration différente de celle des environnements DEVTEST et MAINT, mais l'entrepreneur doit tout de même utiliser les mêmes paramètres logiciels et de configuration communs dans tous les autres environnements d'essais. Par exemple, le logiciel de l'entrepreneur qui prend en charge les services Web dans les environnements QCS et de production (lorsque des capacités de HD sont requises) doit être le même logiciel utilisé dans les autres environnements d'essais.

3. Le module ACE de la GRC peut équilibrer une charge entre de nombreux serveurs pour assurer une HD ou la diriger vers un seul serveur pour assurer une configuration uniforme. Afin d'assurer l'uniformité de l'environnement, les environnements d'essais sans capacité de HD doivent être configurés comme les environnements QCS et PROD avec équilibre de la charge ACE dirigée vers un seul serveur.
4. Toute incapacité de maintenir cette uniformité entre les environnements doit être préapprouvée par écrit par la GRC avant que l'entrepreneur soumette sa proposition, ou la proposition sera jugée non conforme.

6.3.12 PORT SPÉCIAL SSH

1. L'entrepreneur doit configurer tous les environnements d'essais de façon à ce qu'ils puissent utiliser un port désigné par la GRC pour le protocole SSH. Le port SSH par défaut ne doit pas être utilisé. Ce port désigné sera fourni par la GRC après l'adjudication du contrat.

6.4 EXIGENCES COMMUNES AUX ENVIRONNEMENTS D'ESSAIS

6.4.1 GÉNÉRALITÉS

1. La présente section décrit les exigences générales fonctionnelles et techniques courantes qui doivent être prises en charge dans tous les environnements d'essais.
2. Les composantes remplacées, mises à niveau ou réutilisées doivent être mises en œuvre de façon à ce que tous les environnements d'essais puissent être configurés de manière identique ou similaire à l'environnement de production. Elles doivent aussi entièrement prendre en charge toutes les exigences techniques et fonctionnelles du renouvellement du SAID. Outre les différences de configuration pour la communication dans les différents environnements et une performance moindre, il ne doit pas y avoir de différence entre les composantes des environnements d'essais et celle de l'environnement de production du renouvellement du SAID, sauf s'il y a approbation écrite par la GRC.
3. Consultez l'annexe A pour en savoir davantage sur l'utilisation actuelle des capacités des différents environnements d'essais du SAID. Les capacités actuelles en matière d'architecture du SAID qui doivent être prises en charge sont indépendantes des fournisseurs, de sorte que les environnements d'essais ITR de la GRC puissent fonctionner efficacement et que les exigences fonctionnelles et techniques de l'environnement de production du SAID soient testées.

6.4.2 PRISE EN CHARGE DE MULTIPLES ENVIRONNEMENTS DU SNS

1. L'environnement DEVTEST SAID doit prendre en charge de multiples environnements d'intégration du SNS, de multiples environnements d'essais système du SNS, de multiples environnements de performance du SNS et de multiples environnements de développeurs individuels. L'environnement DEVTEST SAID doit être initialement configuré de manière à prendre en charge au moins 20 environnements SNS. Consultez l'annexe A pour en savoir davantage sur les exigences que chaque environnement du SAID doit prendre en charge.

2. L'environnement MAINT du SAID doit prendre en charge de multiples environnements du SNS et de multiples environnements de développeurs individuels. L'environnement MAINT SAID doit être initialement configuré de manière à prendre en charge au moins cinq environnements SNS.

6.5 EXIGENCES PARTICULIÈRES AUX ENVIRONNEMENTS D'ESSAIS

6.5.1 DEVTEST SAID

6.5.1.1 Généralités

1. La présente section décrit les exigences techniques qui doivent être prises en charge dans l'environnement DEVTEST.

6.5.1.2 Exigences liées à la performance de l'environnement DEVTEST SAID

1. Taille actuelle de la base de données de l'environnement DEVTEST :
 - a. 5000 dossiers d'empreintes décadactylaires;
 - b. 1534 dossiers d'empreintes latentes;
 - c. 204 dossiers de paumes latentes.
2. En fonction d'une croissance annuelle de 5 %, l'environnement DEVTEST doit satisfaire ou dépasser les exigences suivantes en matière de mesure de la performance pendant les cinq prochaines années :
 - a. traiter 220 transactions par heure (soit 200 transactions d'empreintes décadactylaires et 20 transactions de paumes ou d'empreintes latentes par heure) à partir d'un environnement SNS sans incidence négative sur les autres environnements SNS qui utilisent l'environnement DEVTEST du SAID;
 - b. les mesures de la performance sont basées sur le temps requis par le SAID pour traiter la transaction et répondre à l'interface des services Web du SNS de la GRC.

6.5.2 QCS SAID

6.5.2.1 Généralités

1. L'environnement QCS doit être configuré de manière à inclure toutes les composantes possibles de l'environnement de production de la solution de renouvellement du SAID de l'entrepreneur. Elles doivent être configurées de manière à pouvoir tester tous les scénarios de l'environnement de production dans l'environnement QCS.

6.5.2.2 Haute disponibilité

1. Un nombre suffisant de composantes de l'environnement QCS doivent être configurées comme dans l'environnement de production de façon à pouvoir tester toutes les capacités de HD de l'environnement de production dans l'environnement QCS. Consultez l'annexe A pour obtenir de plus amples renseignements sur les exigences que chaque environnement du SAID doit prendre en charge.

6.6 EXIGENCES DE L'ENVIRONNEMENT DE PRODUCTION

6.6.1 GÉNÉRALITÉS

1. La présente section décrit les exigences générales fonctionnelles et techniques qui doivent être prises en charge dans l'environnement PROD.
2. La présente section décrit les exigences fonctionnelles et techniques pour le remplacement, la mise à niveau, la sauvegarde et la réutilisation de toutes les composantes de l'environnement de PROD. Elles doivent être remplacées, mises à niveau ou réutilisées de manière à entièrement satisfaire aux exigences de l'environnement de production énoncées dans l'EDT et les documents connexes.

6.6.2 EXIGENCES LIÉES À LA CAPACITÉ ET À LA PERFORMANCE

1. L'entrepreneur doit satisfaire à toutes les exigences liées à la capacité et à la performance énoncées dans l'EDT et les documents connexes. L'entrepreneur doit s'assurer que les exigences liées à la capacité et à la performance sont satisfaites qu'il décide de remplacer, de mettre à niveau ou de réutiliser des composantes EFG ou non. Consultez l'annexe B pour obtenir de plus amples renseignements sur les exigences liées à la capacité et à la performance de la solution de renouvellement du SAID.
2. Afin d'assurer une utilisation efficace de la solution de renouvellement du SAID, les composantes qui assurent environ 50 % de la capacité du SAID doivent se trouver dans le site DR et être actives dans le traitement du SAID. Seul un nombre minime de composantes peuvent être considérées comme en attente passives en cas de défaillance.
3. S'il y a défaillance au site PR, la solution de renouvellement du SAID doit prendre en charge au moins 50 % des exigences liées à la capacité et à la performance du SAID au site DR.

6.6.3 HAUTE DISPONIBILITÉ

1. La solution de renouvellement du SAID de l'entrepreneur doit prendre en charge toutes les exigences liées à la HD du site PR énoncées dans l'EDT et les documents connexes.
2. La solution de renouvellement du SAID de l'entrepreneur doit prendre en charge toutes les exigences liées à la reprise après sinistre énoncées dans l'EDT et les documents connexes. L'environnement PROD est le seul environnement qui comporte des exigences liées au site DR.
3. Toutes les composantes du site DR de l'entrepreneur doivent être configurées de manière similaire ou identique à celles du site PR afin d'assurer la continuité des opérations du SAID en cas de défaillance du site PR.

6.7 PEAP

1. L'entrepreneur doit fournir un DED AT-03 PEAP qui décrit toutes les activités nécessaires au remplacement, à la mise à niveau, à la réutilisation, à la configuration et à la mise en œuvre de toutes les composantes requises pour satisfaire aux exigences de la solution de renouvellement du SAID.

7. RENOUVELLEMENT DE TRANSCODER

7.1 OBJECTIF

1. Cette section décrit les exigences générales fonctionnelles et techniques liées au remplacement, à la mise à niveau et à la réutilisation de toutes les composantes des environnements de production et d'essais Transcoder. Elles doivent être remplacées, mises à niveau ou réutilisées de façon à entièrement prendre en charge toutes les exigences des environnements de production et d'essais énoncées dans l'EDT et les documents connexes. Les exigences détaillées qui doivent être satisfaites par le renouvellement de Transcoder de l'entrepreneur sont décrites à l'annexe C.

7.2 COMPOSANTES EFG

1. La liste de tous les EFG que l'entrepreneur peut utiliser (annexe F) comprend des composantes de Transcoder. La proposition de l'entrepreneur doit expliquer comment chaque composante EFG sera modifiée et/ou utilisée de concert avec toutes les composantes de l'entrepreneur afin de fournir la solution de renouvellement de Transcoder. L'entrepreneur doit inclure l'utilisation de ces composantes dans le PMORS et le PEAP.
2. L'entrepreneur doit s'assurer de l'efficacité avec laquelle les modifications sont exécutées. Il doit également s'assurer que les modifications peuvent être réalisées pendant la période d'interruption normale (ITR de l'environnement de production). La GRC doit approuver la méthode avec laquelle toute modification est apportée aux composantes EFG, de même que le moment choisi pour effectuer la modification.

7.3 EXIGENCES COMMUNES AUX SYSTÈMES DE TRANSCODAGE

7.3.1 GÉNÉRALITÉS

1. Les systèmes de transcodage remplacés, mis à niveau ou réutilisés doivent être mis en œuvre de façon à ce que tous les environnements de production et d'essais puissent être configurés et maintenus de manière identique et prendre entièrement en charge les exigences fonctionnelles et techniques de Transcoder. Outre les différences de configuration pour la communication dans les différents environnements, il ne doit pas y avoir de différence entre les environnements d'essais et de production des systèmes de transcodage, sauf s'il y a approbation écrite par la GRC.

7.3.2 FONCTIONNALITÉ

1. Transcoder doit prendre en charge toutes les exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes. Le système de transcodage est un système de saisie vers le SNS; tous les systèmes de transcodage des environnements doivent donc offrir les mêmes fonctionnalités.

7.3.3 ANALYSE ANTIVIRUS MCAFEE

1. Tous les systèmes de transcodage de l'entrepreneur dans tous les environnements doivent inclure ePO pour recevoir automatiquement les mises à jour des politiques et des fichiers DAT. Ces mises à jour seront exécutées automatiquement selon un calendrier déterminé par la GRC. La solution de l'entrepreneur doit pouvoir prendre en charge les mises à jour automatiques ePO.
2. Il existe des conteneurs ePO distincts pour les environnements de production et d'essais. Il doit être possible d'ajouter n'importe quel système de transcodage dans un conteneur ePO. Les nouvelles politiques peuvent être mises à l'essai sur des systèmes de transcodage donnés afin d'éliminer les répercussions potentielles des nouvelles politiques qui auraient une incidence sur le fonctionnement de Transcoder. Les politiques définies dans ces conteneurs pour les systèmes de transcodage doivent être déterminées par l'entremise du processus de déploiement normal, avec mise à l'essai des systèmes de transcodage dans chaque environnement d'essais avant le déploiement dans l'environnement de production.

7.3.4 WSUS

1. Tous les systèmes de transcodage de l'entrepreneur, dans tous les environnements, doivent comprendre les mises à jour régulières du SE Windows et prendre part aux WSUS de la GRC. Les mises à jour des postes de travail Windows sont installées automatiquement. La solution Transcoder de l'entrepreneur doit prendre en charge la réception et le traitement automatiques des mises à jour WSUS.

7.4 PEAP

1. L'entrepreneur doit fournir un DED AT-03 PEAP qui décrit toutes les activités nécessaires au remplacement, à la mise à niveau, à la configuration et à la mise en œuvre de toutes les composantes requises pour satisfaire à l'ensemble des exigences de la solution de renouvellement de Transcoder.

8. RENOUVELLEMENT DU SSV DES TROIS ENVIRONNEMENTS D'ESSAIS

8.1 OBJECTIF

1. Cette section décrit les exigences générales fonctionnelles et techniques liées au remplacement, à la mise à niveau et à la réutilisation de toutes les composantes des environnements de production et d'essais du SSV. Ces composantes doivent être remplacées, mises à niveau ou réutilisées de manière à entièrement prendre en charge les exigences de l'environnement de production énoncées dans l'EDT et les documents connexes. Les exigences détaillées que la solution de renouvellement du SSV de l'entrepreneur doit satisfaire sont décrites dans l'annexe D.

8.2 COMPOSANTES EFG

1. L'annexe F comprend une liste de tous les EFG qui peuvent être utilisés par l'entrepreneur. La proposition de l'entrepreneur doit expliquer comment chaque composante EFG sera modifiée et/ou utilisée de concert avec toutes les composantes de l'entrepreneur afin de fournir la solution de renouvellement du SSV. L'entrepreneur doit inclure l'utilisation de ces composantes dans le PMORS et le PEAP.
2. L'entrepreneur doit s'assurer de l'efficacité avec laquelle les modifications sont exécutées. Il doit également s'assurer que les modifications peuvent être terminées pendant la période d'interruption normale (ITR de l'environnement de production). La GRC doit approuver la méthode avec laquelle toute modification est apportée aux composantes EFG, de même que le moment choisi pour effectuer la modification.

8.3 EXIGENCES COMMUNES AUX ENVIRONNEMENTS

8.3.1 GÉNÉRALITÉS

1. La présente section décrit les exigences générales fonctionnelles et techniques qui doivent être prises en charge dans tous les environnements de production et d'essais du SSV. Consultez l'annexe A pour en savoir davantage sur l'utilisation actuelle des environnements du SAID. Ces exigences actuelles en matière d'architecture du SSV qui doivent être prises en charge sont des capacités indépendantes des fournisseurs, de sorte que les environnements d'essais ITR de la GRC puissent fonctionner efficacement et que les exigences fonctionnelles et techniques de l'environnement de production du SSV soient testées.
2. Les composantes remplacées, mises à niveau ou réutilisées doivent être mises en œuvre de façon à ce que tous les environnements d'essais puissent être configurés de manière identique ou similaire à l'environnement de production. Elles doivent aussi entièrement prendre en charge toutes les exigences techniques et fonctionnelles du SSV de l'ITR. Outre les différences de configuration pour la communication dans les différents environnements et une performance moindre, il ne doit pas y avoir de différence entre les composantes des environnements d'essais et celle de l'environnement de production du renouvellement du SSV, sauf s'il y a approbation écrite par la GRC du SSV de l'ITR.

8.3.2 FONCTIONNALITÉ

1. L'environnement de production doit prendre en charge toutes les exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes. Tous les environnements d'essais doivent inclure toutes les fonctionnalités offertes dans l'environnement de production (sauf indication contraire dans l'EDT).

8.3.3 EXTENSIBILITÉ DE L'ÉQUILIBRE DE LA CHARGE AVEC CISCO ACE

1. La solution de renouvellement du SSV de l'entrepreneur doit prendre en charge la capacité d'utiliser la technologie Cisco ACE de la GRC afin de permettre l'équilibre de la charge vers les serveurs de l'entrepreneur qui offrent la HD intrasite et intersites.
2. La solution de renouvellement du SSV doit fonctionner sous une configuration à deux centres de données qui permet aux composantes SSV du site DR de fonctionner sans interruption en cas de défaillance au site PR.
3. Les capacités d'équilibre de la charge et de HD doivent être mises en œuvre dans les environnements PROD et QCS. L'environnement QCS doit pouvoir prendre en charge tous les scénarios de production possibles, sauf s'il y a approbation écrite par la GRC.
4. La solution SSV de l'entrepreneur doit prendre en charge les techniques d'équilibre de la charge qui équilibre la charge également entre un minimum de quatre (4) nœuds SSV (au moins deux [2] nœuds au site PR et deux [2] nœuds au site DR).
5. Tous les détails sur le module ACE peuvent être fournis sur demande.
6. L'annexe A comprend une description détaillée de l'architecture actuelle du SAID qui doit être prise en charge.

8.3.4 SAUVEGARDE, RESTAURATION ET RÉCUPÉRATION

1. Tous les environnements de production et d'essais de la solution de renouvellement du SSV de l'entrepreneur doivent prendre en charge la copie de sauvegarde, la restauration et la récupération au moyen des installations de sauvegarde, de restauration et de récupération Tivoli de la GRC. Chaque environnement doit être configuré manière à créer une copie de sauvegarder selon un calendrier régulier établi conformément aux lignes directrices de la GRC.

8.3.5 CONNECTIVITÉ SAN

1. L'annexe A décrit l'architecture actuelle du SAID, laquelle comporte une connectivité SAN pour les environnements PROD et QCS. La solution de renouvellement du SSV QCS proposée doit être compatible avec une connectivité SAN identique ou similaire à celle de l'environnement PROD, afin que l'environnement QCS puisse servir à la mise à l'essai de tous les scénarios de production possibles. De plus, la solution d'environnements PROD et QCS proposée doit utiliser des capacités de sauvegarde, de restauration et de récupération SAN reposant sur la technologie SAN de la PSV SDH de la GRC (avec copie conforme). À l'instar de tout environnement de SSV, les environnements PROD et QCS doivent reposer sur les installations de sauvegarde, restauration et récupération Tivoli de la GRC dans le cas de données non-SAN.

8.3.6 HAUTE DISPONIBILITÉ

1. La configuration de l'environnement QCS du SSV doit être identique à celle de l'environnement PROD, afin que toutes les capacités de HD de production puissent être mises à l'essai dans l'environnement QCS.

8.3.7 SIGNALEMENT PAR PROTOCOLE SNMP

1. Les serveurs du SSV de l'entrepreneur doivent prendre en charge le signalement par protocole SNMP pour la solution de surveillance de systèmes eHealth/Spectrum de la GRC, et ce, dans tous les environnements. L'entrepreneur doit obtenir l'approbation écrite de la GRC avant de proposer tout serveur incompatible avec le signalement par protocole SNMP de la GRC, faute de quoi sa soumission pourrait être jugée non conforme.
2. Le signalement par protocole SNMP doit comprendre des capacités de surveillance automatisée (au niveau du système, du matériel et des applications logicielles) qui génèrent des alertes SNMP lorsque des défaillances logicielles ou matérielles sont détectées. Le signalement par protocole SNMP doit au moins comprendre les défaillances touchant l'utilisation de la mémoire, l'utilisation de l'UC, l'utilisation du disque, les processus clés et le matériel.

8.3.8 BALAYAGE DE L'ANTIVIRUS MCAFEE

1. Les serveurs de l'entrepreneur doivent permettre le balayage par l'antivirus McAfee (de préférence dans la suite ePO de la GRC) dans tous les environnements. L'entrepreneur doit au moins assurer un processus de mise à jour régulier du fichier DAT McAfee d'une manière approuvée par la GRC, avec un historique consigné de la gestion de configuration des mises à jour.

8.3.9 WINDOWS SERVER UPDATE SERVICES (WSUS)

1. Dans tous les environnements, les serveurs Windows de l'entrepreneur doivent assurer la mise à jour régulière du SE et prendre part aux WSUS de la GRC. Les mises à jour des serveurs ne sont pas automatiquement appliquées afin de réduire au minimum toute répercussion potentielle sur l'exploitation de production, mais l'entrepreneur doit s'assurer qu'elles sont effectuées dans le délai prescrit par la GRC, soit généralement dans les trois semaines qui suivent la diffusion de la mise à jour. La GRC peut cependant modifier ce délai en fonction de décisions stratégiques.

8.3.10 AUTRES MISES À JOUR DE SE ET DE LOGICIELS

1. Outre les mises à jour de SE automatisées WSUS, toutes les mises à jour de SE et de logiciels doivent être appliquées conformément à la DED OU-01 « Mise à jour continue ».

8.3.11 UNIFORMITÉ DES ENVIRONNEMENTS

1. Exception faite des différences logicielles prévues dans le cadre du processus de déploiement normal et des paramètres de configuration propres à un environnement, tous les environnements d'essais doivent être configurés de manière identique. Cela signifie que l'entrepreneur doit s'assurer de l'uniformité des aspects de chaque composante (SE, logiciels, politiques, fichier DAT de l'antivirus, etc.) dans chaque environnement en fonction du rôle de ladite composante. À titre d'exemple, tous les serveurs Web des environnements d'essais de l'entrepreneur doivent reposer sur les mêmes versions de SE et de logiciels tiers, versions qui doivent être identiques à celles de l'environnement PROD (sauf si un SE ou un logiciel tiers est en cours de mise à niveau).
2. Les environnements PROD et QCS du SSV comportent des capacités de HD qui nécessitent une configuration différente de celle des environnements DEVTEST et MAINT. Toutefois, l'entrepreneur doit appliquer les mêmes paramètres logiciels et de configuration communs à l'ensemble des autres environnements d'essais. À titre d'exemple, les logiciels de l'entrepreneur qui prennent en charge des services Web dans les environnements QCS et PROD, qui nécessitent des capacités de HD, doivent être les mêmes que ceux utilisés dans les autres environnements d'essais.
3. Afin d'assurer l'uniformité, la configuration des environnements d'essais sans capacité de HD doit être identique à celle des environnements QCS/PROD, avec la charge ACE équilibrée sur un seul serveur.
4. Avant de soumissionner, l'entrepreneur doit signaler toute impossibilité de maintenir l'uniformité requise dans l'ensemble des environnements et obtenir l'approbation écrite de la GRC quant à celle-ci. Faute de quoi, la soumission pourrait être jugée non conforme.

8.3.12 PORT SPÉCIAL SSH

1. L'entrepreneur doit configurer les environnements de manière à utiliser le port SSH désigné par la GRC, lequel lui sera communiqué après l'attribution du contrat. Il est interdit d'utiliser le port SSH par défaut.

8.4 EXIGENCES COMMUNES AUX ENVIRONNEMENTS D'ESSAIS

8.4.1 GÉNÉRALITÉS

1. La présente section porte sur les exigences techniques et fonctionnelles générales que doit respecter l'entrepreneur pour tous les environnements d'essais du SSV.
2. La mise en œuvre des composantes remplacées, mises à niveau ou réutilisées doit permettre de configurer les environnements d'essais du SSV de manière similaire ou identique à l'environnement PROD du SSV. De plus, elle doit satisfaire à toutes les exigences techniques et fonctionnelles applicables au SSV d'ITR. Un rendement inférieur dans les environnements d'essais est cependant acceptable.

3. L'annexe A comporte une description détaillée de l'utilisation actuelle des capacités dans chaque environnement d'essai du SSV. Les capacités d'architecture de SSV actuelles qui doivent être prises en charge sont indépendantes des fournisseurs afin d'assurer l'exploitation efficace des environnements d'essais d'ITR de la GRC et la mise à l'essai efficace des exigences techniques et fonctionnelles du SSV dans l'environnement PROD.

8.5 EXIGENCES PROPRES AUX ENVIRONNEMENTS D'ESSAIS

8.5.1 QCS DU SSV

8.5.1.1 Généralités

1. L'environnement QCS du SSV doit être configuré en fonction de toutes les composantes de production possibles de la solution de renouvellement du SSV de l'entrepreneur. La configuration des composantes doit permettre la mise à l'essai de tous les scénarios de production possibles dans l'environnement QCS.

8.5.1.2 HD

1. La configuration de l'environnement QCS du SSV doit être identique à celle de l'environnement PROD, afin que toutes les capacités de HD de production puissent être mises à l'essai dans l'environnement QCS.

8.6 EXIGENCES PROPRES À L'ENVIRONNEMENT PROD

8.6.1 GÉNÉRALITÉS

1. La présente section porte sur les exigences techniques et fonctionnelles générales que doit respecter l'entrepreneur pour l'environnement PROD.
2. Elle décrit également les exigences techniques et fonctionnelles applicables au remplacement, à la mise à niveau et à la réutilisation des composantes de l'environnement PROD. Le remplacement, la mise à niveau et la réutilisation des composantes doivent satisfaire pleinement aux exigences applicables à l'environnement PROD énoncées dans le présent EDT et les documents connexes.

8.6.2 EXIGENCES EN MATIÈRE DE RENDEMENT ET DE CAPACITÉ

1. L'entrepreneur doit satisfaire à toutes les exigences en matière de rendement et de capacité énoncées dans le présent EDT et les documents connexes, et ce, que les composantes d'EFG soient remplacées, mises à niveau ou réutilisées.
2. Afin d'assurer l'exploitation efficace de la solution de renouvellement du SSV, les composantes qui assurent environ la moitié (50 %) de la capacité du SSV doivent être hébergées sur le site DR et actives dans le traitement du SAID. Le SSV consiste en une architecture de centre de données double, de sorte que toutes ses composantes doivent être pleinement exploitées aux sites PR et DR.
3. En cas de panne du site PR, la solution de renouvellement du SSV doit fournir au moins la moitié (50 %) du rendement et de la capacité par rapport aux exigences en matière de capacité et de rendement du SSV.

8.6.3 HD

1. La solution de renouvellement du SSV proposée doit satisfaire à toutes les exigences applicables à la HD du site PR énoncées dans le présent EDT et les documents connexes.
2. La solution de renouvellement du SSV proposée doit satisfaire à toutes les exigences applicables à la HD du site DR énoncées dans le présent EDT et les documents connexes. Seul l'environnement PROD est visé par des exigences applicables au site DR.
3. Les composantes du site DR de l'entrepreneur doivent être configurées de manière identique, afin de permettre des opérations de centre de données double.

8.7 PEAP

1. L'entrepreneur doit fournir un PEAP (DED AT-03) décrivant les activités à mener pour remplacer, mettre à niveau, réutiliser, configurer et mettre en œuvre toutes les composantes nécessaires au respect des exigences applicables à la solution de renouvellement du SSV.

9. GESTION DES DOSSIERS D'EMPREINTES LATENTES (GDEL)

9.1 OBJECTIF

1. La présente section porte sur les exigences techniques et fonctionnelles générales applicables à la fonction de GDEL. L'annexe E comporte une description des exigences détaillées que doit respecter la solution de renouvellement de GDEL.
2. La GDEL doit remplacer ELMO et être intégrée dans la solution de renouvellement du SAID de l'entrepreneur. Cela signifie que les utilisateurs de la GDEL et du SAID doivent pouvoir basculer facilement d'une fonction à l'autre pour rechercher des empreintes digitales ou palmaires dans le SAID depuis la fonction de GDEL et exécuter toute autre capacité requise conformément à l'EDT et aux documents connexes.
3. Le même poste de travail Windows du SAID doit permettre d'exécuter les activités de GDEL et du SAID pour satisfaire aux exigences applicables à la GDEL. Les activités de GDEL font partie des tâches quotidiennes d'un analyste d'empreintes latentes du SAID.
4. De préférence, la fonction de GDEL devrait être intégrée dans le SAID afin d'offrir une IU uniforme aux utilisateurs de la GDEL et du SAID et d'éviter toute capacité ou donnée double dans la GDEL et le SAID. La capacité de GDEL intégrée ferait partie de l'IU de la solution de renouvellement du SAID; l'IU comporterait des boutons ou des icônes supplémentaires sur lesquels pourrait cliquer l'utilisateur afin d'exécuter des activités de gestion de dossiers.
5. À l'heure actuelle, une grande quantité des données enregistrées dans la base d'ELMO le sont également dans le SAID. La GDEL devrait éliminer cette sauvegarde double. La fonction de GDEL doit éliminer les sauvegardes doubles du point de vue de l'utilisateur de la GDEL et du SAID, ce qui serait assuré intrinsèquement par une solution de fonction de GDEL intégrée. Si l'entrepreneur choisit une fonction de GDEL tierce ou séparée, il doit s'assurer que toute sauvegarde double entre la fonction de GDEL et la solution de renouvellement du SAID s'effectue en arrière-plan.
6. La solution proposée doit convertir la base de données SQL ELMO existante en une base de données GDEL/SAID.

10. FORMATION

10.1 OBJECTIF

1. La majorité des techniciens en dactyloscopie de la GRC compte de nombreuses années d'expérience. De plus, la GRC dispose d'un programme de formation en interne exhaustif et de salles de classe. La GRC applique une méthode de « formation des formateurs » dans le cas de tout nouveau système. Par conséquent, la DDP visant la solution de renouvellement du SAID exige une formation de dix (10) jours donnée par le formateur principal de l'entrepreneur. Si la formation sur les empreintes décadactylaires est donnée par une personne différente de celle des empreintes latentes, la GRC déterminera le temps alloué à chaque formateur principal après l'attribution du contrat. La soumission doit comprendre dix (10) jours de formation donnée par un formateur principal pour satisfaire aux exigences figurant dans la DDP de la solution de renouvellement du SAID.
2. Les dix (10) jours de formation seront utilisés durant la première année du contrat. Les frais de déplacement des formateurs sont assujettis aux frais de déplacement du gouvernement du Canada et doivent être facturés séparément de la soumission de l'entrepreneur. Ils seront payés au moyen d'une autorisation de tâches (AT) après l'acceptation mutuelle du calendrier de formation, s'il y a lieu.
3. Toute formation supplémentaire fera l'objet d'une AT, le cas échéant.

11. MISES À NIVEAU CONTINUES DU SE, DES LOGICIELS ET DES VIRUS

11.1 OBJECTIF

1. La présente section porte sur les exigences en matière de mises à niveau continues du SE et des logiciels applicables à toutes les composantes de la solution de renouvellement du SAID de l'entrepreneur.

Nota : Le présent EDT ne vise pas les systèmes de transcodage acquis directement par d'autres services de police. Ceux-ci feront l'objet d'un contrat de soutien distinct.

11.2 CONTEXTE

1. Les autres sections du présent EDT portent sur les travaux à exécuter pour remplacer, mettre à niveau ou réutiliser les composantes actuelles de la solution du SAID d'ITR, de même qu'ajouter des capacités, comme la fonction de GDEL. L'entrepreneur devrait commencer les travaux visant les logiciels et le SE (décrits dans la présente section) une fois qu'il aura terminé la mise en oeuvre complète de sa solution initiale et remplacé, mis à niveau ou réutilisé les composantes visées par l'EDT.

11.3 BESOIN

1. Les sous-sections ci-dessous traitent des exigences générales visant la mise à niveau continue du SE et des logiciels. Toutefois, les exigences détaillées et les produits livrables requis figurent dans la DED OU-01.
2. En règle générale, aucune des mises à niveau du SE et des logiciels effectuées par l'entrepreneur ne doit avoir de répercussion négative sur la fonctionnalité, la sécurité, la disponibilité, la maintenabilité, l'extensibilité, la gérabilité, la configurabilité et la qualité des résultats fournis par l'ensemble de la solution de renouvellement du SAID. Ces mises à niveau ne doivent également avoir aucune répercussion négative sur la capacité et le rendement améliorés fournis par les remplacements, les mises à niveau et les réutilisations effectués dans le cadre du présent EDT, à moins d'entente écrite contraire avec la GRC.
3. Les serveurs de l'ensemble de la solution de renouvellement du SAID de l'entrepreneur doivent être mis à niveau selon la fréquence et le calendrier établis dans le présent EDT (sous-section 1), à moins d'entente écrite contraire avec la GRC.

11.3.1 EV DE LA SDSM

1. Tout ensemble de services et toute version du SE ou des logiciels (ou les deux) faisant partie d'une mise à niveau effectuée dans le cadre d'une activité de la mise à niveau continue doivent réussir une EV de la SDSM.

11.3.2 FRÉQUENCE ET CALENDRIER DES MISES À NIVEAU

1. Chaque ensemble de serveurs assurant la même fonction doit être mis à niveau simultanément, à moins d'entente écrite contraire avec la GRC. À titre d'exemple, les serveurs Web devraient être mis à niveau en simultanée. Il est cependant possible de mettre tous les serveurs à niveau à la fois si cette méthode est requise ou de décaler les mises à niveau des serveurs de manière à ce que chaque ensemble assurant la même fonction soit mis à niveau durant le même cycle, afin d'atténuer les risques posés par le changement simultané d'un trop grand nombre de serveurs. L'entrepreneur doit fournir la méthode de mise à niveau optimale qui permettra de maintenir les serveurs de manière à assurer un niveau de risque acceptable selon la GRC.
2. Une fois tous les serveurs mis à niveau dans le cadre du remplacement, de la mise à niveau et de la réutilisation ou du processus de mise à niveau continue, ils doivent être mis à niveau en continu tous les trois (3) mois et au moins recevoir les derniers correctifs de sécurité les plus récents jugés nécessaires par la GRC (la GRC fournira une liste de ces correctifs de sécurité).
3. Tout nouvel ensemble de services de SE doit être appliqué aux serveurs dans l'année qui suit la diffusion, à moins d'entente écrite contraire avec la GRC.
4. La mise à niveau continue du SE et des logiciels doit être assurée depuis l'achèvement des autres travaux visés par l'EDT jusqu'à la fin du contrat, ainsi que durant toute année optionnelle sélectionnée par la GRC. La stratégie et le plan de mise à niveau continue du SE et des logiciels (DED OU-01) doivent être organisés de manière à permettre la perception annuelle de frais. Les ressources et les activités qui figurent dans la stratégie et le plan doivent être suffisamment détaillées pour établir facilement la corrélation avec la proposition financière de l'entrepreneur.

11.3.3 BALAYAGE DE L'ANTIVIRUS DES FICHIERS DAT ET POLITIQUES

1. Les exigences en matière de politiques et de fichiers DAT d'antivirus figurent dans l'EDT. L'entrepreneur doit tenir à jour les fichiers DAT et les politiques de l'antivirus sur tous les serveurs dans le cadre du processus de soutien continu. Le registre des mises à jour de fichiers DAT ou de politiques (ou les deux) doit être consigné dans la DED UO-01 ou à l'aide de toute autre méthode choisie par l'entrepreneur et approuvée par la GRC.

12. CRF

12.1 GÉNÉRALITÉS

1. La présente section porte sur les exigences techniques et fonctionnelles applicables à la CRF.
2. L'entrepreneur doit offrir une CRF intégrable dans sa solution de renouvellement du SAID et assurant une interface transparente pour le SAID SNS d'après un DCI du SAID modifié. La GRC considère la CRF comme un paramètre biométrique que doit traiter le SAID, de sorte que la même interface servirait au SNS et au SAID.
3. Puisque la CRF doit être entièrement opérationnelle en tant que partie intégrante de la solution de renouvellement du SAID, toutes les exigences opérationnelles applicables à la solution visent également la CRF. À titre d'exemple, les exigences en matière de disponibilité, de confidentialité, d'intégrité, de sécurité, de soutien, de maintenance, d'IU bilingue et d'ouverture de session applicables à la solution de renouvellement du SAID visent également la CRF.

12.2 EXIGENCES LIÉES À LA CRF

1. En règle générale, les images de suspects proviendront de vidéos de surveillance, de télévisions en circuit fermé (CCTV), de caméras portatives (dont des téléphones cellulaires) et d'autres sources non contrôlées de piètre qualité. Dans la plupart des cas, seules des images faciales partielles seront affichées. La CRF est nécessaire à l'exécution de comparaisons d'images faciales numériques une à une (1:1) et une à multiples (1:N).
2. Avant la mise en œuvre, la CRF doit satisfaire aux exigences suivantes :
 - a. exécution de recherches à l'aide d'une seule image connue ou inconnue par rapport à une image d'identification de sujet pour confirmer une identité ou une identité présumée (correspondance 1:1);
 - b. exécution de recherches dans une base d'images à l'aide d'une image connue pour déterminer si une personne se trouve dans la base de données du SAID ou de la CRF sous un autre nom (recherche 1:N);
 - c. exécution de recherches dans une base d'images à l'aide d'une image inconnue pour trouver un suspect et générer des pistes d'enquêtes (p. ex., correspondance entre une image prise par une caméra de surveillance durant un vol de banque et une base de photographies);
 - d. exécution de recherches dans une base d'images inconnues à l'aide d'une image connue (1:N) pour déterminer si une personne actuellement inscrite a été impliquée dans des crimes antérieurs associés à l'enquête;
 - e. exécution de recherches dans une base d'images inconnues à l'aide d'une image inconnue (1:N) pour générer des pistes d'enquête. (p. ex., une image prise par une caméra de surveillance comparée à celle prise par une autre caméra de surveillance sur une autre scène de crime afin de déterminer si la personne est impliquée dans les deux crimes);

- f. composition d'un montage (le meilleur ensemble d'images) de tous les angles de pose disponibles pour un individu aux fins de recherches;
 - g. exécution de recherches en lot dans une base d'images inconnues (N:N), dont les résultats peuvent être éliminés graduellement par un technicien en biométrie. Ce type de recherche servira lorsque des images de personnes inconnues sont récupérées en lot d'un dispositif de stockage;
 - h. exécution de recherches de tatouages et de marques corporelles;
 - i. ajout de marques corporelles et de tatouages dans la base de données de renouvellement du SAID, dans le cas d'individus connus enregistrés dans la base de données du SAID;
 - j. utilisation de techniques de vieillissement et de perte et gain de poids pour augmenter les chances d'identification;
 - k. conformité à la norme ANSI NIST ITL1-2011 de type-10.
3. Avant la mise en œuvre, la CRF de l'entrepreneur doit comprendre des outils pour afficher les images saisies, cadrer des segments de visages dans une image, réétalonner, améliorer, modifier et effectuer des recherches. De plus, il doit être possible de stocker une image inconnue dans un référentiel de base d'images inconnues. La solution de CRF doit permettre la sauvegarde en format JPEG 2000.
 4. La CRF de l'entrepreneur devrait permettre de créer des alignements photographiques avec un nombre configurable d'images en fonction de paramètres précis établis d'après la description d'un témoin.
 5. Avant la mise en œuvre, la CRF doit avoir été mise à l'essai à l'aide du banc d'essai Face Recognition Vendor Test du NIST.

13. CONVERSION DE DONNÉES

13.1 OBJECTIF

1. La présente section porte sur les exigences supplémentaires applicables à la conversion de données qui ne figurent pas ailleurs dans l'EDT et les documents connexes. Les exigences supplémentaires s'appliquent à toute conversion de données requise, à moins d'indication contraire dans le présent document.
2. L'entrepreneur doit concevoir un plan de migration des données exhaustif pour toutes les données à convertir de l'ensemble de la solution de renouvellement du SAID. L'entrepreneur doit soumettre une ébauche de ce plan avec sa proposition. Le plan de conversion des données doit faire partie du PMORS, lequel doit comprendre la stratégie et le plan des activités nécessaires au respect de la portée entière des exigences qui figurent au présent EDT et dans les documents connexes.
3. La conversion des données doit avoir lieu au centre de données de la GRC à Ottawa ou à un autre centre de données ontarien de la GRC/SPC désigné par la GRC. Seule la conversion des données du système de transcodage peut se faire à distance depuis Ottawa, à l'aide d'une connexion sécurisée au site du système.
4. La conversion des données peut comprendre une piste de vérification des activités de conversion, laquelle doit comprendre l'enregistrement des erreurs et des mappages de données représentées de façon différente par rapport à l'ensemble de données d'origine de la solution de l'entrepreneur.
5. Les bases de données existantes du SAID, de BRT, du SSV et de Transcoder de la GRC doivent être exportées vers des fichiers électroniques conformes au format NIST/ANSI et comprendre des enregistrements de particularités (type-9) conformes à la norme EBTS du FBI. L'entrepreneur doit convertir les données du SAID, TRB, du SSV et du système de transcodage à l'aide des données ci-dessous.
 - a. Les enregistrements décadactylaires et d'empreintes palmaires (TP/PP) NIST peuvent comprendre les enregistrements NIST suivants (s'il y a lieu) :
 - i. type 1 – Header (en-tête);
 - ii. type 2 — Demographics (démographiques);
 - iii. type 4 – Fingerprint Images (images d'empreintes roulées);
 - iv. type 9 – Minutiae Record (enregistrement de particularités) (conforme à la norme EBTS du FBI) (On s'attend à ce que l'entrepreneur produise des particularités pour les données des enregistrements décadactylaires du SAID. Autrement, l'entrepreneur doit expliquer quelle sera l'incidence, sur la solution qu'il propose, de la conservation des particularités existantes des empreintes décadactylaires du SAID);
 - v. type 10 – Photo Image (photographie);
 - vi. type -14 – Fingerprint Images (images d'empreintes plaquées);
 - vii. type 15 — Palm Print Images (images d'empreintes palmaires).
 - b. L'enregistrement de type 2 TP/PP fournit l'information démographique contenue dans la base de données du SAID pour l'enregistrement en question.

- c. Les fichiers d'empreintes latentes et de paumes latentes (LT/PL) NIST doivent comprendre les enregistrements NIST suivants :
 - i. type-1 – Header;
 - ii. type-2 – Demographics;
 - iii. type-9 – Minutiae Record (conforme à la norme EBTS du FBI) (On s'attend à ce que l'entrepreneur conserve les particularités des empreintes latentes, établies par la GRC, pour les données sur les empreintes latentes. Autrement, l'entrepreneur doit expliquer quelle sera l'incidence, sur la solution qu'il propose, de la conservation des particularités existantes des empreintes latentes du SAID);
 - iv. type-13 – Latent Images (empreintes latentes).
 - d. L'enregistrement de type 2 LT/PL fournit l'information démographique contenue dans la base de données du SAID pour le dossier d'empreintes latentes en question.
 - e. L'entrepreneur doit s'assurer que les paquets NIST utilisés dans la conversion sont conservés et qu'ils correspondent à la transaction initiale ayant servi à générer la solution de l'entrepreneur.
- 6. Les fichiers journaux pour le SAID, le TRB, le SSV et le système de transcodage doivent être convertis en un format consultable pour les besoins de l'historique et de vérification. De plus, ils doivent être conservés dans la solution de l'entrepreneur afin d'être accessibles aux ressources de la GRC et à celles d'un site éloigné dans le cas des données du système de transcodage. Bien qu'il soit souhaitable que la solution proposée puisse exploiter les fichiers journaux convertis, elle sera jugée acceptable si les données de journaux demeurent inchangées et que celles-ci sont consultables à l'aide de caractères alphanumériques pour identifier un registre individuel.
 - 7. L'annexe E comporte une description détaillée des données ELMO à convertir. La conversion des fichiers journaux ELMO n'est pas requise; le fichier journal du SAID servira à comparer l'activité de l'historique avec les données du dossier dans ELMO.
 - 8. La conversion des bases de données de gestion des utilisateurs du système de transcodage et du SAID doit se faire conformément aux exigences décrites dans le présent document et dans le plan de conversion des données.
 - 9. Pour chaque type de conversion, l'entrepreneur doit produire au moins un rapport traitant des conclusions à l'issue du chargement des données.

13.2 PROCESSUS DE CONVERSION DES DONNÉES

- 1. La conversion des données correspond aux activités et aux produits livrables nécessaires à la migration des données du SAID actuel vers la solution de renouvellement du SAID.

2. Aucune conversion de données n'est permise avant que la GRC n'ait approuvé la version finale du plan de conversion des données. L'entrepreneur doit élaborer le plan de conversion des données en collaboration avec la GRC afin d'assurer la compréhension absolue des exigences et des nuances relatives aux données qui sont indiquées dans l'EDT et les documents connexes, et leur prise en compte dans ledit plan.
3. L'entrepreneur doit :
 - a. indiquer les changements d'exigences qui influenceront sur les formats de données et concevoir un plan d'action;
 - b. élaborer des procédures normalisées pour la mise en oeuvre des conversions;
 - c. concevoir, élaborer et mettre en œuvre la conversion des anciens formats de données en nouveaux formats;
 - d. définir des normes de qualité applicables à la conversion des données.
4. Des représentants de la GRC observeront le processus de conversion des données, afin de s'assurer de l'achèvement, de l'exactitude et de la qualité des opérations de conversion.
5. L'entrepreneur doit préparer et consigner les scénarios d'essais, y compris les résultats attendus, et ce, pour chaque exigence de conversion.
6. L'entrepreneur doit mettre à l'essai les logiciels de conversion avant les essais d'acceptation sur place (EAP).
7. Sous la supervision de la GRC, l'entrepreneur doit effectuer l'EAP des logiciels de conversion des données, des utilitaires et des processus.
8. L'entrepreneur doit fournir les statistiques de conversion, y compris le nombre total de registres à convertir, le nombre total de registres convertis avec succès, les problèmes rencontrés et la correction de ceux-ci.
9. L'entrepreneur doit mettre en place des contrôles permettant de s'assurer du maintien de l'intégrité des données converties et du référentiel durant toutes les routines de traitement.

13.3 DÉTAILS SUR LA CONVERSION DES DONNÉES

1. La conversion des données correspond aux activités et aux produits livrables nécessaires à la migration des données du SAID actuel vers la solution de renouvellement du SAID.
2. Le processus de conversion des données doit conserver l'architecture de données d'un seul sujet associé à un seul identificateur, à l'aide de l'identificateur de sujet existant. La solution de renouvellement du SAID doit conserver la relation entre l'identificateur sujet et le sujet, à l'appui des renvois aux rapports de correspondances et aux données de journaux de vérification du SNS générés antérieurement. L'utilisation de l'identificateur de sujet du SAID existant dans la base de données de la solution de renouvellement du SAID permet de conserver intrinsèquement la relation avec toute autre donnée connexe aux fichiers.
3. L'entrepreneur doit s'assurer que le numéro d'identification de sujet unique peut comporter de multiples ensembles d'images et de caractéristiques d'empreintes.

4. L'entrepreneur doit également s'assurer que ce numéro d'identification comporte jusqu'à six (6) numéros de fichier, dont quatre sont déjà mis en œuvre. Le DCI du SAID comporte de plus amples renseignements à ce sujet.
5. L'entrepreneur doit charger tous les tableaux de référence nécessaires à la solution du SAID.
6. L'entrepreneur doit générer tous les tableaux administrateur et les paramètres de configuration.
7. L'entrepreneur doit fournir à la GRC le schéma des tableaux de bases de données et indiquer quels champs de données la GRC doit remplir et à quelle fin.
8. L'entrepreneur doit exécuter le processus de conversion conformément au plan de conversion de données approuvé.
9. L'entrepreneur doit tenir compte des aspects uniques des données de la GRC identifiées dans les DCI, le présent EDT et les documents connexes (p. ex., format NCD, format Doc ID, formats longs et courts des numéros de fichiers, etc.) et les traiter adéquatement; il en va de même pour les règles de regroupement des conversions de caractères non alphabétiques ainsi que pour les regroupements relatifs aux réfugiés, où 8500000 est inférieur à 1000000).
10. L'annexe B « Exigences détaillées » du SAID comporte les volumes de données.

13.3.1 NUANCES DE LA CONVERSION DES BASES DE DONNÉES

1. Les nuances que l'entrepreneur doit intégrer au processus de conversion des bases de données, ainsi qu'au traitement courant sont décrites ci-dessous.
 - a. Pour les regroupements, dans la conversion et dans le cadre du traitement courant, qui portent sur deux dossiers de réfugiés ou plus, il faut utiliser le système de numérotation ordinal suivant, dans l'ordre ascendant :
 - i. 330008xxxx, et
 - ii. 330001xxxx,
 - iii. Ainsi, le 330008 est toujours le plus bas et le plus ancien, dans la séquence de numérotation, et la séquence suivrait ensuite la numérotation ordinale « courante ».
2. En ce qui a trait aux regroupements et au traitement courant, il faut, le cas échéant, utiliser le système de numérotation ordinal suivant, conformément aux exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes
 - a. Le format court d'un numéro FPS est un code de 1 à 6 chiffres ou un code de 1 à 6 chiffres plus une lettre. Le SIJ gère l'attribution des numéros FPS. Quand tous les numéros ont été utilisés pour un caractère particulier, on sélectionne le prochain caractère alphabétique à utiliser. Chaque caractère alphabétique pourra être utilisé pendant environ six ans. La série « G » (c.-à-d. 999999G) est utilisée actuellement. Le numéro FPS est représenté ici en format court. Les représentations en format long sont converties en un équivalent de 12 chiffres dont le préfixe est 20000.

- i. A = 0,
 - ii. B = 1,
 - iii. C = 2,
 - iv. D = 3,
 - v. E = 4,
 - vi. F = 5,
 - vii. G = 6,
 - viii. H = 7,
 - ix. I = 8,
 - x. Aucune lettre (non alphabétique) = 9,
- b. Pour inscrire les numéros de dossiers non alphabétiques dans un code à barres, il faut remplacer le « 9 » par un blanc (c.-à-d. un caractère espace).

13.4 EXIGENCES SUPPLÉMENTAIRES VISANT LES DECADECTYLOGRAMMES

1. L'entrepreneur doit ajouter des descriptifs au fichier de décadactylogramme selon les besoins de l'ensemble de la solution de renouvellement du SAID.
2. L'entrepreneur doit rechercher chaque ensemble de décadactylogrammes récent ajouté aux ensembles existants consignés dans la base de données de la solution de renouvellement du SAID afin d'identifier les sujets consignés plus d'une fois (p. ex., sous deux sujets ou numéros de fichier différents).
3. L'entrepreneur doit s'assurer que le chargé de projet dispose d'au moins deux (2) semaines pour examiner et approuver le processus de nettoyage des consignations multiples.
4. L'entrepreneur doit définir un processus de nettoyage qui s'exécute lorsque des anomalies sont relevées, comme des consignations doubles.

13.5 EXIGENCES SUPPLÉMENTAIRES VISANT LE FICHIER DES TRACES NON IDENTIFIÉES (TNI)

1. L'entrepreneur doit rechercher chaque nouvelle entrée TNI dans le fichier de décadactylogramme afin d'identifier toute correspondance hautement probable.
2. L'entrepreneur doit permettre à la GRC de vérifier ces correspondances.
3. L'entrepreneur doit s'assurer que le chargé de projet dispose d'au moins deux (2) semaines pour examiner et approuver le processus de nettoyage des correspondances d'empreintes latentes.

4. L'entrepreneur doit définir un processus de nettoyage qui s'exécute à la détection d'anomalies et de correspondance entre des empreintes latentes et décadactylaires.
5. Les entrées TNI ayant les mêmes particularités et appartenant à un même dossier ne doivent pas être converties.
6. L'entrepreneur doit identifier les entrées TNI qui appartiennent à un même dossier ou à une même image (mêmes particularités).
7. Les entrées ULF doubles appartenant à des images différentes (particularités différentes) ne doivent pas être regroupées, et ce, même si elles relèvent du même dossier.
8. Les entrées ULF appartenant à des dossiers différents ne doivent pas être regroupées.
9. L'entrepreneur doit permettre à un technicien des empreintes latentes de la GRC de vérifier et d'approuver le regroupement des entrées TNI.
10. L'entrepreneur doit définir et mettre en œuvre un processus permettant de remédier avec efficacité et efficience à toute anomalie dans la conversion des entrées TNI. L'entrepreneur doit établir un mécanisme permettant à un technicien des empreintes latentes de la GRC d'identifier, d'examiner, d'approuver ou de rejeter chaque anomalie.

13.6 MÉTHODE DE CONVERSION DES DONNÉES

1. L'entrepreneur doit suivre les lignes directrices sur la conversion des données qui figurent à la présente section.
2. La GRC fournira :
 - a. un espace restreint dans le complexe de la DG de la GRC à Ottawa ou dans un site de conversion en Ontario déterminé par la GRC, pour les activités de conversion des données;
 - b. la connectivité réseau nécessaire aux dispositifs de l'entrepreneur et le stockage SAN pour la conversion des données, dans une zone sécurisée de l'infrastructure réseau de la GRC/SPC.
3. L'entrepreneur doit obtenir l'approbation écrite de la GRC pour tout besoin supplémentaire relatif à la conversion des données.
4. L'entrepreneur doit fournir tout l'équipement et le personnel nécessaire à l'exécution des opérations de conversion exigées.
5. L'information de la GRC est sensible et doit être protégée avec minutie par l'entrepreneur. Celui-ci doit mettre en œuvre des mesures de contrôle pour protéger l'information et les services fournis dans le cadre du contrat contre la divulgation, la modification, l'accès, l'utilisation, la destruction et les retards de service non autorisés.
6. Dossiers de conversion
 - a. L'entrepreneur doit créer et tenir à jour des dossiers numériques exacts de l'information de conversion pour chaque image convertie, les empreintes latentes non résolues, les paquets NIST et toute autre donnée convertie dans le cadre des activités de conversion.

- b. Les dossiers de conversion de l'entrepreneur doivent fournir une piste de vérification complète de chaque article converti et indiquer chaque dispositif ou utilisateur utilisé dans le processus, les dossiers non convertis et la raison.
- c. La GRC doit pouvoir accéder facilement aux dossiers de conversion, 24 heures sur 24.
- d. Tous les dossiers de conversion (y compris les fichiers de journaux et de vérification) doivent être remis à la GRC une fois la conversion terminée.

13.7 PISTE DE VÉRIFICATION DE LA CONVERSION DE DONNÉES

1. L'entrepreneur doit créer et maintenir des dossiers automatisés détaillés qui serviront à fournir une piste de vérification exhaustive de l'information de contrôle, de la qualité d'image et de suivi de chaque article converti. Le personnel autorisé de la GRC doit pouvoir examiner et vérifier facilement ces dossiers, de même que tout dossier similaire. Le dossier de vérification de chaque article converti doit au moins comporter les renseignements suivants :
 - a. le NCT;
 - b. le NCD;
 - c. le numéro du fichier;
 - d. l'identification du sujet (s'il y a lieu);
 - e. le numéro de fichier d'empreintes latentes (s'il y a lieu);
 - f. l'identification des empreintes latentes (s'il y a lieu);
 - g. l'identification des images d'empreintes latentes (s'il y a lieu);
 - h. le type de code de transaction;
 - i. la date et l'heure de l'attribution du NCT;
 - j. l'ancien TCN (s'il y a lieu);
 - k. l'ancien DCN (s'il y a lieu).
2. L'entrepreneur doit faire une sauvegarde du fichier entier au moins une fois par jour.
3. L'entrepreneur doit maintenir une copie de sauvegarde à jour du fichier entier.
4. L'entrepreneur doit maintenir la piste de vérification de conversion pour toute la durée du contrat du SAID.
5. L'entrepreneur doit fournir à la GRC une copie électronique complète du fichier (ainsi que le matériel et les logiciels nécessaires pour y accéder) dans les trente (30) jours suivant la fin de la dernière activité de conversion du SAID.
6. L'entrepreneur doit maintenir le compte cumulatif des données converties. Ce compte doit permettre d'identifier toute situation selon laquelle un deuxième dossier électronique ou un dossier subséquent est préparé pour une image d'empreinte particulière. L'entrepreneur doit établir des contrôles pour examiner ces cas. Aucun deuxième dossier ou dossier subséquent ne doit être soumis, à moins d'être appuyé par une justification valide (p. ex., une renumérisation dirigée). L'approbation de la GRC est requise pour toute transmission subséquente.

7. L'entrepreneur doit maintenir des copies de sauvegarde des applications logicielles et des dossiers de conversion d'une façon qui permet la reprise opportune et complète des capacités du système en cas de panne. Ces copies doivent être stockées de manière à ce qu'un seul événement ne puisse influencer sur celles-ci et le système à la fois.

13.8 PRÉPARATION OPÉRATIONNELLE

1. Le PEAP doit comprendre tous les détails (personnes, moments, emplacements et méthodes) sur les essais des diverses conversions.
2. L'entrepreneur doit intégrer et mettre à l'essai son système de production avec les données converties conformément au PEAP approuvé.
3. Avant tout essai de conversion, l'entrepreneur doit mener un essai complet de préproduction sur les aspects fonctionnels de la partie de l'ensemble de la solution de renouvellement visée par la conversion de données. Il doit également démontrer que le système est pleinement opérationnel de bout en bout avant les essais d'acceptation menés par la GRC.
4. L'entrepreneur devra corriger toute erreur et refaire la conversion jusqu'à l'obtention des résultats de conversion exacts d'après l'analyse des données converties faite par la GRC, ainsi que les exigences établies dans le présent EDT et les documents connexes.

13.9 CONTRÔLE ET ASSURANCE DE LA QUALITÉ

1. L'entrepreneur doit mettre en œuvre un programme de contrôle et d'assurance de la qualité (CQ/AQ) exhaustif reflétant les objectifs de la mission de conversion et d'identification d'empreintes essentielle de la GRC, et l'importance absolue de protéger l'intégrité des données d'empreintes digitales de la GRC.
2. L'entrepreneur doit mettre en œuvre les vérifications, les examens, les essais, les inspections, les procédures appropriées et les mesures de CQ/AC requises, de même que prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que chaque demande de services de conversion qu'il effectue respecte ou excède les exigences énoncées dans le présent EDT et les documents connexes.
3. L'entrepreneur doit appliquer des mesures de CQ/AC strictes aux éléments ci-dessous, ainsi qu'à tout autre élément qu'il juge essentiel au succès des conversions.
 - a. Établissement et maintien de l'intégrité des éléments clés principaux (identification du sujet, TCN, DCN, numéros de fichier, etc.) et des données connexes durant les processus de conversion;
 - b. Maintien de la sécurité des opérations de conversion.
 - c. Production de rapports permettant de s'assurer de la conversion adéquate de tous les éléments et de rapports d'anomalies sur toute donnée dont la conversion ne correspond pas au résultat attendu.
 - d. Exécution adéquate de la conversion et pleine utilisation des anciennes données (p. ex., ancien numéro de fichier) qui ne suivent pas le schéma de numérotation d'ITR, après la conversion par toute partie de l'ensemble de la solution de renouvellement du SAID nécessitant ces données.

14. EXIGENCES LIÉES AUX DOCUMENTS

14.1 OBJECTIF

1. L'entrepreneur doit fournir tous les documents nécessaires à l'appui des énoncés qui figurent dans sa proposition. Ces documents serviront à déterminer la conformité de la soumission; ils doivent donc être exhaustifs (diagrammes d'architecture, documents de conception, PMORS préliminaire avec matrice de traçabilité des exigences [MTE], exemples de saisie d'écran, etc.) et démontrer clairement que la solution proposée respecte les exigences énoncées dans le présent EDT et les documents connexes.
2. Le PMORS préliminaire a pour objet de démontrer que l'entrepreneur comprend les exigences et d'expliquer comment la solution proposée sera mise en œuvre de manière efficace.
3. L'entrepreneur doit également soumettre tout autre document identifié dans le présent EDT et les documents connexes en tant que produit livrable nécessaire au respect des exigences globales.

15. CALENDRIER ET PLAN DES PRODUITS LIVRABLES GLOBAUX

15.1 APERÇU

La présente section porte sur les produits livrables principaux et décrit le contenu des produits livrables à soumettre dans le cadre de l'EDT. Les produits livrables attendus par la GRC y sont également énumérés, afin que l'entrepreneur puisse les ajouter au calendrier principal avec toute dépendance requise.

L'entrepreneur doit indiquer tout autre produit livrable qu'il juge important pour l'achèvement de l'EDT, ainsi que toute activité de la GRC liée à ces produits supplémentaires. L'entrepreneur doit indiquer tout produit livrable supplémentaire requis de la GRC. La GRC doit approuver tout changement de la liste des produits livrables qui figure au tableau du calendrier ci-dessous (sous-section 0).

Le calendrier global doit tenir compte de chaque élément clé et former un plan qui identifie la relation entre chaque ensemble de composantes visé par le renouvellement. Toute dépendance entre les composantes doit être indiquée, et un plan optimisé éliminant ou réduisant au minimum la répétition des étapes ou des essais doit être mis en œuvre. Le calendrier doit établir une corrélation entre chaque élément de changement clé et la proposition financière de l'entrepreneur. L'entrepreneur peut s'aider du tableau de l'annexe D pour présenter cette corrélation. Le calendrier doit permettre d'isoler les éléments clés connexes de manière à permettre l'exécution des parties de l'EDT séparément d'autres éléments clés.

Tous les documents nécessaires à l'achèvement des produits livrables doivent être créés ou mis à jour à l'aide d'applications de bureau approuvées par la GRC, soit la suite Microsoft Office 2010 (Word, PowerPoint, Excel, Visio, Project et Access). Tous les documents doivent être entièrement modifiables afin que la GRC puisse les mettre à jour dans le cadre d'une maintenance continue. L'entrepreneur doit obtenir l'autorisation du chargé de projet technique de la GRC avant de soumettre tout document dans un autre format électronique.

15.2 LPLE ET ÉTABLISSEMENT DU CALENDRIER DES PRODUITS LIVRABLES

Le tableau ci-dessous indique les produits livrables, la responsabilité de l'achèvement, la date de la première livraison, la période de révision et les dates de livraison finales. Les délais estimés sont privilégiés par la GRC et fournis en vue d'indiquer les périodes qui correspondent initialement avec les calendriers de la GRC dont tiendra compte le CPC. Le CPC approuvé lié à l'EDT, créé par la GRC, comportera les dates de livraison convenues pour tous les produits livrables.

La DED correspond aux descriptions détaillées de chaque produit livrable qui figurent sous le tableau de la présente section. L'entrepreneur peut combiner les produits livrables communs de chaque élément clé dans un seul document, afin de réduire au minimum la répétition. Dans un tel cas, il doit indiquer chaque élément clé dans une section séparée de manière à ce qu'il soit facile de l'examiner et de la mettre à jour, de même qu'établir une corrélation entre l'élément et la proposition financière de l'entrepreneur.

Nota : Les étapes de la mise en œuvre et l'information nécessaire au processus de demande de changement et de registre d'activités (DDC)/(RA) seront conformes à la politique en matière de gestion des changements du Bureau du dirigeant principal de l'information (DPI) qui figure à la sous-section du présent EDT portant sur la maintenabilité.

Nota : Toutes les dates qui figurent dans les tableaux ci-dessous sont indiquées en jours civils. La colonne *Examen de la GRC* représente les jours ouvrables.

Tableau 1 : Calendrier des produits livrables

N°	Description	N° de DPL	Personne responsable	Date de livraison initiale	Examen de la GRC	Mise à jour	Date de livraison finale
Gestion du projet							
1.	CPC	PM-01	GRC et entrepreneur	Dix jours après l'attribution du contrat	Cinq jours	Après l'examen et l'approbation de l'entrepreneur	Dix jours après l'examen et l'approbation
2.	REAT	PM-03	GRC	Bimensuelle	s.o.	s.o.	Trois jours après une REAT pour les comptes rendus et les listes de mesures de suivi
3.	PMORS	ARI-01	Entrepreneur	Avec la soumission	5	30 jours après l'attribution du contrat	Cinq jours après l'examen de la GRC
4.	MTE	AT-01	Entrepreneur	Avec la soumission afin que la GRC puisse valider le respect des exigences figurant dans l'EDT pour la solution de renouvellement du SAID	AD	Utilisation de pair avec le PEA/PEAP pour vérifier la conformité de la mise en œuvre	Conformément au graphique en barres PM-01
5.	DCS	CM-01	Entrepreneur	Avec la soumission afin que la GRC puisse valider le respect des exigences figurant dans l'EDT pour la solution de renouvellement du SAID	AD	Utilisation de pair avec le PEA pour vérifier la conformité de la mise en œuvre	Conformément au graphique en barres PM-01
Autres produits livrables							
1.	Nomenclature	s.o.	Entrepreneur	AD	s.o.	s.o.	Conformément au graphique en barres PM-01

N°	Description	N° de DPL	Personne responsable	Date de livraison initiale	Examen de la GRC	Mise à jour	Date de livraison finale
2.	Matériel	s.o.	Entrepreneur	Conformément au PM-01	Cinq jours	s.o.	Conformément au graphique en barres PM-01
3.	PEAP	AT-03	Entrepreneur	Conformément au PM-01	Cinq jours	Après l'examen de la GRC	Conformément au graphique en barres PM-01
4.	REAP	AT-04	Entrepreneur	Conformément au PM-01	Cinq jours	Après l'examen de la GRC	Conformément au graphique en barres PM-01
5.	Étapes de la mise en œuvre et information nécessaire au processus RFC/RA	Processus de GC ²	Entrepreneur	Conformément au PM-01	Cinq jours	Après l'examen de la GRC	Conformément au graphique en barres PM-01
6.	Création RFC / RA	Processus de GC	GRC	Conformément au PM-01	s.o.	s.o.	Conformément au graphique en barres PM-01
7.	Essais d'acceptation (fonctionnels)	À l'aide des plans d'essais de la GRC	GRC	Conformément au PM-01	s.o.	s.o.	Conformément au graphique en barres PM-01
8.	Essais d'acceptation de la SCQ (fonctionnels et techniques – Équilibre des charges et HD ne peuvent être mis à l'essai qu'à la SCQ)	À l'aide des plans d'essais de la GRC	GRC	Conformément au PM-01	s.o.	s.o.	Conformément au graphique en barres PM-01

² Processus de gestion des changements – Voir la sous-section sur la maintenabilité

N°	Description	N° de DPL	Personne responsable	Date de livraison initiale	Examen de la GRC	Mise à jour	Date de livraison finale
9.	Essais d'acceptation de production (fonctionnels et techniques – Équilibre des charges et HD)	À l'aide des plans d'essais de la GRC	GRC	Conformément au PM-01	s.o.	s.o.	Conformément au graphique en barres PM-01
10.	Mise à niveau continue du SE et des logiciels	OU-01	Entrepreneur	Conformément au PM-01	s.o.	s.o.	Conformément au graphique en barres PM-01
11.	Plan de mise en œuvre du déploiement de l'ITR	s.o.	GRC	Conformément au PM-01	s.o.	Après la réception des commentaires de l'entrepreneur	Conformément au graphique en barres PM-01
12.	Logiciels et documents	DO-01	Entrepreneur	s.o.	Cinq jours	Après l'examen de la GRC et une fois les essais d'acceptation terminés	Conformément au graphique en barres PM-01
13.	Paiements d'étape	s.o.	GRC et entrepreneur	Conformément au PM-01	s.o.	s.o.	Conformément au graphique en barres PM-01
14.	Acceptation finale	Examen DO-01	GRC	s.o.	s.o.	s.o.	Conformément au graphique en barres PM-01
15.	Paiements d'étape	s.o.	GRC et entrepreneur	Conformément au PM-01	s.o.	Paiement retenu (10 %)	Conformément au graphique en barres PM-01

PIÈCE JOINTE A-1 – PRODUITS LIVRABLES**PRODUIT LIVRABLE 1 – CALENDRIER PRINCIPAL DU PROJET (CPC)****DED**

1. TITRE CPC	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION PM-01
3. DESCRIPTION/OBJECTIF <p>Le document du CPC doit décrire les activités menées depuis la signature du contrat jusqu'à l'acceptation finale, ainsi que la remise des produits finaux au chargé de projet de la GRC.</p> <p>Bien qu'il incombe à la GRC de tenir à jour le produit livrable, l'entrepreneur devra indiquer toutes les tâches nécessaires et les délais d'exécution connexes afin de permettre l'élaboration d'un calendrier efficace. Une fois le calendrier de base accepté, l'entrepreneur doit s'engager à exécuter les produits livrables conformément à celui-ci. Les modifications ou les ajouts nécessaires à la version de base du CPC doivent être approuvés par le chargé de projet de la GRC.</p>	
4. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 4.1 <u>Généralités.</u> Le CPC doit décrire les travaux et le calendrier connexe pour la portée entière du contrat. 4.2 <u>Exigences relatives au format.</u> La partie calendrier du CPC doit être présentée sous forme d'un graphique en barres. Les activités représentées sur le graphique doivent reposer sur une séquence planifiée d'événements et comprendre le calcul exact des délais approximatifs et des dates de début et de fin de tous les événements. L'entrepreneur peut choisir les symboles à utiliser, mais il doit en expliquer la signification sous forme de légende sur tous les calendriers soumis. Une fois le CPC approuvé, aucun symbole ne doit être modifié sans l'approbation du chargé de projet de la GRC. 4.3 <u>Exigences relatives au contenu.</u> Le CPC doit décrire toutes les tâches du contrat, y compris les étapes, les événements et les produits livrables connexes à l'EDT. Le CPC doit comprendre les éléments ci-dessous. <ul style="list-style-type: none"> a. Le titre du document, la date de production et le numéro de version (s'il y a lieu). b. La portée des travaux à exécuter dans le cadre de l'EDT, à l'aide d'une structure de répartition des tâches (SRT). L'entrepreneur doit fournir une définition claire et concise de la portée de chaque élément de la SRT et des produits livrables connexes. c. Chaque élément clé visé par l'EDT, y compris les calendriers subordonnés d'expédition, d'installation et d'acceptation sur place (s'il y a lieu). 	

- d. Les dates de début et de fin, y compris les interdépendances entre les tâches, événements et étapes variés à exécuter dans le cadre de l'EDT.
- e. Le calendrier des plans, des produits livrables et des rapports, des réunions de lancement, des REAT, des réunions d'examen de la conception, de l'examen des documents par le chargé de projet de la GRC, des démonstrations de l'entrepreneur, des essais et des inspections sur place, de l'installation, des activités de migration, de l'acceptation et de la remise, selon le cas.
- f. Les exigences en matière de livraison ou de préparation pour les éléments fournis par le gouvernement (y compris l'équipement et les installations) et l'information fournie par le gouvernement en ce qui a trait aux publications et aux documents.
- g. Les paiements d'étape.
- h. La GRC élaborera la version finale du CPC une fois celui-ci approuvé par l'entrepreneur et la GRC; le contenu de base ne doit pas être modifié sans l'autorisation écrite du chargé de projet de la GRC.

4.4 Exemplaires. Des exemplaires électronique et imprimé du CPC peuvent être remis à l'entrepreneur au besoin.

PRODUIT LIVRABLE 2 – RÉUNIONS D'EXAMEN DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX (REAT)

DED

<p>5. TITRE</p> <p>REAT</p>	<p>6. NUMÉRO D'IDENTIFICATION</p> <p>PM-03</p>
<p>7. DESCRIPTION/OBJECTIF</p> <p>Les REAT doivent permettre d'échanger sur l'état d'avancement des travaux accomplis par rapport aux travaux prévus par l'entrepreneur, pour la période visée par le rapport. Les échanges doivent notamment porter sur les progrès actuels par rapport au plan de base, les produits livrables à venir, les attentes de l'entrepreneur et de la GRC, les risques et les enjeux actuels, les éléments problématiques et les mesures correctives entamées pour régler les problèmes cernés.</p>	
<p>8. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION</p> <p>8.1 <u>Généralités.</u> Les REAT doivent avoir lieu deux fois par mois selon l'horaire établi par la GRC.</p> <p>8.2 <u>Exigences.</u> La GRC tiendra et présidera deux REAT par mois conformément au CPC approuvé.</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Les REAT seront présidées par le chargé de projet de la GRC et auront généralement lieu à la DG de la GRC au 1200, promenade Vanier, à Ottawa. b. Le gouvernement peut être notamment représenté aux REAT par des experts-conseils externes et d'autres entrepreneurs offrant des services de soutien dans le cadre de l'EDT. c. Les REAT peuvent avoir lieu par téléconférence si la distance entre les installations de l'entrepreneur et Ottawa le requiert, à la discrétion du chargé de projet de la GRC. d. La GRC coordonnera les REAT comme suit : <ul style="list-style-type: none"> i. coordination avec le responsable technique et le chargé de projet; ii. prestation du soutien administratif; iii. remise de l'ordre du jour, des procès-verbaux, des calendriers, des listes, des essais, des analyses de conception, des problèmes, des solutions et de toute donnée préexamen ou postexamen, selon le cas; iv. présence du personnel qualifié de l'entrepreneur et de ses sous-traitants aux REAT, le cas échéant; v. attestation et démonstration de la mise en œuvre des décisions découlant des diverses REAT; vi. maintien des fichiers, des dossiers et des documents de toutes les réunions; 	

- vii. maintien d'un fichier de mesures de suivi priorisées;
- viii. maintien d'un registre des risques comportant les dix (10) éléments de risque les plus importants associés au calendrier, y compris la probabilité d'occurrence, les répercussions et les stratégies d'atténuation.

- e. En plus des réunions formelles, la GRC peut demander à l'entrepreneur de se présenter à des réunions spéciales. Celles-ci visent à permettre de régler des problèmes de nature sérieuse qui ne peuvent être traités qu'à la prochaine réunion planifiée.

8.3 Ordre du jour et procès-verbaux

- a. La GRC élaborera et remettra l'ordre du jour de chaque REAT planifiée trois jours avant celle-ci. L'ordre du jour de chaque REAT doit être approuvé par le chargé de projet de la GRC avant celle-ci.
- b. La GRC élaborera et remettra les procès-verbaux de chaque réunion, qui comporteront une liste des mesures de suivi.
- c. Les procès-verbaux comprendront également en annexe une liste distincte de toutes les mesures de suivi de toutes les réunions, tous les examens et les statuts (en cours, terminée, date, mise à jour, etc.). La GRC tiendra à jour la liste des mesures de suivi.

8.4 Distribution. La GRC remettra à l'entrepreneur et à TPSGC des exemplaires électroniques du procès-verbal et la liste des mesures de suivi dans les trois (3) jours suivant une REAT.

PRODUIT LIVRABLE 3 – PLAN DE MISE EN ŒUVRE DU RENOUVELLEMENT DU SAID (PMORS)

DED

<p>9. TITRE</p> <p>PMORS</p>	<p>10. NUMÉRO D'IDENTIFICATION</p> <p>AR-01</p>
<p>11. DESCRIPTION/OBJECTIF</p> <p>Le PMORS vise à fournir au responsable technique de la GRC un document concis traitant des activités d'installation, de mise en oeuvre, d'intégration, de conversion, d'interopérabilité et de mise en marche nécessaires à la portée entière des travaux dans le cadre du présent EDT. Le PMORS doit consister en un plan et une stratégie exhaustifs expliquant en détail comment l'entrepreneur exécutera les travaux requis dans l'EDT, d'une manière efficace et rentable qui réduit au minimum les répercussions sur les environnements PROD et d'essais d'ITR. Le produit livrable doit établir la méthode d'exécution des travaux de l'EDT, méthode qui doit être organisée et intégrable dans les activités de déploiement de la GRC.</p> <p>Le Plan a pour objet d'offrir une seule perspective intégrée de la méthode globale de la solution proposée par l'entrepreneur. Il doit comporter une justification claire de la séquence des activités, laquelle doit réduire au minimum les répercussions sur les opérations des environnements PROD ou d'essais d'ITR (ou les deux). Le PMORS doit être approuvé par la GRC avant le début des travaux visés par l'EDT.</p>	
<p>12. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION</p> <p>12.1 <u>Format</u>. Le Plan doit être élaboré à l'aide des applications de bureau approuvées par la GRC, comporter les en-têtes et la séquence figurant à la présente DED, être lisible et convenir à la reproduction. Le schéma de numérotation du document doit permettre le renvoi aux éléments distincts du Plan (portions de texte, figures, diagrammes, tableaux, etc.). Toutes les pièces jointes doivent être identifiées et faire l'objet d'un renvoi dans le corps du document.</p> <p>12.2 <u>Structure de document</u>. Le PMORS doit être structuré de manière à ce qu'il soit facile d'établir la corrélation entre la proposition financière de l'entrepreneur, chaque élément clé et le calendrier approuvé maintenu par la GRC. Chaque élément clé indiqué dans l'EDT doit être décrit dans une section distincte qui permet de déterminer l'effort à déployer pour l'exécuter. Afin d'optimiser l'efficacité et la rentabilité du PMORS, l'entrepreneur peut combiner de multiples éléments clés et justifier ce regroupement par les économies ainsi réalisées.</p> <p>12.3 <u>Contenu</u>. Le PMORS doit au moins comporter les éléments ci-dessous.</p> <p>a. <u>Table des matières</u>. La table doit indiquer les figures, les diagrammes, les tableaux, les annexes, etc.</p> <p>b. <u>Portée</u>. La portée doit décrire l'objectif et le contenu du document. Elle doit donner un aperçu de chaque section de l'architecture du système. Le Plan doit traiter des aspects des travaux requis pour l'achèvement de l'EDT, exception faite des activités de mise à niveau continue.</p>	

- c. Documents de référence. La section doit comporter la liste des documents de référence et des ressources pertinentes ayant servi au développement du PMORS.
- d. Hypothèses. La section doit comprendre toute hypothèse connexe au PMORS.
- e. Sommaire. Le sommaire doit comporter une description générale du PMORS de la solution de renouvellement du SAID, identifier les principales tâches nécessaires à l'achèvement des travaux visés par l'EDT et indiquer les dates clés (étapes importantes). Le sommaire est requis à des fins de gestion et devrait donc comporter au plus trois pages.
- f. Aperçu du PMORS. L'aperçu doit comporter une description générale du PMORS global qui servira à exécuter les travaux requis dans le cadre de l'EDT.
- g. Options stratégiques. La section doit décrire les options stratégiques évaluées pour optimiser l'efficacité et la rentabilité de l'exécution des travaux requis dans le cadre de l'EDT. Elle doit comporter les facteurs généraux qui ont influé sur les décisions stratégiques et les facteurs de priorité connexes, comme la relation entre les composantes, les vulnérabilités, les échéanciers de développement de l'entrepreneur, les coûts et la fiabilité, afin de déterminer les facteurs qui ont donné lieu au PMORS. Cela comprend la justification et les compromis influant sur toute décision stratégique. La section doit énumérer les éléments de sécurité ou les complexités techniques (ou les deux) de l'initiative de renouvellement, au besoin.
- h. Plan de mise en œuvre. La section doit comporter une description détaillée du plan de mise en œuvre proposé, y compris une répartition détaillée de la mise en œuvre de chaque élément clé indiqué dans l'EDT. Le plan doit tenir compte des aspects de chaque élément clé ainsi que des processus et des procédures d'ITR et de la GRC. La description doit au moins comporter les éléments suivants.
 - i. Les composantes qui seront mises à niveau et le moment de ces mises à niveau.
 - ii. Un tableau ou un format équivalent montrant la portée entière des composantes à mettre à niveau. Les composantes visées par chaque mise à niveau doivent y être soulignées, pour chaque déploiement (voir la liste des composantes de l'entrepreneur ci-dessous).
 - iii. Des détails sur l'exécution précise de la mise en œuvre dans chaque environnement d'essai et dans l'environnement PROD, y compris une stratégie de désengagement (s'il y a lieu). À titre d'exemple, l'entrepreneur peut fournir des détails précis sur l'attribution des adresses IP existantes à de nouveaux serveurs et sur le besoin de nouvelles adresses IP. Des opérations parallèles devraient être nécessaires pour les nouveaux serveurs afin de réduire au minimum l'interruption des essais d'ITR et d'optimiser l'utilisation des environnements d'essais d'ITR.
 - iv. Les risques associés à chaque mise en œuvre et la stratégie d'atténuation pour assurer un niveau de risque acceptable.
 - v. Le soutien à la mise en œuvre que doit assurer la GRC pour chaque déploiement, y compris le matériel, les logiciels, les installations, les ressources et tout autre matériel requis.
 - vi. Les répercussions de chaque déploiement sur les opérations d'ITR et de la GRC, dans les environnements PROD et d'essais, ainsi que la justification appuyant le choix du plan de mise en œuvre.
 - vii. Les outils et les utilitaires nécessaires à l'exécution du plan de mise en œuvre.
 - viii. Toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du plan de mise en œuvre et les détails requis pour que tous les aspects de la configuration actuelle

soient appliqués aux nouvelles composantes ou à celles mises à niveau (ou les deux), selon le cas.

- i. Configuration des composantes. La section doit comprendre les paramètres de configuration et tout autre aspect de l'ensemble de la solution de renouvellement du SAID requis pour que les nouvelles composantes et celles mises à niveau fonctionnent adéquatement et respectent collectivement les exigences de l'EDT et des documents connexes.
- j. Plans d'urgence et d'évaluation des risques. La section doit décrire les risques associés au plan de mise en œuvre global. Les risques doivent y être décrits et quantifiés (probabilité d'occurrence et conséquences), dans la mesure du possible. L'entrepreneur doit insister sur les éléments qui présentent des risques plus élevés ou des conséquences plus graves. La section doit traiter de toute décision prise en vue d'éliminer les éléments de risque. Les plans d'urgence doivent souligner les mesures d'atténuation appliquées à tout élément de risque restant. Ils doivent également comporter un aperçu des risques connexes à la mise en œuvre du plan de mise en œuvre.
- k. Conditions environnementales et physiques. La section doit décrire les éléments pertinents liés à l'environnement dans lequel la solution proposée sera exploitée. Cela comprend toute disposition pour le contrôle environnemental des pièces contenant de l'équipement, les enjeux liés à la sécurité, etc.
- l. Liste des composantes de l'entrepreneur. La liste doit indiquer durant quel déploiement le remplacement, la mise à niveau ou la réutilisation de la composante aura lieu. La liste doit énumérer toutes les composantes de l'entrepreneur et les éléments clés de leur configuration, dont au moins les suivants :

- i. nom d'hôte;
- ii. adresse IP (non indiquée pour des raisons de sécurité);
- iii. fonction;
- iv. modèle;
- v. unité centrale;
- vi. mémoire;
- vii. espace de stockage disponible sur le disque dur;
- viii. système d'exploitation, y compris le numéro de version, d'ensemble de services et de correctif;
- ix. date de fin de vie;
- x. date de fin de service;
- xi. logiciels hébergés;
- xii. stockage SAN requis (le cas échéant);
- xiii. le numéro de version;
- xiv. toute remarque sur la composante.

Nota : Un exemple de tableau est donné à la page suivante afin d'illustrer la manière de présenter cette partie de l'information requise. Le même tableau devrait servir dans la DED OU-01 « Mise à jour continue ».

- m. Glossaire. Le glossaire doit comprendre la définition des sigles, des acronymes, des

abréviations et des mnémoniques utilisés dans la conception.

- n. Divers. La section doit traiter de toute information supplémentaire que l'entrepreneur juge pertinente pour le plan de mise en œuvre.
- o. Pièces jointes. Toute section trop volumineuse pour faire partie du corps principal du document doit être fournie en tant que pièce jointe et faire l'objet d'un renvoi dans le corps principal du document.

Nom d'hôte et adresse IP	Fonction	Modèle	UC	Mémoire	Espace sur le disque	SE	Date de fin de vie (matériel/ SE)	Date de fin de service (matériel/SE)	Logiciels hébergés	SAN	Version	Remarques
Environnement PROD												
		IBM p720 8202-E4C	3.0 GHz 8 coeurs	32 Go	2 x 300 Go	AIX 7.1 SPO	Non déclaré	Non déclaré	Oracle 11g TSM 5.3 PowerHA			
		IBM p720 8202-E4C	3.0 GHz 8 coeurs	32 Go	2 x 300 Go	AIX 7.1 SPO	Non déclaré	Non déclaré	Oracle 11g TSM 5.3 PowerHA			

PRODUIT LIVRABLE 4 – PLAN D’ESSAIS D’ACCEPTATION (PEA)

DED

1. TITRE	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION
Essais d'acceptation — PEA	AT-01
3. DESCRIPTION/OBJECTIF Le PEA doit décrire la planification et les essais qui seront menés pour la solution proposée. Il doit énoncer les procédures générales, les modalités qui régissent la planification, ainsi que la préparation et l'achèvement des essais visant la solution proposée soumise pour acceptation. L'entrepreneur devrait soumettre le PEA dès que possible, afin que la GRC puisse examiner et modifier celui-ci au besoin.	
4. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 4.1 <u>Exigences relatives au format.</u> Chaque PEA doit être élaboré à l'aide des applications de bureau approuvées par la GRC, être lisible et convenir à la reproduction. Les pages doivent être numérotées en ordre séquentiel. Toutes les pièces jointes doivent être identifiées et faire l'objet d'un renvoi dans le corps du document. 4.2 <u>Généralités.</u> Le PEA doit décrire le processus qui servira à démontrer le fonctionnement adéquat des logiciels, du matériel et de l'architecture (s'il y a lieu), afin de valider la conception, la mise en œuvre, la migration et l'interopérabilité de la solution proposée. Le PEA doit énoncer la méthode et les procédures régissant la planification, la préparation et l'achèvement des essais d'acceptation de la solution proposée. Le PEA doit reposer sur les scripts d'essais et le processus d'essais manuel de l'entrepreneur. Subséquent à la démonstration de l'intégration complète et du bon fonctionnement de la solution proposée en tant que composante intégrée de l'architecture technique de la GRC dans l'environnement MAINT ou l'environnement désigné, le PEA doit décrire le processus d'exécution des essais de rendement et de capacité qui servira à démontrer que la solution de l'entrepreneur satisfait aux critères d'étalonnage du rendement et à toute autre exigence technique dans l'environnement PROD.	

4.3 Exigences relatives au contenu. Le PEA de la solution proposée doit au moins comprendre les éléments ci-dessous.

- a. Table des matières. La table doit indiquer les figures, les diagrammes, les tableaux, les annexes, etc.
- b. Portée. La section doit décrire le but et la portée du document. La portée doit indiquer les parties de la solution proposée visées par le document et comporter un aperçu de chacune de ces parties. La section doit comporter une explication de la philosophie d'essai générale qui servira à valider la solution proposée (inspection officielle, essais d'intégration, essais de migration, etc.). Elle doit également traiter des fonctions à mettre à l'essai et justifier toute fonction non mise à l'essai, le cas échéant.
- c. Documents de référence. La section doit indiquer tout document de référence connexe à l'utilisation ou à l'élaboration du plan.
- d. Objectifs d'essais globaux. La section doit indiquer les principaux objectifs de chaque essai d'acceptation des trois étapes. Les objectifs doivent être énoncés en fonction du respect des spécifications applicables à la solution proposée. Un ensemble d'objectifs uniformisés doit être établi pour le PEA entier. Les objectifs de la première étape des essais devraient comprendre l'acceptation de l'installation, de l'interconnexion et du fonctionnement des composantes système livrées pour la portée du PEA dans l'environnement MAINT ou l'environnement désigné en fonction des spécifications de la GRC, ainsi que des exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes. Les objectifs de la deuxième étape devraient consister en l'acceptation de la preuve du respect des exigences en matière de rendement et de capacité de la GRC applicables au système livré. Les types d'essais doivent comprendre les essais d'intégration, de limite, de contraintes, d'erreur, de capacité, de rendement et de basculement. Les essais de basculement sont requis pour confirmer l'intervention des composantes système dans le cas de tout problème nécessitant un changement de traitement dans un environnement. Des essais de sauvegarde et de récupération sont également requis pour s'assurer de la reprise complète de toute composante de la solution proposée. La section doit indiquer les essais visant les outils et les interfaces utilisés dans la solution proposée, de même qu'entre la solution ou une autre application

touchée et les systèmes de la solution proposée. La troisième étape doit comprendre les essais d'acceptation de la GRC et l'environnement PROD de la solution proposée.

- e. Calendrier des essais. Le calendrier doit indiquer les échéanciers des essais et fournir une estimation des dates d'essais et du temps alloué à chaque essai.
- f. Installations, personnel et équipement spécial liés aux essais. La section doit comporter des détails sur les installations, l'équipement et le personnel nécessaires à l'exécution des essais figurant dans le PEA de la solution proposée. Notamment :
 - i. l'équipement et les logiciels d'essais requis pour exécuter la mise à l'essai de la solution proposée, dont l'utilisation d'instruments d'essais commerciaux ou propriétaires;
 - ii. les installations nécessaires à l'appui des efforts d'essais (y compris les installations du gouvernement et celles de l'entrepreneur);
 - iii. les exigences relatives au soutien au personnel requises pour l'exécution des essais, y compris une description de la structure organisationnelle des équipes d'essais et des responsabilités des membres de ces équipes, de même que la participation d'employés du gouvernement, le cas échéant;
 - iv. les outils ou les techniques d'analyse (ou les deux) servant à évaluer les résultats des essais et à déterminer les réussites et les échecs.
- g. Détails et diagrammes de la configuration des logiciels et du matériel. La section doit porter sur la configuration des logiciels et du matériel qui serviront aux essais de la solution proposés, aux sites PR et DR de la GRC ou dans chaque environnement, selon le cas. La configuration physique du matériel doit être illustrée par des diagrammes de topologie et la configuration et les partitions des logiciels, par des diagrammes de configuration logique. Les diagrammes doivent comporter une

description textuelle.

- h. Procédures d'essais générales. La section doit traiter de toute tâche générale préalable à exécuter avant le début des essais, dont la validation des configurations logicielle et matérielle applicables de la solution proposée. Les activités préalables aux essais qui s'appliquent à de multiples essais peuvent être décrites dans un bloc de texte séparé (p. ex., préambule ou annexe de la section des procédures d'essais générales) et faire l'objet d'un renvoi dans chaque procédure d'essai. Les procédures doivent décrire brièvement chaque essai à exécuter et comporter l'information ci-dessous.
 - i. L'objectif de l'essai, dont la description de tout paramètre à mesurer, et toute interdépendance avec d'autres essais.
 - ii. Une MTE décrivant ou démontrant comment la solution proposée par l'entrepreneur répond à toutes les exigences indiquées dans l'EDT et les documents connexes, pour la portée du PEA. L'entrepreneur doit fournir un seul PEA comportant une MTE pour toutes les exigences qui figurent dans l'EDT et les documents connexes ou de multiples PEA qui traitent collectivement de ces exigences.
 - iii. Les critères d'acceptation applicables à chaque essai. Les critères de réussite et d'échec applicables à chaque essai doivent être mis en évidence et faire l'objet d'un renvoi dans les capacités de la solution proposée.
 - iv. Les scripts d'essais à appliquer lors de l'exécution de l'essai décrit dans la section des procédures d'essais générales.
 - v. Les procédures à suivre en cas d'échec (reprises des essais, modifications, etc.).
 - vi. Les instructions sur la consignation des résultats des essais dans un format désigné (listes de vérification, registre des essais, etc.) et les formulaires prédéfinis, comme les listes de vérification et les registres d'essais sous forme d'annexe ou de pièce jointe.
- i. Scripts d'essais. Le document doit comprendre tous les scripts d'essais nécessaires

au plan d'essai. L'entrepreneur devrait présenter chaque essai en tant que sous-section distincte afin que les documents externes puissent y référer. Les scripts d'essais doivent comprendre toutes les données requises et les résultats prévus.

- j. Analyse d'essais. La section doit comporter toute procédure d'analyse qui est requise pour déterminer l'échec ou la réussite de l'essai. La section doit également indiquer tout essai qui nécessite l'analyse postérieure aux essais des données d'essais.
- k. Produits des essais d'acceptation. La section doit décrire les produits des activités d'essais, y compris leur format et leur structure (listes de vérification, registres d'essais, analyses d'essais, etc.). Les produits feront office de registre permanent pour les activités d'essais.
- l. Divers. La section doit comporter toute information supplémentaire que l'entrepreneur juge pertinente à l'activité d'essais et qui n'est pas traitée ailleurs dans DED.
- m. Pièces jointes. Tout contenu trop volumineux pour faire partie du corps principal doit être fourni sous forme de pièce jointe et faire l'objet d'un renvoi dans la partie visée par le contenu.

PRODUIT LIVRABLE 5 – RAPPORT SUR LES ESSAIS D'ACCEPTATION (REA)

DED

1. TITRE	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION
Essais d'acceptation — REA	AT-02
3. DESCRIPTION/OBJECTIF	
<p>Le REA doit comporter les résultats des essais menés selon le plan d'essais qui figurent dans le PEA de la solution proposée. Le rapport doit démontrer au responsable technique de la GRC que les logiciels, le matériel, le répertoire, la configuration et la stratégie de migration du système ont réussi les essais d'acceptation requis et qu'ils respectent les exigences énoncées dans le contrat, le cas échéant. Sinon, le rapport doit justifier l'échec.</p>	
4. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION	
4.1 <u>Exigences relatives au format.</u> Le REA doit être élaboré à l'aide des applications de bureau approuvées par la GRC, être lisible et convenir à la reproduction. Les pages doivent être numérotées en ordre séquentiel. Toutes les pièces jointes doivent être identifiées et faire l'objet d'un renvoi dans le corps du document.	
4.2 <u>Généralités.</u> Le rapport se veut un registre permanent des résultats des essais d'acceptation menés sur les logiciels, le matériel, la configuration et la migration du système que peuvent consulter l'entrepreneur et le responsable technique de la GRC. La DED traite des exigences applicables au format et au contenu du rapport d'essais.	
4.3 <u>Exigences relatives au contenu.</u> Le REA de la solution proposée doit au moins comprendre les éléments ci-dessous.	
a. <u>Table des matières.</u> La table doit indiquer les figures, les diagrammes, les tableaux, les annexes, etc.	

- b. Portée. La section doit décrire le but et la portée du document. Le REA de la plateforme doit comporter un sommaire exhaustif des essais menés conformément à la DED AT-01, afin de valider l'ensemble de la solution proposée en tant que composante intégrale de l'architecture technique de la GRC dans l'environnement MAINT ou un environnement désigné et dans l'infrastructure de production de la GRC. La section doit comporter un examen de la philosophie d'essai générale indiquée dans le PEA de la solution proposée et exposer brièvement le contenu du REA de la solution proposée.
- c. Documents connexes. La section doit comprendre des références, dont les documents applicables et connexes.
- d. Diagrammes de configuration du système. La section doit comprendre la configuration détaillée du système tel que mis à l'essai et justifier tout écart par rapport à la configuration décrite dans le PEA, le cas échéant.
- e. Aperçu des résultats d'essais. La section doit donner un aperçu des résultats du processus d'essai et indiquer les types d'essais généraux menés. Elle doit également comprendre une évaluation de la réussite de chaque type d'essai, ainsi qu'indiquer tout problème important, tout échec et tout incident nécessitant la reprise des travaux ou des essais.
- f. Résultats détaillés des essais. La section doit donner un aperçu de chaque essai, des objectifs, des critères d'acceptation et de la détermination de la réussite ou de l'échec liés à celui-ci, puis présenter les résultats obtenus. La section doit être divisée selon les paragraphes ci-dessous et décrire les résultats obtenus à chaque essai visé par le rapport.
 - i. Le nom et la portée de l'essai selon la DED AT-01.
 - ii. Le sommaire des essais, dont les critères d'acceptation.
 - iii. Toute analyse postérieure aux essais sur les résultats obtenus qui est nécessaire à la détermination de la réussite ou de l'échec.
 - iv. Les résultats de chaque essai, plus particulièrement la détermination de la réussite

ou de l'échec et les résultats consignés à chaque étape des dossiers d'essais. Tout écart par rapport aux résultats des essais prévus qui a été relevé durant l'exécution des dossiers d'essais doit être indiqué. La section doit comprendre ou faire un renvoi à l'information (images mémoire, registre de registres, diagrammes d'affichage, etc.) qui peut aider à isoler et à corriger la cause de tout écart. Le directeur des essais peut émettre des hypothèses sur la cause précise de chaque écart et proposer des mesures de diagnostic et de correction.

- v. Les registres d'essais conservés durant les essais doivent consigner tous les événements pertinents pour la préparation des essais, le rendement, l'analyse et l'interprétation des résultats. Le sous-paragraphe doit comporter l'information ci-dessous (si applicable) :
 - a) les dates et les emplacements des essais;
 - b) la description des configurations d'essais matérielle et logicielle;
 - c) le personnel qui a participé aux essais et son rôle dans le processus d'essais;
 - d) les problèmes cernés et les étapes précises des procédures d'essais liées à ceux-ci, dont le nombre de répétitions de chaque étape et le résultat de chaque répétition;
 - e) les points de reprise ou les étapes à partir desquels les essais ont repris.
- vi. La section doit décrire en détail tout écart par rapport à la procédure d'essai initiale (substitution d'équipement, modifications de logiciels de soutien, étapes procédurales non suivies, écarts par rapport au calendrier, etc.). Chaque écart doit être justifié, et sa répercussion sur la validité des essais doit être indiquée.
- g. Listes de vérification et registres d'essais. L'entrepreneur doit fournir les registres d'essais, les listes de vérification, les analyses d'essais et tout document produit dans le cadre des essais d'acceptation et établir le renvoi vers les essais applicables.

- h. Évaluation et recommandations. Le rapport d'essais doit comprendre des recommandations sur l'acceptation ou le rejet du système, en fonction des résultats des essais d'acceptation décrits ci-dessus et d'une analyse de ces résultats. La section devrait être divisée selon les sous-sections ci-dessous.
 - i. Évaluation. La section doit comprendre une analyse générale des capacités de l'article démontrées par les résultats d'essais du rapport. L'analyse doit indiquer toute lacune, limitation ou contrainte non résolue relevée par les essais. L'entrepreneur peut fournir de l'information supplémentaire sur les lacunes en proposant des modifications techniques. L'analyse doit recommander une solution à chaque lacune, chaque limitation et chaque contrainte.
 - ii. Améliorations recommandées. La section doit comprendre toute recommandation d'améliorations sur la conception ou l'exploitation du système. Elle doit également indiquer les répercussions des recommandations si celles-ci sont mises en œuvre ou non. L'entrepreneur devrait fournir toute hypothèse qui appuie la recommandation.
Nota : Le chargé de projet et le responsable technique de la GRC accepteront ou rejeteront le système après avoir déterminé si les essais appuient la conformité du système aux exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes applicables à la solution proposée.
- i. Divers. La section doit comprendre toute information découlant des essais d'acceptation que l'entrepreneur juge pertinente au rapport d'essai.
- j. Pièces jointes. Toute section trop volumineuse pour faire partie du corps principal du document doit être fournie en tant que pièce jointe et faire l'objet d'un renvoi.

PRODUIT LIVRABLE 6 – PLAN D'ESSAIS D'ACCEPTATION SUR PLACE (PEAP)

DED

<p>1. TITRE</p> <p>Essais d'acceptation — PEAP</p>	<p>2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION</p> <p>AT-03</p>
<p>3. DESCRIPTION/OBJECTIF</p> <p>Le PEAP doit décrire la planification de la démonstration de l'intégration complète et du bon fonctionnement de la solution proposée dans chaque environnement et à chaque site. Il doit énoncer les procédures générales, les modalités qui régissent la planification, ainsi que la préparation et l'achèvement des essais d'acceptation visant le site et l'environnement proposés. Le PEAP doit également décrire l'interruption des installations existantes et la synchronisation de ces interruptions. L'entrepreneur devrait soumettre le PEAP dès que possible, afin que la GRC puisse examiner et modifier celui-ci au besoin.</p> <p>L'entrepreneur doit préparer un PEAP pour chaque version en fonction de la stratégie et du plan conçus dans le PMORS approuvé, à moins d'entente écrite contraire avec la GRC. Le PEAP doit établir la méthode d'exécution des travaux de l'EDT, méthode qui doit être organisée et intégrable dans les activités de déploiement de la GRC. Les PEAP doivent décrire en détail les étapes de la mise en œuvre et les essais qui seront effectués dans chaque environnement et à chaque site, afin d'assurer la mise en œuvre efficace des remplacements, des mises à niveau et des réutilisations et la mise en place des mesures de sécurité nécessaires à l'exécution réussie des travaux visés par l'EDT.</p>	
<p>4. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION</p> <p>4.1 <u>Exigences relatives au format.</u> Le PEAP doit être élaboré à l'aide des applications de bureau approuvées par la GRC, être lisible et convenir à la reproduction. Les pages doivent être numérotées en ordre séquentiel. Toutes les pièces jointes doivent être identifiées et faire l'objet d'un renvoi dans le corps du document.</p> <p>4.2 <u>Généralités.</u> Le PEAP doit décrire le processus qui servira à démontrer le fonctionnement adéquat des logiciels, du matériel et de l'architecture, afin de valider l'intégration complète, la migration et l'interopérabilité de la solution proposée en vue de déterminer l'acceptation de l'environnement ou du site particulier pour celle-ci. Le PEAP doit énoncer la méthode et les procédures régissant la planification, la préparation et l'achèvement des essais d'acceptation de l'environnement ou du site en question. Le PEAP doit reposer sur les essais de l'entrepreneur et ceux de la GRC. Il doit comprendre l'installation de la solution proposée dans chaque environnement d'essai et aux sites PR et DR de la GRC, en plus d'être adapté aux caractéristiques propres à chaque site ou à chaque environnement (ou les deux).</p> <p>4.3 <u>Exigences relatives au contenu.</u> Le PEAP doit au moins comprendre les éléments ci-dessous.</p> <p>a. <u>Table des matières.</u> La table doit indiquer les figures, les diagrammes, les tableaux, les annexes, etc.</p> <p>b. <u>Portée.</u> La section doit décrire le but et la portée du document. La portée doit indiquer les parties du système visées par le document et comporter un aperçu de</p>	

chacune de ces parties. Elle doit également traiter des fonctions qui ne seront pas mises à l'essai et de la raison. La section doit traiter des principaux objectifs des essais d'acceptation liés à l'environnement ou au site. Les objectifs doivent être énoncés en fonction du respect des spécifications applicables au système. L'entrepreneur doit établir un ensemble d'objectifs uniformisé pour le processus d'essais d'acceptation entier applicable à l'environnement ou au site.

- c. Documents de référence. La section doit indiquer tout document de référence applicable à la mise en œuvre de la solution proposée dans le site ou l'environnement visé.
- d. Objectifs d'essais globaux. La section doit traiter des principaux objectifs des essais de l'environnement ou du site. Ces objectifs doivent être énoncés en fonction du respect de la portée du déploiement. Un ensemble d'objectifs uniformisés doit être établi pour le PEAP entier. Les objectifs doivent au moins comprendre l'assurance que les composantes livrées ont été installées et interconnectées et qu'elles fonctionnent conformément aux spécifications de la GRC, la preuve de la conformité du système livré aux exigences en matière de rendement de la GRC, ainsi que les essais d'intégration, de signalement par protocole SNMP, des erreurs, de HD, de balayage antivirus et WSUS, selon les besoins. Les essais de HD sont requis pour confirmer l'intervention des composantes système dans le cas de tout problème nécessitant un changement de traitement dans un environnement doté de capacités de HD. La section doit indiquer les essais visant les outils et les interfaces utilisés dans la solution proposée, de même qu'entre la solution ou une autre application touchée et les systèmes de la solution proposée.
- e. Site et environnement. Seul le site ou l'environnement visé par les essais d'acceptation doit être indiqué. La section doit donner un aperçu de la topologie du site. Pour éviter de répéter une quantité excessive de renseignements provenant d'autres documents, l'entrepreneur peut faire un renvoi vers d'autres DED applicables (p. ex., AR-01 « PMORS ») à l'architecture ou à la topologie du système.
- f. Gestion du programme d'essais d'acceptation. La section doit décrire la planification associée aux activités des essais d'acceptation.
- g. Calendrier des essais. Le calendrier doit indiquer les échéanciers des essais, de même que fournir une estimation des dates d'essais et du temps alloué à chaque essai.
- h. Étapes de la mise en œuvre. La section doit décrire en détail les étapes nécessaires à la mise en œuvre efficace de la solution dans chaque environnement ou à chaque site.
- i. Installations, personnel et équipement spécial liés aux essais. La section doit comporter des détails sur les installations, l'équipement et le personnel nécessaires à l'exécution des essais qui figurent dans le PEAP, notamment :
 - i. l'équipement et les logiciels généraux et ceux propres à un site ou un environnement qui sont nécessaires aux essais de la solution proposée;
 - ii. le matériel et les logiciels requis pour mettre à l'essai la solution proposée, dont l'utilisation d'instruments d'essais commerciaux ou propriétaires;

- iii. les installations nécessaires à l'appui des efforts d'essais (y compris les installations du gouvernement et celles de l'entrepreneur);
 - iv. les exigences relatives au soutien au personnel requises pour l'exécution des essais, y compris une description de la structure organisationnelle des équipes d'essais et des responsabilités des membres de ces équipes, de même que la participation d'employés du gouvernement, le cas échéant;
 - v. la description des outils ou des techniques qui serviront à analyser les données d'essais pour déterminer la réussite ou l'échec de chaque essai.
- j. Configuration du système préalable aux essais. Le plan doit traiter des configurations logicielle et matérielle requises avant le début des essais.
 - i. Configuration logicielle. La section doit traiter de la configuration logicielle qui doit être appliquée aux systèmes visés avant le début des essais. La section doit souligner les étapes nécessaires pour s'assurer que la configuration requise est vérifiée par le personnel des essais avant le début des essais.
 - ii. Configuration matérielle. La section doit traiter de la configuration matérielle qui doit être appliquée aux systèmes visés avant le début des essais. La section doit souligner les étapes nécessaires pour s'assurer que la configuration requise est vérifiée par le personnel des essais avant le début des essais.
 - iii. Configuration du répertoire. La section doit traiter de la configuration du répertoire qui doit être appliquée aux systèmes visés avant le début des essais.
- k. Objectifs des essais. La section doit traiter des objectifs d'essais généraux et propres à l'environnement ou au site à l'essai, dont tous les paramètres à mesurer. Elle doit également porter sur les types d'essais à mener (p. ex., essais de limite, essais d'erreur, essais de contrainte, etc.).
- l. Descriptions des essais généraux. La section doit comporter un aperçu général des essais à mener, ainsi que les critères d'acceptation propres à chaque essai. Les critères d'acceptation des essais doivent provenir des exigences applicables à la solution proposée qui figurent dans l'EDT et les documents connexes, notamment :
 - i. l'objectif de l'essai, dont la description de tout paramètre à mesurer, de même que toute interdépendance avec d'autres essais;
 - ii. une MTE décrivant ou démontrant comment la solution proposée par l'entrepreneur répond aux exigences indiquées dans l'EDT et les documents connexes pour la portée du PEAP;
 - iii. les critères d'acceptation applicables à chaque essai. Les critères de réussite et d'échec applicables à chaque essai doivent être mis en évidence et faire l'objet d'un renvoi dans les capacités de la solution proposée;
 - iv. les scripts d'essais à appliquer lors de l'exécution de l'essai décrit dans la section des procédures d'essais générales;

- v. les procédures à suivre en cas d'échec (reprises des essais, modifications, etc.);
- vi. les instructions sur la consignation des résultats des essais dans un format désigné (listes de vérification, registre des essais, etc.) et les formulaires prédéfinis, comme les listes de vérification et les registres d'essais sous forme d'annexe ou de pièce jointe.
- m. Conditions environnementales et électriques liées aux essais. La section doit indiquer tout point unique ou pertinent pour les conditions d'essais.
- n. Scripts d'essais. Le plan d'essai doit comprendre les scripts qui serviront aux essais. Les scripts doivent être préparés dans le format choisi par l'entrepreneur. Chaque mesure distincte effectuée par les opérateurs durant les essais doit être indiquée dans les procédures et les scripts d'essais. Ces derniers doivent indiquer toutes les saisies et les mesures que doivent effectuer les opérateurs, ainsi que les résultats d'essais prévus pour toutes les étapes d'essais pertinentes.
- o. Produits des essais d'acceptation. La section doit résumer les résultats des activités d'essais d'acceptation. Le PEAP doit souligner le format des registres d'essais, des listes de vérification, des analyses d'essais, etc. Les registres d'essais doivent au moins comporter les éléments suivants.
 - i. l'identificateur unique du site ou de l'environnement de chaque emplacement d'essai;
 - ii. l'identificateur unique d'essai de chaque essai;
 - iii. la date des essais;
 - iv. le personnel des essais, y compris le directeur, les opérateurs et les observateurs;
 - v. l'identificateur d'exécution d'essais de chaque exécution, y compris l'identification d'essai terminé, de réussite ou d'échec d'un essai, de reprise des essais, d'erreurs, etc.
 - vi. les commentaires sur les activités d'essais (problèmes, erreurs liées aux documents, etc.).
- p. Tolérances et paramètres de conception. Le plan d'essai doit traiter des paramètres de conception et de toute caractéristique de conception clé devant faire l'objet d'essais spéciaux (essais de contrainte, essais de rendement, essais de limite, essais d'erreur, etc.).
- q. Interruptions de services. La section doit décrire les répercussions des interruptions de services, le moment où ces interruptions seront appliquées et leur durée, ainsi que les activités menées pour atténuer les répercussions.
- r. Divers. La section doit comporter toute information supplémentaire que l'entrepreneur souhaite ajouter pour améliorer le document et qui n'est pas traitée ailleurs dans la DED.

- s. Pièces jointes. Tout contenu trop volumineux pour faire partie du corps principal doit être fourni sous forme de pièce jointe et faire l'objet d'un renvoi dans la partie visée par le contenu.

PRODUIT LIVRABLE 7 – PLAN D'ESSAIS D'ACCEPTATION SUR PLACE (REAP)

DED

1. TITRE	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION
Essais d'acceptation — REAP	AT-04
<p>3. DESCRIPTION/OBJECTIF</p> <p>Le REAP de la solution proposée doit comporter les résultats des essais menés au site ou dans l'environnement précisé. Le rapport doit démontrer au responsable technique de la GRC que les logiciels, le matériel et la configuration du système ont réussi les essais d'acceptation requis et qu'ils respectent les exigences énoncées dans le contrat, le cas échéant. Sinon, le rapport doit justifier l'échec. Le REAP doit reposer sur le PEAP. L'entrepreneur doit produire le REAP en consignnant les résultats des essais et des activités dans le PEAP.</p>	
<p>4. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION</p> <p>4.1 <u>Exigences relatives au format.</u> Le REAP doit être élaboré à l'aide des applications de bureau approuvées par la GRC, être lisible et convenir à la reproduction. Les pages doivent être numérotées en ordre séquentiel. Toutes les pièces jointes doivent être identifiées et faire l'objet d'un renvoi dans le corps du document.</p> <p>4.2 <u>Généralités.</u> Le REAP se veut un registre permanent des résultats des essais d'acceptation menés sur les logiciels, le matériel et la configuration du système à un site ou dans un environnement particulier, que peuvent consulter l'entrepreneur et le responsable technique de la GRC. Des rapports d'essais doivent être produits pour chaque site ou environnement dans le cadre des essais d'acceptation de site, conformément au plan d'essais requis par la DED AT-03 « PEAP de la solution proposée ». La DED traite des exigences applicables au format et au contenu du rapport d'essais.</p> <p>4.3 <u>Exigences relatives au contenu.</u> Les sections ci-dessous résument les exigences relatives au contenu.</p> <p>a. <u>Table des matières.</u> La table doit indiquer les figures, les diagrammes, les tableaux, les annexes, etc.</p> <p>b. <u>Portée.</u> La section doit décrire le but et la portée du document. Le REAP doit comporter un sommaire exhaustif des essais menés conformément à la DED AT-03, afin de valider l'ensemble de la solution proposée en tant que composante intégrale de l'architecture de production de la GRC. Il doit comporter un aperçu de l'environnement ou du site soumis aux essais d'acceptation. La portée doit indiquer les parties de la solution proposée visées par le document et comporter un aperçu de chacune de ces parties. Elle doit également traiter des fonctions des logiciels ou du système qui ne seront pas mises à l'essai et de la raison. La section doit traiter des principaux objectifs des essais d'acceptation liés à l'environnement ou au site. Les objectifs doivent être</p>	

énoncés en fonction du respect des spécifications applicables au système.
L'entrepreneur doit établir un ensemble d'objectifs uniformisé pour le programme d'essais d'acceptation entier applicable à l'environnement ou au site.

- c. Documents connexes. La section doit comprendre des références, dont les documents applicables et connexes. Elle doit établir un renvoi vers le PEAP d'origine élaboré conformément à la DED AT-03 « PEAP de la solution proposée ».
- d. Site et environnement. La section doit identifier le site ou l'environnement d'essais par son emplacement et son bâtiment. L'information doit également figurer sur la page couverture du document.
- e. Diagrammes des configurations logicielle et matérielle du site ou de l'environnement. La section doit comporter un aperçu des configurations logicielle et matérielle en vigueur au moment des essais. L'entrepreneur doit justifier toute différence entre ces configurations et celles indiquées dans le PEAP applicable.
- f. Aperçu des essais. La section doit donner un aperçu des caractéristiques de la solution proposée mises à l'essai. Elle doit établir un renvoi vers les essais requis selon le PEAP applicable. L'entrepreneur doit justifier tout essai requis selon le PEAP qui n'a pas été exécuté.
- g. Résultats détaillés des essais. La section doit être divisée selon les paragraphes ci-dessous et décrire les résultats obtenus à chaque essai visé par le rapport.
 - i. Nom et portée de l'essai conformément à la DED AT-03 « PEAP de la solution proposée ».
 - ii. Sommaire des essais, dont les critères d'acceptation.
 - iii. Résultats de chaque essai, plus particulièrement la détermination de leur réussite ou échec, résultats de chaque étape de la procédure d'essais et écarts relevés durant l'exécution des dossiers d'essais. La section doit comprendre l'information (images mémoire, registre de registres, diagrammes d'affichage, etc.) qui peut aider à isoler et à corriger la cause de tout écart ou établir un renvoi vers celle-ci. Le directeur des essais peut émettre des hypothèses sur la cause précise de chaque écart et proposer des mesures de diagnostic et de correction.
 - iv. Les registres d'essais doivent consigner tous les événements pertinents pour la préparation des essais, le rendement, l'analyse et l'interprétation des résultats. Le sous-paragraphe doit comporter l'information ci-dessous (si applicable) :
 - a) les dates et les emplacements des essais;
 - b) la description des configurations d'essais matérielle et logicielle;
 - c) le personnel qui a participé aux essais, son rôle dans le processus d'essais et la signature de chaque membre;
 - d) les problèmes cernés et les étapes précises des procédures d'essais liées à

ceux-ci, dont le nombre de répétitions de chaque étape et le résultat de chaque répétition;

e) les points de reprise ou les étapes à partir desquels les essais ont repris.

v. La section doit décrire en détail tout écart par rapport à la procédure d'essai initiale (substitution d'équipement, modifications de logiciels de soutien, étapes procédurales non suivies, écarts par rapport au calendrier, etc.). Chaque écart doit être justifié, et sa répercussion sur la validité des essais doit être indiquée.

vi. Tout autre produit d'essais d'acceptation généré durant les essais (registres d'essais, dossiers d'essais, listes de vérification, analyse d'essais, etc.).

h. Évaluation et recommandations. La section devrait être divisée selon les paragraphes ci-dessous.

i. Évaluation. La section doit comprendre une analyse générale des capacités de l'article démontrées par les résultats d'essais du rapport. L'analyse doit indiquer toute lacune, limitation ou contrainte non résolue relevée par les essais. L'entrepreneur peut fournir de l'information supplémentaire sur les lacunes en proposant des modifications techniques. L'analyse doit recommander une solution à chaque lacune, chaque limitation et chaque contrainte.

ii. Améliorations recommandées. La section doit comprendre toute recommandation d'améliorations sur la conception ou à l'exploitation du système. Elle doit également indiquer les répercussions des recommandations si celles-ci sont mises en œuvre ou non. L'entrepreneur devrait fournir toute hypothèse qui appuie la recommandation.

Nota : Le chargé de projet et le responsable technique de la GRC accepteront ou rejeteront le système après avoir déterminé si les essais appuient la conformité du système aux exigences énoncées dans l'EDT et les documents connexes applicables à la solution proposée.

i. Divers. La section doit comporter toute information supplémentaire que l'entrepreneur juge pertinente pour le document et qui n'est pas traitée ailleurs dans la DED.

j. Pièces jointes. Tout contenu trop volumineux pour faire partie du corps principal doit être fourni sous forme de pièce jointe et faire l'objet d'un renvoi dans la partie visée par le contenu.

PRODUIT LIVRABLE 8 – DOCUMENTS SUR LA CONCEPTION DU SYSTÈME (DCS)

DED

<p>1. TITRE</p> <p>DCS</p>	<p>2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION</p> <p>CM-01</p>
<p>3. DESCRIPTION/OBJECTIF</p> <p>Le DCS proposé consiste en la conception générale de la solution proposée découlant de l'examen et de l'analyse menés par l'entrepreneur sur les exigences et les spécifications applicables à la solution proposée énoncées dans l'EDT et les annexes, des résultats des essais et de l'intégration, et de l'examen des divers documents applicables de la GRC. Le DCS a pour objet d'offrir une seule perspective intégrée de l'architecture globale de la solution proposée par l'entrepreneur. L'entrepreneur doit y justifier toute décision de conception majeure. Il doit également y identifier les éléments de configuration et décrire les éléments de configuration interarchitecture à intégrer. Le DCS traite de la configuration d'architecture finale de la solution proposée. L'entrepreneur peut y décrire les parties de l'architecture liées aux fonctions de gestion de sa solution.</p>	
<p>4. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION</p> <p>4.1 <u>Format</u>. Le DCS doit être élaboré à l'aide des applications de bureau approuvées par la GRC, comporter les en-têtes et la séquence figurant à la présente DED, être lisible et convenir à la reproduction. Le schéma de numérotation du document doit permettre le renvoi aux éléments distincts de la conception (portions de texte, figures, diagrammes, tableaux, etc.). Toutes les pièces jointes doivent être identifiées et faire l'objet d'un renvoi dans le corps du document. L'entrepreneur doit modifier tous les documents de conception de la solution de renouvellement du SSV soumis initialement en fonction des modifications de conception, y compris celles découlant de l'achèvement de l'EDT. L'entrepreneur devrait conserver le format du document de conception d'origine.</p> <p>4.2 <u>Contenu</u>. Le DCS doit au moins comporter les éléments ci-dessous.</p> <p>a. <u>Table des matières</u>. La table doit indiquer les figures, les diagrammes, les tableaux, les annexes, etc.</p> <p>b. <u>Portée</u>. La portée doit décrire l'objectif et le contenu du document. Elle doit donner un aperçu de chaque section de l'architecture du système. Le DSC doit traiter des exigences des spécifications applicables à la solution proposée qui figurent dans l'EDT et ses annexes.</p> <p>c. <u>Documents de référence</u>. La section doit énumérer les documents de référence et les ressources pertinentes ayant servi à la conception de l'architecture du système.</p> <p>d. <u>Protocoles et normes</u>. La section doit décrire les normes et les protocoles applicables à l'architecture et établir un renvoi vers la partie pertinente de l'architecture.</p>	

- e. Facteurs de conception généraux. La section doit décrire les facteurs de conception généraux qui ont influé sur la conception de l'architecture du système. Elle doit traiter de la priorité relative des facteurs, comme le rendement du système, les coûts et la fiabilité en fonction des facteurs déterminants qui ont donné lieu aux caractéristiques choisies pour l'architecture. Cela comprend la justification et les compromis influant sur toute décision importante de conception. La section doit énumérer les exigences de conception techniques et fonctionnelles (y compris les éléments de sécurité), les objectifs de conception et les complexités techniques ayant influé sur les décisions prises par rapport aux compromis. Les facteurs peuvent comprendre : l'architecture, les capacités et les contraintes de l'architecture, des systèmes et des applications actuels de la GRC, les éléments de sécurité et les éléments de mise en œuvre .
- f. Description générale de l'architecture du système. La section doit donner un aperçu de l'architecture du système, dont la description de l'architecture du système au niveau national et des sites. L'aperçu peut comprendre des diagrammes généraux, au besoin. La section doit traiter du modèle de système ayant servi de référence à la conception, ainsi que de la répartition de la correspondance des composantes du système avec le modèle (p. ex., architecture client/serveur 2 tiers et 3 tiers, modèle de référence à sept couches OSI, etc.).
- g. Description détaillée de l'architecture du système. La section doit comporter une brève description de la conception architecturale de la solution proposée, y compris une répartition détaillée de la conformité du système par rapport aux exigences des spécifications applicables à la solution proposée. La description doit au moins comporter les éléments suivants.
 - i. Une description et des diagrammes de l'architecture du système afin de montrer les détails de l'architecture au niveau du système et des sites. Les diagrammes doivent représenter les composantes distinctes de la topologie de la solution proposée, dont les serveurs, les coupleurs, les routeurs, les passerelles, les sites de l'utilisateur, etc.
 - ii. Un sommaire des éléments de conception principaux des composantes matérielles et logicielles de l'architecture du système (rôle, capacités, caractéristiques importantes, configuration et justification de l'ajout). La section doit faire la distinction entre la réutilisation de ressources de l'environnement existant et les nouvelles composantes de l'infrastructure (serveurs, coupleurs, etc.) nécessaires à la mise en œuvre de la conception, s'il y a lieu.
 - iii. Les fonctions des outils et des utilitaires requis dans l'architecture, de même que la manière dont les fonctions appuient les exigences applicables à la solution proposée.
 - iv. Les outils et les utilitaires de conversion requis dans l'architecture, un énoncé des protocoles et des versions de contenu pris en charge par les installations de conversion et la manière dont l'échange sera exécuté dans l'architecture de la solution proposée.

- v. Toute information sur les interfaces entre la solution proposée et les autres projets ou systèmes d'appui (services de répertoire);
- j. Composantes système. La section doit décrire les installations et les composantes distinctes qui composent la solution proposée.
- k. Rendement. La conception doit décrire en détail et évaluer les caractéristiques de rendement, de débit de traitement et de capacité de l'architecture par rapport aux exigences des critères de rendement et des spécifications techniques applicables à la solution proposée. Les critères de rendement doivent reposer sur la plus petite largeur de bande disponible pour les parties applicables du système. La conception doit traiter des configurations matérielle et logicielle à utiliser et expliquer comment les spécifications techniques et les critères de rendement applicables à la solution proposée seront respectés. La section doit indiquer les mesures de rendement, de débit de traitement et de capacité pour le serveur client et les composantes réseau de l'architecture. La conception doit indiquer les facteurs (matériels ou logiciels) influant sur chaque mesure. La conception doit expliquer les parties de l'architecture de la solution proposée dont le rendement ou le débit de traitement ne peuvent être mesurés. Elle doit énumérer les parties qui ne peuvent être assujetties aux critères de rendement et en donner la raison.
- l. Matériel et logiciels. La section doit décrire les spécifications et le rôle dans l'architecture du matériel et des logiciels fournis par l'entrepreneur (serveurs, commutateurs, routeurs, passerelles, postes de travail, etc.) introduits par l'architecture du système. L'architecture doit faire la distinction entre le matériel et les logiciels fournis par l'entrepreneur et le matériel, les logiciels et les installations existants des sites de la solution proposée. La section doit comporter les spécifications applicables au matériel (capacité, processeurs, vitesse, mémoire, etc.) et aux logiciels (exigences de mémoire, numéro de version, etc.).
- m. Accès à distance des utilisateurs. La section doit traiter des caractéristiques de conception qui répondent aux exigences applicables à l'administration à distance du système (p. ex., les sites éloignés par rapport aux serveurs installés au site PR de la GRC).
- n. Services de répertoire. L'entrepreneur doit traiter de l'intégration des services de répertoire dans la solution proposée en fonction des exigences énumérées dans les spécifications techniques applicables à la solution proposée. Il doit décrire l'utilisation de tout produit de services de répertoire (propriétaire ou non) et expliquer clairement comment les fonctions du produit correspondent aux spécifications techniques applicables aux services de répertoire. L'entrepreneur doit justifier le choix des services de répertoire (c.-à-d. décrire les diverses options disponibles et expliquer son choix). La conception doit décrire la synchronisation du répertoire de la solution proposée avec le répertoire entreprise X.500 de la GRC (afin de conserver la méthode de mise en œuvre des services de répertoire), ainsi que tout outil de synchronisation de répertoire requis.

- o. Plan de sécurité. La section doit traiter de l'architecture de sécurité de la solution proposée. Le plan de sécurité doit au moins traiter des éléments ci-dessous.
 - i. Problèmes conceptuels liés à la sécurité. La section doit traiter des influences et des contraintes applicables à l'architecture de sécurité, comme celles imposées par les caractéristiques et les limites technologiques, les exigences applicables à la solution proposée et la politique de sécurité de la GRC. L'entrepreneur doit justifier les décisions de conception prises sur le plan de la sécurité en fonction de ces influences et contraintes.
 - ii. Aperçu de l'architecture de sécurité. La section doit décrire clairement la conception du système de sécurité, y compris les topologies au niveau national et des sites (avec des diagrammes), s'il y a lieu.
 - iii. Conception de l'architecture de sécurité. La section doit décrire la structure du système de sécurité sur le plan des principaux éléments de configurations matérielle et logicielle. Cela comprend les enjeux comme la sécurité physique, l'ouverture de sessions et les caractéristiques de sécurité administratives du système. L'architecture doit comporter une description détaillée des mécanismes de contrôle d'accès et un exemple des fichiers administrateurs ou des saisies des écrans administrateurs.
 - iv. Infrastructure à clé publique (ICP). La section doit décrire l'interfaçage entre la solution proposée et l'ICP de la GRC. La section doit expliquer tout enjeu lié à la solution proposée sur le plan de l'accès aux certificats à clés publiques, de la synchronisation d'ouverture de session et du processus d'authentification avec l'ICP.
- p. Interopérabilité. La section doit donner un aperçu de la capacité de l'architecture de la solution proposée sur le plan de l'interfaçage et du fonctionnement avec l'environnement hétérogène actuel, les services de répertoire de la GRC, ainsi que les services et les applications réseau touchés, durant la période de déploiement de la solution proposée et après celle-ci.
- q. Extensibilité et mise à niveau des composantes. La conception doit décrire la capacité d'extensibilité et de mise à niveau de l'architecture de la solution proposée sur le plan des composantes matérielles et logicielles, avec des répercussions minimales sur la communauté des utilisateurs. L'entrepreneur doit fournir des données quantitatives (mesures) sur tous les aspects de l'extensibilité.
- r. Fiabilité. La conception doit décrire comment l'architecture du système de la solution proposée satisfait aux exigences en matière de fiabilité qui s'appliquent à la solution proposée. La conception doit également traiter des paramètres de fiabilité prévus pour les composantes matérielles et logicielles du système. L'entrepreneur doit y décrire tout autre facteur de fiabilité visant le

matériel et les logiciels du système qu'il juge pertinent et qui n'est pas énoncé explicitement dans les spécifications techniques.

- s. Disponibilité et maintenabilité. La section doit comprendre une évaluation de la mise en œuvre de la solution proposée en fonction des exigences de disponibilité et de maintenabilité. La disponibilité du système doit être décrite selon :
 - i. la capacité du système à respecter les exigences de service continu conformément aux spécifications techniques applicables à la solution proposée;
 - ii. les périodes d'indisponibilité prévues des systèmes nécessaires aux activités de maintenance (réparation de matériel, restaurations de systèmes à partir d'une copie de sauvegarde, etc.);
 - iii. le niveau de service disponible durant les procédures administratives (p.ex. la reproduction et la synchronisation des répertoires), ainsi que la durée prévue de ces procédures.
- t. Surviabilité. La section doit traiter des aspects de surviabilité de l'architecture, y compris de toute caractéristique redondante et de l'évaluation de la capacité de la solution proposée à absorber la dégradation des composantes de l'architecture (défaillances des composantes de serveur, pannes de serveur, défaillances de routeurs, etc.).
- u. Plans d'urgence et d'évaluation des risques. La section doit décrire les risques associés au plan de mise en œuvre global. Les risques doivent y être décrits et quantifiés (probabilité d'occurrence et conséquences), dans la mesure du possible. L'entrepreneur doit insister sur les éléments qui présentent des risques plus élevés ou des conséquences plus graves. Le plan doit traiter de toute décision prise en vue d'éliminer les éléments de risque. Les plans d'urgence doivent souligner les mesures d'atténuation appliquées à tout élément de risque restant dans l'architecture. Ils doivent également comporter un aperçu des risques connexes à la mise en œuvre de la solution proposée.
- v. Conditions environnementales et physiques. La section doit décrire les éléments pertinents liés à l'environnement dans lequel la solution proposée sera exploitée. Cela comprend toute disposition pour le contrôle environnemental des pièces où de l'équipement est installé, les enjeux liés à la sécurité, etc.
- w. Glossaire. Le glossaire doit comprendre la définition des sigles, des acronymes, des abréviations et des mnémoniques utilisés dans la conception.
- x. Divers. La section doit traiter de toute information supplémentaire que l'entrepreneur juge pertinente pour l'architecture du système.

- y. Pièces jointes. Toute section trop volumineuse pour faire partie du corps principal du document doit être fournie en tant que pièce jointe et faire l'objet d'un renvoi dans le corps principal du document.

PRODUIT LIVRABLE 9 – MISE À NIVEAU CONTINUE DES LOGICIELS ET DU SE (MNCLS)

DED

<p>1. TITRE</p> <p>MNCLS</p>	<p>2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION</p> <p>OU-01</p>
<p>3. DESCRIPTION/OBJECTIF</p> <p>Le document de la MNCLS vise à fournir au responsable technique de la GRC de l'information sur les activités de mise à niveau continue et à lui permettre de tenir à jour un registre de données sur la gestion de la configuration des serveurs d'essais et de production, des postes de travail et des composantes du système de transcodage. Le document existant doit être tenu à jour afin d'avoir accès à la configuration la plus récente de chaque composante fournie par l'entrepreneur, ainsi que de maintenir un registre historique de toutes les mises à niveau effectuées à ce jour dans le cadre de l'EDT à l'aide des produits de la GRC. L'entrepreneur peut utiliser le SGDDI ou le remplacement de la GRC pour maintenir les changements historiques d'un document. La GRC s'attend à ce que l'entrepreneur utilise le SGDDI pour maintenir le registre historique des mises à niveau. L'utilisation du SGDDI de pair avec le suivi des modifications dans le document permettront d'identifier la configuration la plus récente et le registre historique des modifications avec chaque mise à niveau. Toute autre méthode doit être approuvée par la GRC.</p> <p>Nota 1 : Les diagrammes et les descriptions d'architecture ne sont visés par aucune exigence. Le rôle du document est de consigner le soutien continu. Toute mise à niveau qui nécessite des changements de structure doit faire l'objet d'une autorisation de tâches distincte.</p> <p>Nota 2 : Puis que l'entrepreneur doit toujours concevoir un plan de mise en œuvre de version d'ITR distinct pour chaque mise à niveau, il n'est pas nécessaire que le document comporte de détails propres à celle-ci.</p>	
<p>4. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION</p> <p>4.1 <u>Format</u>. Le MNCLS doit être lisible, convenir à la reproduction et être à jour à l'aide des applications de bureau approuvées par la GRC après chaque mise à niveau effectuée par l'entrepreneur. Toutes les pièces jointes doivent être identifiées et faire l'objet d'un renvoi dans le corps du document.</p> <p>4.2 <u>Contenu</u>. Le MNCLS doit au moins comporter les éléments ci-dessous.</p> <p>a. <u>Registre de modifications</u>. L'entrepreneur doit tenir à jour une liste des modifications du document dans le registre de modifications, liste qui doit au moins comporter la date du changement, le nom de la personne qui a fait le changement, une brève description du changement et le numéro de version du document.</p> <p>b. <u>Table des matières</u>. La table doit indiquer les figures, les diagrammes, les tableaux, les annexes, etc.</p>	

- c. Portée. La portée doit décrire l'objectif et le contenu du document. Elle doit donner un aperçu de chaque section du MNCLS.
- d. Objectif de la mise à niveau. La section doit décrire l'objectif de la mise à niveau effectuée. Elle doit comporter suffisamment de détails pour permettre au lecteur de bien comprendre la mise à niveau en question, sans examiner les détails de chaque composante.
- e. Documents de référence. La section doit énumérer les documents de référence et les ressources pertinentes ayant servi à la conception de l'architecture du système.
- f. Hypothèses. La section doit énumérer toutes les hypothèses pertinentes connexes au document.
- g. Éléments particuliers à prendre en compte. La section doit énumérer les éléments particuliers à prendre en compte dans la mise à niveau, comme :
 - i. les outils ou les utilitaires requis pour effectuer la mise à niveau, y compris une description et une justification de l'utilisation;
 - ii. toute conversion requise, avec une explication et une justification de la méthode utilisée.
- h. Répercussions de la mise à niveau. La section doit décrire les répercussions de la mise à niveau, notamment sur les éléments suivants :
 - i. capacité;
 - ii. rendement;
 - iii. maintenabilité;
 - iv. disponibilité;
 - v. gétabilité;
 - vi. extensibilité;
 - vii. surviabilité.
- i. Problèmes liés à la mise à niveau. La section doit décrire tout problème réel ou potentiel influant sur le fonctionnement des composantes de l'entrepreneur. La description doit au moins comporter les éléments suivants :
 - i. explication du problème;
 - ii. probabilité d'occurrence et répercussion prévue ou potentielle;
 - iii. plan d'atténuation proposé pour réduire au minimum ou prévenir les interruptions de systèmes, dans l'environnement PROD et dans chaque environnement d'essai.
- j. Liste des composantes de l'entrepreneur. La section doit énumérer les composantes de l'entrepreneur, y compris les aspects de leur configuration clé, notamment :
 - i. nom d'hôte;
 - ii. adresse IP (non indiquée pour des raisons de sécurité);
 - iii. fonction;
 - iv. modèle;
 - v. unité centrale;
 - vi. mémoire;

- vii. espace de stockage disponible sur le disque dur;
 - viii. système d'exploitation, y compris le numéro de version, d'ensemble de services et de correctif;
 - ix. date de fin de vie;
 - x. date de fin de service;
 - xi. logiciels hébergés;
 - xii. stockage SAN requis (le cas échéant);
 - xiii. date de la dernière mise à niveau;
 - xiv. vulnérabilités corrigées (devraient consister en un renvoi vers un document séparé qui précise les vulnérabilités corrigées ou indiquer s'il s'agit d'une mise à jour de maintenance régulière ou du fichier DAT de l'antivirus);
 - xv. problèmes, préoccupations et remarques connexes à la mise à niveau;
 - xvi. répercussions sur la capacité ou le rendement causées par la mise à niveau.
- Nota : Un exemple de tableau est donné à la page suivante afin d'illustrer la manière de présenter cette partie de l'information requise.

Nom d'hôte	Fonction	Modèle	AC	Mémoire	Espace sur le disque	SE	Date de fin de vie (matériel/SE)	Date de fin de service (matériel/SE)	Logiciels hébergés	SAN	Dernière mise à niveau	Vulnérabilités corrigées	Problèmes, préoccupations et remarques	Répercussions sur le rendement et la capacité
Environnement PROD														
		IBM p720 8202-E4C	3.0 GHz 8 coeurs	32 Go	2 x 300 Go	AIX 7.1 SPO	Non déclaré	Non déclaré	Oracle 11g TSM 5.3 PowerHA					
		IBM p720 8202-E4C	3.0 GHz 8 coeurs	32 Go	2 x 300 Go	AIX 7.1 SPO	Non déclaré	Non déclaré	Oracle 11g TSM 5.3 PowerHA					

PRODUIT LIVRABLE 10 — LOGICIELS ET DOCUMENTS

DED

1. TITRE	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION
Logiciels et documents	DO-01
3. DESCRIPTION/OBJECTIF	
<p>Les logiciels et les documents visent à assurer une version certifiée et approuvée de ceux-ci pour la solution proposée après l'acceptation finale du système. La DED vise tous les logiciels et les documents liés aux aspects de la solution proposée de l'entrepreneur, y compris le SE, l'administration du système et le guide d'utilisateur. Bien que ce dernier ne soit pas spécifiquement indiqué en tant que produit livrable, il fait partie des documents requis pour l'ensemble de la solution.</p>	
4. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION	
<p>4.1 <u>Format</u>. Les documents et les logiciels doivent être élaborés à l'aide des applications de bureau approuvées par la GRC, être lisibles et convenir à la reproduction. Les pages doivent être numérotées en ordre séquentiel. Toutes les pièces jointes doivent être identifiées et faire l'objet d'un renvoi dans le corps du document. Il est attendu que les documents existants de l'entrepreneur soient modifiés pour satisfaire au produit livrable, puisque la solution proposée repose sur un produit commercial.</p>	
<p>4.2 <u>Contenu</u>. L'entrepreneur doit fournir les logiciels et les documents dont il a besoin pour décrire en détail tous les aspects de conception de la solution proposée et ainsi expliquer clairement comment toutes les exigences de la GRC sont respectées.</p>	

PIÈCE JOINTE A-2 – DÉFINITIONS

Le présent appendice définit la terminologie utilisée dans l'énoncé des travaux.

Terme	Définition
DCI SAID	Le DCI SAID contient les transactions NIST utilisées pour communiquer avec le SAID. Cette norme d'interface permet à la GRC de gérer l'indépendance du SAID propriétaire tout en communiquant toutes les données nécessaires à une demande de recherche dactyloscopique.
Identification de sujet SAID	Identificateur unique attribué par le SAID ITR à un sujet (personne) et qui permet de lier toutes les empreintes digitales au sujet, peu importe le type de fichier.
Journal d'audit	Liste prédéterminée d'événements système à consigner (quand, où et pourquoi quelque chose se passe, utilisateur en cause) afin de conserver un historique. Consultez les exigences en matière d'audit du présent EDT et des documents connexes.
Autocertification	Configuration du SAID ITR qui permet de traiter des décadactylogrammes en service réduit ou de confirmer automatiquement une correspondance entre des empreintes digitales recherchées et les empreintes digitales d'un candidat qui est un sujet existant dans le SAID ITR.
Données biographiques	Données alphanumériques contenues dans une transmission (nom, date de naissance, sexe, etc.).
Candidat	Identification potentielle fournie par le SAID. Ce terme est étroitement lié au terme « répondant ». Consultez la définition de répondant aux fins de clarification.
Paramètre configurable	Paramètre qui peut être ajusté par un utilisateur disposant du niveau d'autorisation approprié. Les paramètres configurables renvoient habituellement à une fonction définie du système (ANS, période de conservation des fichiers, etc.).
Contributeur	Organisme autorisé qui transmet des demandes de service aux SCICTR. Exemples de demandes de service : Criminel – Conserver (CAR-Y), Criminel – Demande (CAR-N), Civil (MAP), Réfugié (REF) et Résident temporaire (IMM).
CIPC (demande)	Une demande CIPC permet d'extraire, de la base de données du CIPC, des données reliées aux casiers judiciaires.
Date et heure	Combinaison d'une date et d'une heure où l'heure par défaut devrait être 00:00:00 (début d'une journée donnée) si l'heure n'a pas été précisée.
Ensemble de la solution de renouvellement du SAID	Ce terme renvoie à tout ce que l'entrepreneur doit fournir pour satisfaire aux exigences définies dans l'EDT et les documents connexes.
Données biométriques d'empreintes digitales	Images d'empreintes digitales contenues dans une transmission TR.

Terme	Définition
NII (Numéro d'identification de l'immigration)	Clé unique générée par la GRC selon laquelle les données RT sont stockées à la GRC. <ul style="list-style-type: none"> Un NII, une fois éliminé, ne sera jamais réutilisé.
Document de contrôle des interfaces (DCI)	Norme d'interface avec un sous-système, un système ou un service (existant, interne ou externe). <ul style="list-style-type: none"> Les DCI et les documents connexes pertinents au projet de BRT incluent : <ul style="list-style-type: none"> DCI internes (DCI du SAID et DCI de l'EII); DCI externes (DCI NIST-SNP pour les contributeurs externes); DCI de transformation et de spécification de conversion du FBI.
Échec	Renvoi à un scénario où l'identification a échoué et qu'un autre numéro d'identification a été créé pour le même individu dans le cadre d'un mouvement TP. Lorsque ces erreurs sont détectées, les numéros d'identification doivent être mis en commun afin qu'un seul numéro soit attribué à chaque individu.
DCI NIST-SNP	Versions externes du DCI NIST-SNP qui incluent les types de mouvements et les mises à jour que l'ITR prend en charge. <ul style="list-style-type: none">
Vérification un à un	Dans le cadre de la vérification à un PDE de l'ASFC, comparaison des empreintes digitales transmises avec celles inscrites au dossier du sujet (renvoi par le NII) déjà stockées dans le dossier du sujet RT et le référentiel des sujets RT.
IND	Identificateur à sept (7) caractères alphanumériques utilisé par le système pour identifier un organisme qui a soumis une transmission à la GRC.
RSO	Code de rapport statistique sur les opérations (RSO). Code de genre de crime.
Répondant	Sujet ou sujet potentiel identifié à partir du numéro de dossier. Ce terme est étroitement lié au terme « candidat ». Par exemple, une TPRI pourrait inclure un répondant à inclure dans la recherche, en fonction d'une recherche de nom antérieure qui avait potentiellement identifié un numéro de dossier de sujet. Une recherche dans un rapport de « un à plusieurs » pourrait relever des candidats à l'identification et, après vérification ou certification, un ou plusieurs des répondants pourraient être inclus dans la TPRI.
SAID ITR	La solution existante du SAID ITR inclut toutes les capacités du SAID et du SSV, tous les postes de travail, imprimantes, appareils photo et numériseurs du SAID utilisés par le personnel de la GRC pour tous les types d'analyse dactyloscopique et les systèmes de transcodage distants utilisés par les principaux services canadiens de police pour effectuer des enquêtes dactyloscopiques menées sur des lieux de crime.

Terme	Définition
Transmission	<p>Demande de service provenant d'un contributeur externe pour ajouter, récupérer, modifier, supprimer ou chercher des données dans le répertoire national des empreintes digitales de la GRC.</p> <p>Une transmission peut contenir une ou plusieurs transactions. Par exemple, une inscription contient les transactions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • IMM; • ERRT (au besoin); • ACKT; • SRE.
Disponibilité du système	Capacité du système à recevoir et à accuser réception d'une transmission. La disponibilité doit être mesurée mensuellement. Elle ne s'applique pas aux périphériques (postes de travail, imprimantes, etc.), à moins qu'aucun poste de travail ne soit disponible.
Sujet	Individu identifié auquel est associé un ID de sujet unique (conservé) ou une transmission entrante comportant un jeu d'empreintes digitales unique (non conservé).
Dossier de sujet	Dossier particulier associé à un ID de sujet unique.
Transmission	<p>Demande d'ITR, principalement fondée sur le DCI externe du NIST-SNP; toutefois, certaines demandes externes entraînent des transmissions. Celles-ci donnent lieu généralement au traitement de multiples transactions pour l'exécution d'un flux de travail particulier.</p> <p>Se reporter au DCI pour obtenir des précisions.</p>
Données de transmission	Données créées pendant le traitement de chaque transmission. Exemples : entrées du journal d'activités, historique des états, mouvements internes du SAID ITR, des sous-systèmes, etc.
Répertoire des vérifications RT	Encodage (caractéristiques) et données dactyloscopiques biométriques RT créé et conservé aux fins de vérification. Les données image et les données biographiques sont aussi incluses.
Transaction	Interaction définie dans une transmission. Échange d'information avec le système ou un sous-système.
Empreintes d'identification plaquées de type 14	<p>Format normalisé dans le DCI du NIST des SNP de mise en commun des images d'empreintes d'identification plaquées. Pour les obtenir, le sujet place ses doigts sur une dactyloscopieuse (il n'est pas nécessaire de rouler le doigt pour obtenir une image complète de l'empreinte).</p> <p>Pour satisfaire à la norme (ou définition) de la GRC d'« empreintes d'identification plaquées », au moins une des trois images suivantes est requise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quatre doigts de la main droite • Quatre doigts de la main gauche • Deux pouces
Utilisateur	Utilisateur autorisé du SCICTR qui a accès à la fonction ou à l'interface utilisateur définie dans les présentes exigences.

Terme	Définition
Vérification	Comparaison d'une empreinte digitale ou palmaire d'un candidat à une empreinte digitale ou palmaire recherchée.
Sous-système de vérification (SSV)	Toutes les composantes requises pour satisfaire à l'ensemble des exigences en matière de sous-système de vérification.
Travaux en cours (TEC)	Période allant de la réception de la transmission à la fin du traitement et à laquelle s'ajoute une période tampon. La période tampon est un nombre de jours configurable dans le système en fonction du type de transmission. Par exemple, une inscription RT peut être conservée pendant 30 jours après la fin du traitement avant le nettoyage des données.
Données liées aux travaux en cours	Sous-produit du traitement des demandes. Exemples : itérations de la recherche par nom, résultats de la recherche par nom, résultats d'une demande d'état de dossier, entrées du journal d'activités, etc.

PIÈCE JOINTE A-3 – SIGLES ET ACRONYMES**Tableau C-1: Sigles et acronymes**

Sigle ou acronyme	Définition
ACKT	Transaction d'accusé de réception
SAID	Système automatisé d'identification dactyloscopique
ANSI	American National Standards Institute
PEA	Plan d'essais d'acceptation
REA	Rapport sur les essais d'acceptation
ASF	Agent des services frontaliers
ASFC	Agence des services frontaliers du Canada
SCICTR	Services canadiens d'identification criminelle en temps réel
LPLE	Liste des produits livrables exigés
CIC	Citoyenneté et Immigration Canada
DPI	Dirigeant principal de l'information
CONOPS	Concept d'opération
CIPC	Centre d'information de la police canadienne
REE	Rapport d'étape de l'entrepreneur
DPL	Description du produit livrable
NCD	Numéro de contrôle de document
DE	Dactyloscopieuse électronique
ERRIN	Transaction d'erreur interne
ERRT	Transaction d'erreur
ERRV	Transaction d'erreur pendant la vérification
FBI	Federal Bureau of Investigation
DCI	Document de contrôle des interfaces
NII	Numéro d'identification de l'immigration
IMA	Transaction de modification RT
IMAR	Réponse à la transaction de modification RT
IMM	Transaction d'inscription RT
IMP	Transaction d'élimination RT
IMPR	Réponse à la transaction d'élimination RT
IRQ	Demande d'image

Tableau C-1: Sigles et acronymes

Sigle ou acronyme	Définition
IRR	Réponse à une demande d'image
CPC	Calendrier principal du projet
DCI SNS	DCI externe du SNS
SNS	Serveur NIST des SNP
SNP	Services nationaux de police
NIST	National Institute of Standards and Technology
IND	Organisme d'origine ou service émetteur
PDE	Point d'entrée
REAT	Réunions d'examen de l'avancement des travaux
GRC	Gendarmerie royale du Canada
ITR	Identification en temps réel
DCS	Documents sur la conception du système
PIP	Plan d'installation sur place
PEAP	Plan d'essais d'acceptation sur place
REAP	Rapport sur les essais d'acceptation sur place
ANS	Accord sur les niveaux de service
EDT	Énoncé des travaux
SRE	Réponse à la recherche
SRV	Vérification de la réponse à une recherche
STI	Transaction d'état
AD	À déterminer
NCT	Numéro de contrôle de transaction
TPAI	Modification d'empreintes décadactylaires
TPCNI	Consolidation d'empreintes décadactylaires
TPCNRI	Réponse à une transaction de consolidation d'empreintes décadactylaires
TPDI	Suppression d'empreintes décadactylaires
TPQCI	Réponse au contrôle de la qualité d'empreintes décadactylaires
TPREI	Réponse à une demande d'empreintes décadactylaires
TPRI	Demande d'empreintes décadactylaires
RT	Résident temporaire

Tableau C-1: Sigles et acronymes

Sigle ou acronyme	Définition
BRT	Biométrie pour les résidents temporaires
IU	Interface utilisateur
VER	Transaction de vérification d'un RT
ET	Élément de travail – rapport d'incident du logiciel/de la solution de la GRC
TEC	Travaux en cours